

مكتبة

Radio-Télévision / Heures locales

# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14880 7 F

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Deuxième alerte au Venezuela

LES militaires putschistes, pour la deuxième fois en moins de dix mois, ont tenté de prendre le pouvoir au Venezuela. On ne peut que se féliciter de cet échec et du maintien de l'ordre démocratique légal à Caracas. Les messages de solidarité ont d'ailleurs commencé à affluer au palais de Miraflores, touchés par les bombes des aviateurs rebelles, et sont venus conforter le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, qui montre, à soixante-dix ans, une remarquable pugnacité face à l'adversité.

M. Bush l'a assuré de son soutien. L'Organisation des États américains et la Communauté européenne ont fait de même. Il est logique et normal qu'il en soit ainsi. Démocratiquement réélu en décembre 1988, après avoir déjà exercé le pouvoir de 1973 à 1978, M. Carlos Andrés Pérez est dans son droit lorsqu'il affirme vouloir aller jusqu'à l'expiration normale de son mandat, en février 1994.

Il n'appartient pas à des militaires, si bien intentionnés soient-ils, de bouleverser le calendrier de la démocratie vénézuélienne, souvent présentée comme une des plus stables de l'Amérique latine, puisqu'elle a fonctionné sans interruption depuis 1958. La fin de la dictature militaire de Pérez Jiménez, cette année-là, n'avait-elle pas marqué une ère nouvelle pour le pays? L'alternance entre les chrétiens-démocrates du COPEI et les sociaux-démocrates de l'Acción démocratique, le parti du président Pérez, pouvait même être présentée comme un modèle pour le reste d'un sous-continent alors en proie aux coups d'État militaires à répétition.

On aurait tort cependant de s'en tenir, à propos des militaires putschistes qui viennent de récidiver, à une analyse manichéenne. Certes, ils s'efforcent de renverser un pouvoir légal. Mais ils ne sont nullement des métamorphes passifs, défenseurs d'un ordre social ancien, partant à l'assaut d'un président social-démocrate aimé de son peuple. C'est même à peu près exactement le contraire.

La chute de M. Carlos Andrés Pérez était jugée imminente par environ 80 % de ses concitoyens au lendemain du putsch manqué du 4 février dernier. Des concerts de casseroles venaient régulièrement rappeler à l'hôte du palais de Miraflores son impopularité, essentiellement due aux mesures d'austérité, dictées par le Fonds monétaire international, qu'il a prises en 1989. Les étudiants manifestaient violemment contre lui. Et des officiers, parmi lesquels le jeune colonel Hugo Chávez, estimaient que la situation ne pouvait plus durer.

Le chef de l'État a également prêté le flanc aux accusations de corruption. Pots-de-vin touchés par de hautes personnalités, civiles et militaires, compromission de certains «hommes du président» dans des affaires louches : M. Carlos Andrés Pérez est largement responsable du malaise actuel. Le colonel Chávez, auteur du putsch manqué de février, emprisonné depuis, et dont se réclamaient les militaires insurgés vendredi à l'aube, est probablement plus populaire que le président. Tel est le plus grand risque que court la démocratie au Venezuela après cette seconde alerte.

Lire nos informations page 3



Le Conseil de sécurité et la protection de l'aide humanitaire

## Grandes manœuvres à l'ONU pour secourir la Somalie

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, s'apprête à recommander l'envoi en Somalie d'une force multinationale, mandatée par l'ONU, pour «assurer» enfin la distribution de l'aide humanitaire. Plusieurs «options» ont commencé d'être examinées, vendredi 27 novembre, par un «groupe de tra-

vail» qui devait se réunir à nouveau samedi, avant la consultation du Conseil de sécurité, au début de la semaine prochaine. Dans l'hypothèse de l'intervention d'une coalition internationale, le commandement du corps expéditionnaire serait confié aux États-Unis, qui fourniraient l'essentiel des effectifs.

### Plusieurs scénarios

NEW-YORK et WASHINGTON de nos correspondants

Les premières grandes manœuvres diplomatico-militaires pour sauver la Somalie d'un désastre déjà largement consommé ont commencé.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se vont présenter, au début de la semaine prochaine, plusieurs «scénarios» d'action en Somalie : l'intervention d'une coalition internationale, celle d'un contingent essentiellement américain ou encore l'envoi d'un «ultimatum» aux chefs de bande qui pillent l'aide alimentaire. Telles sont les propositions arrêtées par le secré-

taire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et qu'il entend soumettre dans les prochains jours aux membres du Conseil.

Il y a bien une «option d'échec» qui sera aussi adressée au Conseil, même si personne n'entend vraiment la prendre en considération : l'abandon pur et simple des opérations humanitaires dans ce pays ravagé par la famine et la guerre civile et le retrait de l'ONUSOM, la petite force des Nations unies déjà arrivée à Mogadiscio.

AFSANÉ BASSIR-POUR et ALAIN FRACHON Lire la suite page 5

Sans se prononcer sur le régime de Vichy

## La Cour de cassation renvoie Paul Touvier devant la justice

La Cour de cassation a partiellement cassé, vendredi 27 novembre, l'arrêt de non-lieu rendu en faveur de Paul Touvier en avril dernier, en censurant la chambre d'accusation de Paris sur le dossier du massacre de Rillieux-la-Pape, où sept juifs furent fusillés le 29 juin 1944 après avoir été désignés par l'ancien chef milicien.

Sans se prononcer sur la nature du régime de Vichy, la Cour de cassation a conclu que Paul Touvier s'est rendu complice de la Gestapo, organisation criminelle de l'Allemagne nazie. La qualification de crime contre l'humanité peut ainsi être retenue. Le dossier a été confié à la chambre d'accusation de Versailles.

### Le droit sans l'Histoire

par Laurent Greilsamer

D'un trait de plume, la chambre criminelle de la Cour de cassation vient de biffer la surprenante leçon d'histoire assénée le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris. En quelques mots, la Cour suprême a répondu en droit à une décision de justice contestée avec une rare intensité par une grande partie de l'opinion et jusque parmi les plus hautes autorités de l'État.

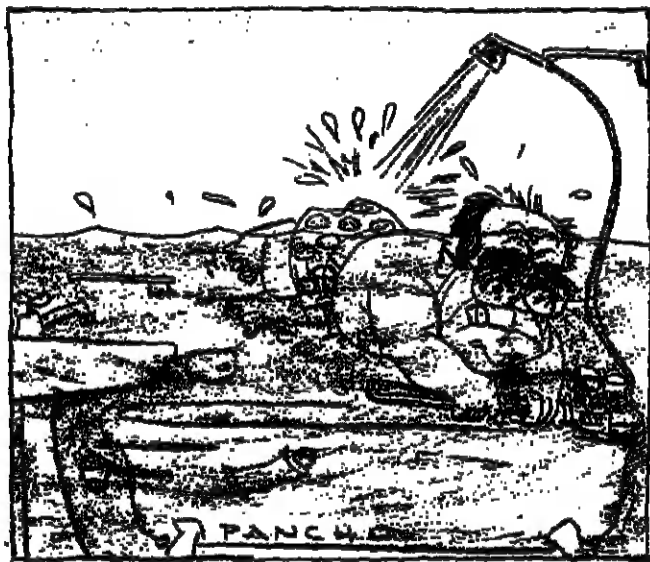
Les trois juges de la chambre d'accusation avaient à leur manière réhabilité le régime de Vichy en l'exonérant de ses principaux crimes. Il leur avait suffi pour cela d'un ou deux sophismes et de deux ou trois for-

mules sidérantes. Ainsi la chambre d'accusation affirmait-elle que l'idéologie vichyssoise s'apparentait «plutôt à une constellation de «bons sentiments» et d'animosités politiques», ignorant résolument la traque des militants communistes et des francs-maçons lancée dès les mois de juillet et d'août 1940.

Ainsi assurait-elle péremptoirement que jamais les juifs ne furent proclamés «ennemis d'État», oubliant le statut du 3 octobre 1940, signé par Philippe Pétain, et aux termes duquel ils n'étaient plus que des ombres bientôt promises aux convois vers Auschwitz.

Lire la suite et nos informations pages 10 et 11

## 31 000 chômeurs de plus en octobre



Lire page 15 l'article d'ALAIN LEBAUDE

## L'affaire Trager prend une nouvelle dimension

L'inculpation, vendredi 27 novembre, par le juge Renaud Van Ruymbeke, de M. Michel Gagneux, ancien chef du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dutoit, donne une nouvelle dimension à l'affaire déclenchée par les accusations de René Trager concernant son rôle et celui de l'entourage de l'ancien ministre dans une affaire de commission sur l'importation d'un appareil de radiologie.

Pour élucider certains points essentiels qui prêtent déjà à controverse - qui a apposé la signature de M<sup>me</sup> Dutoit sur certains documents? Où est allé l'argent? -, le juge, qui a effectué récemment des perquisitions en Suisse, devrait entendre sans tarder les différents protagonistes de cette affaire. A l'exception de M<sup>me</sup> Dutoit, que sa qualité de ministre, à l'époque des faits, met à l'abri de la justice ordinaire.

Lire page 9 l'article de ROLAND-PIERRE PARINGAUX

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux page 17

## M. Alain Madelin au «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Alain Madelin, député d'Ile-et-Vilaine, vice-président de l'UDF et du Parti républicain, invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimanche à 18 h 30.

## Les Serbes prêts à se battre dix ans...

Le général Talic affirme que ses troupes se préparent à une guerre longue pour préserver leurs conquêtes en Bosnie

BANJA-LUKA (Bosnie-Herzégovine) de notre envoyé spécial

«L'armée serbe se prépare pour une guerre de dix ans», le général Momir Talic, commandant le 1<sup>er</sup> corps serbe de Bosnie, affiche en toutes circonstances une allure débonnaire. Le visage rond sous des cheveux blancs comme neige, des yeux très clairs, un regard ironique, il est sûr de lui et de son armée. L'hiver? Il gèle peut-être toutes les armées du monde, mais, «pour les Serbes, il n'existe pas». De toute façon, «la situation est très bonne pour nous, et les opérations militaires se dérou-

lent selon le rythme planifié». Jusqu'où ces opérations iront-elles? «Cela dépendra des forces musulmanes et croates, de leurs provocations». Par exemple, après la prise de Jajce, cette ville du nord-ouest de Sarajevo où les Serbes représentent moins de 20 % de la population mais que l'armée du général Talic a conquise fin octobre, cette armée a poussé jusqu'aux portes de Travnik, ancienne capitale ottomane de Bosnie, et l'officier serbe «espère» que ses hommes n'auront pas à aller plus loin. «Nous verrons», répond-il seulement quand on lui demande ce que deviendra Travnik.

Quant au front nord, il est particulièrement animé depuis quelques semaines : le corridor que les forces serbes se sont aménagé le long de la frontière croate - pour relier les régions nord et ouest contrôlées par les Serbes à la Serbie mère - fait l'objet d'attaques constantes des troupes croato-musulmanes et ne dépasse pas deux kilomètres de largeur en certains endroits. Les Serbes accusent la Croatie d'avoir dépêché pas moins de six brigades jusqu'en Bosnie pour tenter de couper ce corridor.

YVES HELLER Lire la suite page 4

### Le Monde DOSSIERS

En décembre 1992, deux dossiers :

#### - SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME -

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est parvenue malgré tout à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans mais il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

#### LA CRISE DES PRISONS

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a démontré que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports complexes et ambigus entre surveillants et détenus sont au cœur de toute nouvelle réforme. Ces deux dossiers sont complétés par des cartes et des graphiques.

Au sommaire des «clés de l'info» : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché du son.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

### HEURES LOCALES

#### Disney fait peur

Les élus des communes proches du parc EuroDisney, s'inquiètent des économies décidées par la société américaine.

#### La voiture électrique se glisse en ville

Des sites-pilotes ont été retenus, mais rien ne sera opérationnel avant 1995.

#### Mâcon : paisibles bords de Saône

Un chef-lieu de département excentré, malade de ses limites administratives.

Avec les pages «Régions» et «Ile-de-France», les informations pratiques, les livres, le débat.

Lire pages 19 à 28

Le sommaire complet se trouve page 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Arabie Saoudite, 8 Dh ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,55 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ ; Danemark, 14 Krones ; Espagne, 150 Ptas ; Grèce, 220 Dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 Kron ; Pays-Bas, 2,75 f ; Portugal, 170 Esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 Krones ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



**Le Monde**  
RÉDACTION ET :  
15, RUE FA  
75501 PARIS 15  
Tél. : (1) 40 46 25 25  
Télécopieur : (1) 40 46 25 26  
Tél. : 20 30 6 7  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40 46 25 25  
Télécopieur : (1) 40 46 25 26  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
630 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde**  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Croc  
Membres du comité de direction :  
Jacques Gulu, Philippe Dupuis  
Isabelle Tsaldit  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avila  
75502 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40 46 25 25  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46 42 49 71 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA.

Impression  
du « Monde »  
15, rue du Colonel-Pierre-Avila  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 137  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Remise en main sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40 46 25 33  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40 46 32 40  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS CEE	AUTRES PAYS vite normale
3 mois	536 F	571 F	700 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 990 F	2 086 F	2 560 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**  
DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie  
PP Para PP 321 MQ 02

**Le Monde**  
Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppert  
directeur de la rédaction  
Jacques Gulu  
directeur de la gestion  
Manuel Lubbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints ou directeurs  
de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Arnauld  
Thomas Ferey  
Philippe Herveaux  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)  
Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauvel (1989-1992)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

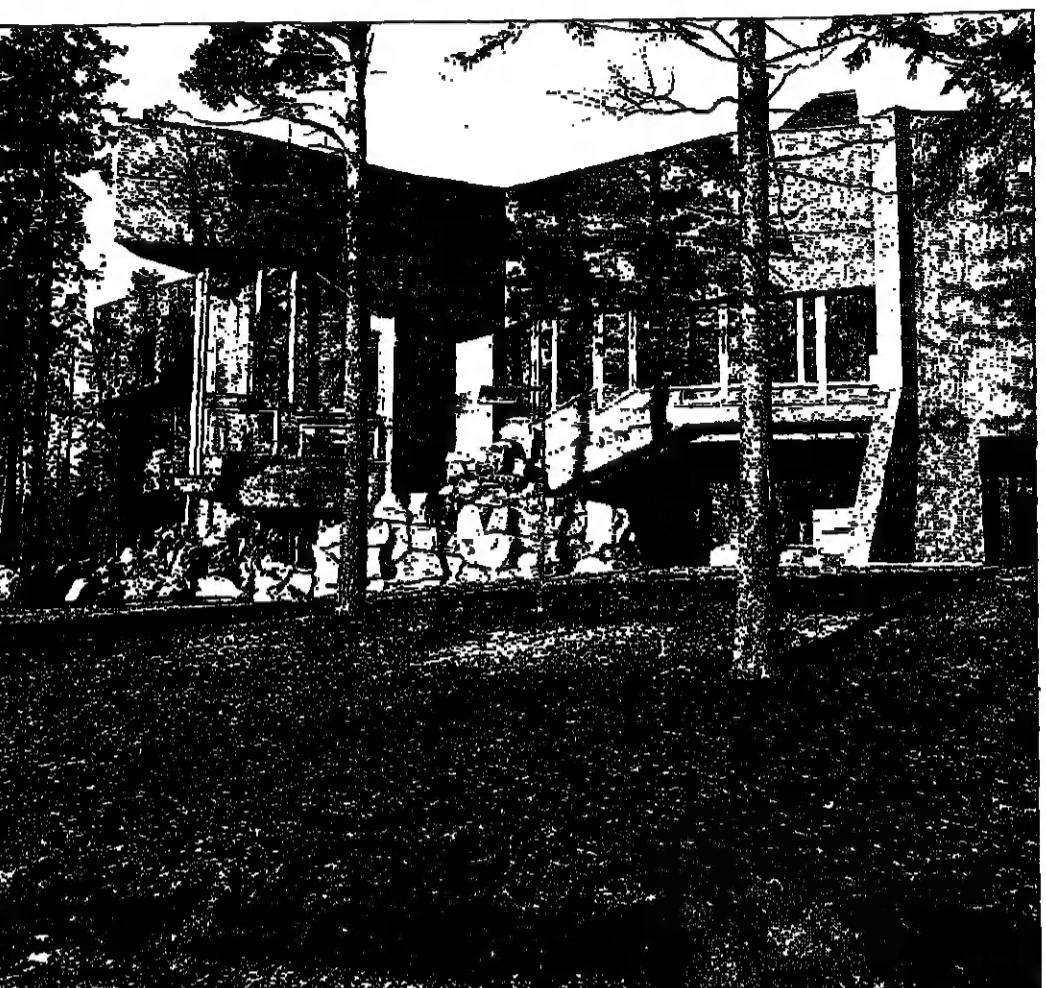
par Thomas Schreiber

22 novembre 1972. A quelques kilomètres de la capitale finlandaise, sous la neige, l'université de technologie d'Helsinki accueille les représentants de la quasi-totalité des pays d'Europe, auxquels se sont joints ceux des États-Unis d'Amérique et du Canada. Dans la grande salle de bal ultramoderne en forme de presque-cube, les ambassadeurs ont pris place autour des tables à tapis vert disposées en hexagone. Avant l'ouverture de la première séance, présidée par le ministre finlandais des affaires étrangères, Ahti Karjalainen, on est passé diplomatiquement de l'anglais au français pour régler un différend. Il portait sur la désignation des deux délégations allemandes sur les plaquettes placées devant elles. La délégation de Bonn s'élevait contre le fait que celle de Berlin-Est aurait eu le privilège d'avoir le nom du pays en premier, si la désignation avait été faite en anglais : « German Democratic Republic », tandis qu'elle aurait dû se contenter du nom de « Federal German Republic ». Le problème (très sérieux à l'époque) a été résolu en ayant recours au français, la « République fédérale d'Allemagne » signifiant dès lors aux côtés de la « République démocratique allemande ».

Encore plus significative était l'attitude de la délégation roumaine, décidée dès le début de la réunion à jouer le rôle de trouble-fête pour manifester son indépendance à l'égard des autres pays du pacte de Varsovie. Selon Bucarest, l'ouverture des entretiens multilatéraux se présente comme une occasion privilégiée de prendre ses distances à l'égard de Moscou. Ion Lipatti, le directeur des affaires politiques au ministère roumain des affaires étrangères, un diplomate francophone rusé, demande tout d'abord une rotation pour la présidence à l'avenir que la direction des séances soit confiée à tour de rôle aux représentants de chacun des pays. Et, surtout, que dans le passage du règlement proclamant la participation des trente-quatre États « sur une base d'égalité et d'indépendance » soit ajoutée la mention « indépendamment des alliances militaires ». Une précision aussitôt qualifiée d'« inutile » par les Soviétiques et leurs alliés qui ont immédiatement compris le but de la manœuvre du « mauvais camarade ». La « rébellion roumaine » bénéficie de la sympathie de nombreux pays. Parmi eux la France, qui est d'avis que tous les États représentés à Helsinki doivent faire entendre « leur voix propre et dans des conditions de complète égalité ».

**Deux conceptions  
des rapports internationaux**  
Dès le début des pourparlers d'Helsinki en vue de la préparation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), deux conceptions des rapports internationaux s'affrontent. Une conception devenue traditionnelle depuis Yalta, et selon laquelle les États-Unis et l'Union soviétique s'efforcent de consolider ou de rompre à leur avantage l'équilibre des forces, en se servant de pays moyens et petits comme de pions dans leur jeu bipolaire. Comme le disaient alors les Chinois, « les Américains et les Soviétiques étaient à la fois rivaux et complices ». La signature par Richard Nixon et Leonid Brejnev du premier accord SALT sur la limitation des armements stratégiques, en mai 1972, n'a-t-elle pas « coincidé » avec l'intensification des bombardements de l'aviation des États-Unis sur le Vietnam du Nord ?

L'autre conception est défendue avec de plus en plus de vigueur par les autres pays, qu'ils appartiennent ou non à des alliances militaires ou politiques différentes. Nous avons déjà mentionné la France et la Roumanie, membres « contestataires » de l'OTAN pour la première et du pacte de Varsovie pour la seconde. Mais on constate aussi le véritable réveil des non-alignés et neutres, entraînés par la Yougoslavie de Tito, à l'appogée de son influence, et pas seulement au sein du tiers-monde. Aujourd'hui on a parfois tendance à oublier qu'au début des années soixante-dix le régime yougoslave n'a plus rien à voir avec le socialisme fortement centralisé et figé que pratiquent à



Non loin d'Helsinki, à Dipoli, les locaux de l'université de technologie où les ambassadeurs se réunirent le 22 novembre 1972.

cette époque l'Union soviétique et les pays de l'Est. Quant à l'indépendance à l'égard de Moscou, celle de Bucarest est beaucoup plus vulnérable que celle de Belgrade. Sans perdre de vue (comme le faisaient certains milieux occidentaux, y compris français) que la Roumanie « non conformiste » de Nicolae Ceausescu était aussi une dictature. Bref, les représentants roumains et yougoslaves sont parmi les diplomates les plus actifs de la rencontre. C'est aussi en novembre 1972 que les neutres, dont la Suisse et le Saint-Siège, participent pour la première fois à une importante conférence essentiellement politique.

Même si l'unanimité ne s'est pas faite au niveau des membres de la Communauté européenne (composée à cette date de neuf pays) autour de problèmes débattus à Helsinki, on retiendra qu'à la demande du représentant de la République fédérale les partenaires de Bonn soutiennent la candidature de l'autre État allemand à l'UNESCO. Nous sommes au lendemain de l'approbation massive par les électeurs allemands de l'Ostpolitik du chancelier Brandt et de la signature, quelques semaines plus tard, le 21 décembre 1972, du traité fondamental entre les deux Allemagnes, pas décisif en direction de la normalisation des rapports bilatéraux, dans l'attente d'une réunification qui était à l'époque impensable.

**Consensus  
et « absence d'opposition »**  
En novembre 1972, il a fallu quatre jours de palabres aux délégués pour se mettre d'accord sur une dizaine de points de procédure. Ensuite commencent les véritables travaux, dirigés - conformément aux propositions roumaines - sur une stricte base de rotation par les représentants des pays participants.

Le principe de l'égalité et de l'indépendance des États acquis, il entraîne celui de l'adoption des décisions par consensus. Ce consensus, qui devrait par la suite régler les modalités d'adoption des recommandations de la conférence d'Helsinki, est officiellement défini comme l'« absence d'opposition ».

Plus de six mois seront nécessaires pour que les trente-quatre délégations concluent leurs travaux. Le 8 juin 1973, les principaux thèmes de la future conférence sur la sécurité et la coopération sont répartis en trois « corbeilles » : 1. - questions politiques ; 2. - questions économiques ; 3. - problèmes humanitaires.

L'Union soviétique et plusieurs de ses alliés auraient souhaité la

## DATES

Il y a vingt ans

# Le début du « processus d'Helsinki »

domaines « utilitaires », comme l'économie. Dans l'esprit des dirigeants du Kremlin, la coexistence solennelle de la « coexistence pacifique entre pays appartenant à des systèmes socio-politiques différents » (encore un bel exemple de la langue de bois marxiste-léniniste à la mode) n'est pas une conciliation d'idées différentes. Bien au contraire, Leonid Brejnev comptait faire de la CSCE et de ses suites le couronnement de sa carrière en faisant reconnaître par les Occidentaux les conquêtes soviétiques en Europe centrale et orientale après 1945. Or il se trouva confronté, avec les dirigeants staliniens (ou poststaliniens) des pays de l'Est, et précisément à travers le « processus d'Helsinki », à des mouvements de contestation à l'intérieur des pays socialistes, bien involontairement encouragés. Car ces contestataires - essentiellement hongrois, tchécoslovaques et polonais - ne réclament désormais pas autre chose que le respect des textes adoptés par consensus... Il était donc fatal que, dans l'application des recommandations de la « troisième corbeille », relative à l'exercice concret des droits et libertés des individus, surgisse entre l'Est et l'Ouest un « malentendu » de nature idéologique.

## La fin de la coupe de l'Europe

Pendant longtemps, la sécurité européenne, les modalités pratiques de la coopération entre les deux parties du Vieux Continent encore séparées par le rideau de fer restèrent l'enjeu d'approches contradictoires. Cependant, le « processus d'Helsinki » engagé le 22 novembre 1972 s'est finalement retourné - malgré les malheurs et l'absence de certains Occidentaux - contre les régimes totalitaires : les recommandations du sommet de l'été 1975, réuni naturellement dans la capitale finlandaise et concernant les droits de l'homme, sont prises au mot en Europe centrale et orientale. Et, à la fin de l'année 1990, quinze ans après la signature, à Helsinki, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération, les chefs d'État et de gouvernement alors en exercice, qui se retrouvent cette fois à Paris, célèbrent la fin de la coupe de l'Europe... Nous vivons enfin sur un continent qui partage les mêmes valeurs. Cependant, la disparition de l'Union soviétique, l'éclatement de la Yougoslavie, la recrudescence des nationalismes créent une situation nouvelle et dangereuse. Mais cela est une autre histoire.

de personnes, des idées et des informations entre l'Est et l'Ouest.

Mais, du côté communiste - et pas seulement soviétique - on craint que la multiplication des contacts avec le monde occidental ne comporte de graves risques de contamination pour les régimes socialistes. Par conséquent, il fallait les contrôler par des « moyens politiques appropriés ». D'où les mises en garde fréquentes contre les dangers de la « pénétration de l'idéologie bourgeoise » à l'Est, et les limites fixées à la « libéralisation » dans les pays même les plus éloignés du stalinisme, comme la Hongrie de János Kádár.

## Les recommandations de la « troisième corbeille »

Pour les Soviétiques - et ce sera leur attitude pendant toute la durée du « processus d'Helsinki », - le développement des relations avec l'Occident devrait se limiter en quelque sorte aux

**"GRAND JURY"**  
**RTL - Le Monde**

**ALAIN MADELIN**  
VICE-PRESIDENT DE L'ODP

ANIMÉ PAR  
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET PIERRE-ANGEL GAY (LE MONDE)

JEAN-YVES HOLLINGER  
ET PAUL JOLY (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR  
**RTL**

Mitterrand  
implique

Enfants putsch  
population

هبة امه لاص



سكيتا

## ÉTRANGER

Le Monde • Dim 29 - 1 novembre 1992 3

En visite en Jordanie

### M. Mitterrand affirme que la levée des sanctions contre l'Irak implique le respect des communautés kurde et chiite

M. François Mitterrand devait regagner Paris, le samedi 28 novembre, dans l'après-midi, au terme d'un voyage au Proche-Orient qui l'a conduit en Israël et en Jordanie. Au cours de son séjour à Amman, où il s'est longuement entretenu avec le roi Hussein, le président français a évoqué le processus de paix israélo-arabe, mais aussi les conséquences de la guerre du Golfe, et pressé l'Irak - encombrant voisin de la Jordanie - de respecter ses minorités kurde et chiite.

AMMAN

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand s'applique depuis des années, à tenir le même langage à toutes les parties qui déchirent le conflit israélo-arabe. Il en a fait une impeccable démonstration, vendredi 27 novembre, au soir de son arrivée en Jordanie, où il entamait une visite d'Etat. Avant le dîner offert en son honneur par le roi Hussein, le président a réitéré, presque mot pour mot - au risque de se paraphraser - les

grands principes qu'il venait d'exposer pendant deux jours en Israël.

« Que de fois ai-je répété ces mêmes affirmations sur toutes les tribunes internationales, a-t-il déclaré. En ignorant notamment la question palestinienne, on ne pourrait aboutir - si on y aboutit - a-t-il ajouté, qu'à une paix précaire. Un dialogue doit s'instaurer entre les parties concernées, ce qui implique que, de part et

d'autre, on parle avec les représentants des peuples intéressés. Ces principes s'appliquent également au Liban. »

Pas de partition

Autre « formule lapidaire » de M. Mitterrand : « Mieux vaut une paix à petit pas que pas de paix du tout. » Des signaux, a-t-il noté, sont

émis de part et d'autre : des mesures sont prises pour établir une certaine confiance. Elles sont souvent insuffisantes mais elles existent. La récente réunion (multilatérale) de Paris (à la fin du mois d'octobre) a montré que la volonté de dialoguer sur des sujets d'intérêt commun peut parvenir à s'imposer. »

Le président a souligné la « place centrale » qu'occupe, dans le proces-

sus de paix, la Jordanie, qui a « réaffirmé clairement sa volonté de paix », notamment en « définissant avec Israël les termes d'un ordre du jour ». Ces principes doivent aussi prévaloir dans le Golfe, sujet peu évoqué par M. Mitterrand en Israël, mais qui concerne au premier chef la Jordanie, un pays « dont les épreuves, remarquant-il, ne se sont pas terminées avec la fin des combats » et qu'accable, à cause de la guerre, « un lourd fardeau économique et financier ». « Il ne peut y avoir, a noté le président, de stabilité dans le Golfe s'il n'y a pas reconnaissance du droit des uns et des autres d'exister et de coexister dans ces fameuses frontières sûres, reconnues et respectées. Parlons clair : on s'inquiète de ce que fera l'Irak. Ou bien il s'inclinera devant les décisions des Nations unies, ou bien il respectera les habitants qui relèvent de son autorité, qui sont des citoyens de l'Irak ; et la paix reviendra plus vite qu'on ne le croit, et les populations de ce grand pays cesseront de souffrir des conséquences de la guerre. »

« La France souhaite que le martyre de ces populations cesse ou soit abrégé par la levée du blocus. Mais cela dépend d'abord du gouvernement de l'Irak. L'exclus toute partition de l'Irak, hypothèse d'ailleurs qui n'a été évoquée devant moi par aucun des pays qui ont pris part à la guerre du

Golfe. » Pour M. Mitterrand, la balle reste donc dans le camp de Bagdad. C'est seulement lorsque M. Saddam Hussein aura appliqué pleinement les résolutions de l'ONU, notamment celles relatives au respect des minorités kurde et chiite, que la communauté internationale pourra légitimement ne plus traiter l'Irak comme un Etat paria. Autant d'observations que le roi Hussein ne peut pas faire, sous peine d'offenser son puissant voisin irakien, mais qu'il n'est peut-être pas fâché de voir prononcées chez lui dans l'espoir qu'elles seront entendues à Bagdad.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

IRAN : signature d'un mémorandum d'accord avec le Haut Commissariat pour les réfugiés. - Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Iran ont signé, vendredi 27 novembre, à Genève, un mémorandum d'accord qui prévoit protection, assistance et recherche de solutions durables pour près de trois millions de réfugiés stationnés sur le sol iranien. La signature de ce document a eu lieu trois jours avant la mise en route d'un programme de rapatriement volontaires des réfugiés afghans. - (AFP)

JE VEUX BIEN PRENDRE LES COMMANDES, MAIS LA CUISINE, C'EST VOUS TROIS QUI LA PEREZ !



## AMÉRIQUES

VENEZUELA : au moins neuf morts lors du coup d'Etat manqué

### Les militaires putschistes n'ont pas réussi à mobiliser la population contre le président Perez

La tentative de coup d'Etat militaire, déclenchée vendredi 27 novembre à l'aube au Venezuela, semble avoir totalement échoué. Le président social-démocrate Carlos Andres Perez, au pouvoir depuis décembre 1988, maîtrise apparemment la situation. Une centaine de militaires putschistes, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs, sont arrivés dans la nuit de vendredi à samedi à Iquitos, au Pérou, dans un appareil Hercules des forces aériennes vénézuéliennes. Ils ont demandé l'asile politique aux autorités péruviennes. Le coup d'Etat manqué a fait au moins neuf morts et des dizaines de blessés. Le gouvernement avance de son côté le chiffre de cinquante victimes, qu'il était impossible, samedi matin, de confirmer. Le gouvernement du président Perez a suspendu vendredi les principales garanties constitutionnelles et instauré un couvre-feu de six heures du soir à six heures du matin pour une durée indéterminée.

Il semble que la population n'ait pas suivi les chefs militaires et civils, du Mouvement révolutionnaire bolivarien, auteurs de cette

tentative de putsch, comme de la précédente, le 4 février dernier (voir encadré). L'idéologie de ce mouvement, aux accents fortanistes populistes, est assez floue mais plutôt de gauche et fondée sur le rejet de la corruption ambiante. Le « soulèvement populaire général », auquel appelait le message enregistré sur une cassette vidéo et retransmis pendant plus de cinq heures sur la chaîne publique Canal 8 par un commando rebelle, ne s'est en tout cas pas produit.

Les autres chaînes de télévision ont abondamment diffusé la déclaration du président Perez affirmant qu'il contrôlait la situation et qu'il ne s'agissait que d'un « coletazo » (un soubresaut final) de la tentative infructueuse de coup d'Etat du 4 février.

Coups-feu et suspension des libertés

Un photographe de l'AFP a constaté que deux militaires avaient été tués à proximité du palais présidentiel de Miraflores, dans une zone où des combats ont opposé des civils aux forces loyales au président Carlos Andres Perez. D'autres témoins avaient par ailleurs rapporté que les affrontements autour de la télévision d'Etat, qui était aux mains des rebelles vendredi dans la matinée, avaient fait au moins deux morts. Les rebelles, qui avaient pris le contrôle de la télévision, ont à la mi-journée offert leur reddition et demandé la médiation de la justice

civile et de l'Eglise. Au moins quatre journalistes ont été blessés au cours de la matinée, selon des témoins.

Le gouvernement a annoncé à la radio et à la télévision la suspension des principales garanties constitutionnelles. Toute personne peut être arrêtée sans mandat d'arrêt et les maisons particulières peuvent être perquisitionnées selon le bon vouloir des autorités. La liberté de la presse, le droit à la libre circulation et celui de manifester sont également suspendus. Le ministre de l'Intérieur, M. Luis Pineres, a déclaré que ces mesures, similaires à celles décrétées après le putsch manqué de février, avaient été prises pour « venir à bout » des derniers foyers de rébellion.

Dans le centre de Caracas, près du palais présidentiel de Miraflores, de petits groupes de jeunes gens ont érigé des barricades vendredi et affronté la police à coups de bouteilles et de pierres, en criant des slogans hostiles au gouvernement. Certains autres étaient armés de fusils, selon des témoins. La police a riposté par des tirs et des jets de gaz lacrymogènes. Des tirs ont été par ailleurs entendus vendredi dans d'autres quartiers de la capitale. Dans deux faubourgs de Caracas, des affrontements violents se sont produits entre la police et des civils qui s'en étaient pris à des bâtiments de la police et à des magasins.

Les seules précisions concernant l'ampleur de la rébellion sont venues du leader démocrate-chrétien Eduardo Fernandez, selon lequel une unité de l'armée de terre, à La Victoria (50 km au sud-ouest de Caracas) et deux bases de l'armée de l'air, à Maracay et Barquisimeto (70 km à l'ouest et 250 km au sud-ouest de la capitale), ont participé à la tentative de coup d'Etat. Le président Carlos Andres Perez a affirmé de son côté que les cinq chefs de la rébellion manquée du 4 février, dont le colonel Hugo Chavez, au nom duquel des mes-

sages ont été diffusés à la télévision dès le début du soulèvement, sont toujours emprisonnés. Vendredi à 17 heures (5 heures locales), au moment même où le président Carlos Andres Perez intervenait à la télévision, le palais présidentiel de Miraflores a été pris pour cible pour la deuxième fois de la journée par quatre chasseurs-bombardiers d'appel tactique Bronco, dont l'un a touché le bâtiment.

Ces appareils ont en outre bombardé le ministère de l'Intérieur, l'aérodrome de La Carlota, situé en pleine ville, ainsi que la principale caserne de la capitale, Fort Tiuna, d'où trois chars et cinq cents hommes venaient de partir pour renforcer les troupes de La Carlota.

Les partis d'opposition, et avant tout le principal d'entre eux, le COPEI (chrétien-démocrate), ont apporté leur soutien au président Perez en condamnant cette tentative de putsch qui a lieu deux semaines avant les élections municipales. Le mandat du président Perez, démocratiquement élu en décembre 1988, expire en février 1994. Mais le président fait face à une impopularité croissante en raison des accusations de corruption qui l'accablent, ainsi que son entourage, et de la baisse générale du niveau de vie général de la population due aux mesures d'austérité qu'il a prises peu après son retour au pouvoir en 1988.

M. Carlos Andres Perez a déjà été président du Venezuela de 1973 à 1978. Son parti, l'Action démocratique, est membre de l'Internationale socialiste.

Le président Bush s'est entretenu vendredi par téléphone avec M. Carlos Andres Perez et lui a apporté le soutien des Etats-Unis. Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a également assuré M. Perez de sa solidarité. L'Organisation des Etats américains, réunie vendredi à titre exceptionnel, ainsi que la Communauté européenne, ont fait de même. - (AFP, Reuters, AP)

COLOMBIE : la police a abattu un lieutenant de Pablo Escobar. - La police colombienne a obtenu, vendredi 27 novembre, un nouveau succès en éliminant l'un des deux derniers lieutenants du chef du cartel de la drogue de Medellin, Pablo Escobar. John Edison Rivera Acosta, dit « El Palomo », a été tué, avec deux autres hommes du cartel, à l'issue d'une fusillade de quelque 200 policiers d'élite qui, selon la police, ont agi sur dénonciation. Sa tête avait été mise à prix 100 millions de pesos (environ 140 000 dollars). - (AFP)

HAYTI : assassinat d'un militant politique. - Le cadavre d'un militant du parti du Congrès des mouvements démocratiques (KONA-KOM, social démocrate), enlevé vendredi 27 novembre, par des civils armés à Port-au-Prince, a été retrouvé au nord-est de la capitale. M. Wesner Luc, vingt ans, avait été enlevé par des hommes armés circulant en jeep, en même temps qu'un autre militant du KONA-KOM. M. Justin Brévil, vingt-neuf ans. Ce dernier est toujours porté disparu. - (AFP)

Une brochure du « Monde »

### « Clinton président »

A quoi ressemblerait l'Amérique de M. Bill Clinton, premier président américain issu du baby-boom de l'après-guerre ? Répondre à cette question est une gageure, au premier chef en ce qui concerne la politique étrangère qui sera celle du quarante-deuxième président des Etats-Unis à partir du moment où il prendra ses fonctions le 20 janvier. Au moins avons-nous quelques indices sur la personnalité assez tourmentée et parfois louvoyante de cet homme du Sud, sur le sens qu'il a voulu donner à sa campagne électorale, et sur le recadrage (on dirait, en Europe, le virage à droite) qu'il a imposé à son parti.

Il est possible, en tout cas, de s'appuyer sur l'analyse du scrutin du 3 novembre, relativement atypique dans l'histoire américaine parce que le milliardaire Ross Perot, candidat indépendant, a recueilli 19 % des voix, un record. Et nous savons quel héritage, sur le plan économique surtout, les présidents républicains Ronald Reagan et George Bush ont légué à leur successeur démocrate.

La brochure Clinton président, réalisée par les journalistes du Monde avec l'aide de collaborateurs extérieurs, et principalement d'un enseignant, Hugues Tertrais, rassemble les principaux articles parus sur le sujet dans nos colonnes, en particulier le « bilan républicain » des années

1980-1992. Nous y avons ajouté des caricatures, souvent plus expressives que de longs exposés, ainsi que des photographies, des graphiques, et des tableaux faisant appel à la couleur.

Inondé d'informations d'origine surtout audiovisuelles, l'honnête homme, animé de la meilleure bonne volonté, finit par ne plus discerner le fondamental de l'accessoire et perd quelques repères essentiels. Qui se souvient, par exemple, de la doctrine de Princeton de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker en décembre 1981 ? C'est pourtant l'énoncé des grands principes guidant la politique des Etats-Unis face à l'ex-URSS que M. Clinton n'a pas, jusqu'à présent, remis en question. Combien y a-t-il d'Américains, Etat par Etat, et quelles sont les villes où la croissance démographique est la plus forte ? Des cartes et des graphiques donnent les réponses à ces questions.

L'évolution de la société américaine, dans l'art et la culture, l'émergence d'une revendication ethnocentrique dans une fraction de la communauté noire et les conséquences de l'épidémie du sida, tiennent également une large place dans cette brochure.

► Clinton président, numéro spécial du Monde dossiers et documents, Novembre 1992. 144 pages. 48 F.

### M. Clinton a rencontré M. Reagan

Le président élu, M. Bill Clinton, a rencontré, à Los Angeles, l'ancien président, M. Ronald Reagan, durant plus d'une heure, vendredi 27 novembre.

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère « chaleureuse et amicale », a indiqué le

porte-parole de l'ancien président, M. Cathy Goldberg. Les deux hommes ont parlé de politique intérieure et internationale ainsi que du processus de transition.

M. Reagan a connu, avant M. Clinton, la délicate transition présidentielle avec changement de parti à la Maison Blanche : il avait, en effet, succédé au président démocrate Jimmy Carter.

Au début de la rencontre, l'ancien président a offert à M. Clinton une boîte de bonbons avant de poser devant les photographes. Le nouveau président a également visité, dans l'après-midi, un centre commercial de Glendale pour rencontrer des commerçants et le public. - (AFP)

### La tentative du 4 février

La tentative de putsch de vendredi 27 novembre au Venezuela avait été précédée, en février dernier, d'une action du même type qui avait fait dix-huit morts et failli mettre un terme à trente-quatre années de régime démocratique. Une dizaine de bataillons des armées de terre et de l'air menés par le colonel Hugo Chavez avaient tenté, dans la nuit du 3 au 4 février, de renverser le président Carlos Andres Perez, voire de l'assassiner.

Ils s'étaient rendus douze heures après avoir tiré les premières rafales de mitrailleuses lourdes contre le palais présidentiel de Miraflores, et la Casaca, résidence du chef de l'Etat. Les garanties constitutionnelles

avaient été suspendues immédiatement après cette tentative de coup d'Etat. Elles ont été rétablies en avril. Les forces loyales au gouvernement et aux institutions démocratiques avaient alors réagi rapidement, empêchant le coup de force, annoncé par des rumeurs parlant des mois précédents dans les milieux politiques, de se propager comme l'auraient souhaité les militaires insurgés.

Obtenu depuis l'échec du putsch du 4 février, le colonel Chavez, âgé de trente-sept ans, se réclame d'un mouvement « gauchiste », le Mouvement révolutionnaire bolivarien. Un message du colonel Chavez a été lu vendredi à la télévision par les putschistes. - (AFP)



## EUROPE

ALLEMAGNE : les violences xénophobes

## Le gouvernement interdit un groupe d'extrême droite

Face à l'aggravation des violences racistes, le gouvernement allemand a annoncé, vendredi 27 novembre, l'interdiction d'un groupe d'extrême droite, le Front nationaliste. A Hambourg, les obsèques des trois Turques victimes de ces violences à Mölln ont réuni des milliers de personnes.

BERLIN

de notre correspondant

Plus de dix mille personnes ont assisté, vendredi 27 novembre à Hambourg, aux obsèques officielles des trois victimes (deux femmes et une fillette turques) de l'incendie criminel de Mölln. Les drapeaux de la cité hanséatique, qui abrite une importante communauté turque, étaient en berne. Dans la foule, au clocher des églises, des banderoles

dénonçaient la montée du racisme et appelaient à la mobilisation.

Un peu partout, les manifestations contre la violence prennent de l'ampleur. Selon le syndicat de la métallurgie, plus de 200 000 métallos ont observé, vendredi, dans leurs établissements des arrêts de travail symboliques. A Hambourg, de nombreux Allemands étaient venus se mêler aux membres de la communauté turque. Le bourgmestre, M. Henning Voscherau, obéissait les deux représentants du gouvernement, M. Klaus Kinkel, et le ministre du travail, M. Norbert Blum. La promesse faite par ce dernier, devant la mosquée, que tout serait fait pour que « l'amitié prévienne sur la haine » fut accompagnée de quelques huées.

L'inquiétude et la frustration grandissent au sein de la communauté turque. Venu avec une délégation de parlementaires turcs repré-

senter son pays, l'ambassadeur d'Ankara à Bonn, M. Omur Oymen, a rappelé la contribution apportée par cette communauté au développement économique de l'Allemagne. « Nous n'avons pas mérité un tel traitement », a-t-il dit. La colère monte contre les autorités, accusées d'avoir laissé la situation se détériorer. De nombreux responsables de la communauté, comme le directeur du centre d'études turques d'Essen, le professeur Faruk Sen, expliquent que si le gouvernement ne prend pas de mesures, il sera difficile d'empêcher les particuliers de s'armer pour riposter à la violence.

## Des avertissements pris au sérieux

Le représentant à Berlin de l'office de télévision turque, M. Zafar Ilgar, souligne que la jeune génération de Turcs nés en Allemagne n'est pas décidée à se laisser faire et

à les moyens, y compris sur le plan économique, de se faire entendre. Ces avertissements semblent être pris au sérieux à Bonn et dans les partis politiques. Le chancelier Kohl lui-même avait souligné, mercredi, devant le Bundestag, que la défense de l'ordre était la tâche de l'Etat. Pour la première fois, le ministère de l'Intérieur a annoncé, le 27 novembre, l'interdiction d'une organisation d'extrême droite, le Front nationaliste. Fondé en 1985 en Allemagne de l'Ouest, fort officiellement de cent trente membres, ce mouvement était surtout actif en Rhénanie du Nord-Westphalie, à Berlin. Brême ainsi qu'en Bavière. Après l'unification, il a coopéré avec l'un des groupes aujourd'hui les plus connus de l'est de l'Allemagne, Deutsche Alternative, qui se réclame du national-socialisme et dont l'interdiction est réclamée par le Brandebourg.

HENRI DE BRESSON

## Les Serbes prêts à se battre dix ans...

Suite de la première page

Le général Talić entend bien repousser chacun chez soi : les musulmans vers le sud et les Croates au nord, au-delà de la rivière Sava, qui forme la frontière entre la Croatie et la Bosnie. L'ancien officier de chars de l'armée yougoslave assure qu'il ne compte pas dépasser la Sava ; mais, prévient-il, « si les Croates se livrent à de nouvelles provocations, nous irons jusqu'en Croatie ». Le maintien d'un tel corridor est, en tout état de cause, essentiel pour les Serbes de Bosnie, car, s'il est coupé, « la vie ne sera plus possible à Banja-Luka », souligne, pour sa part, le major Milovan Milutinović, porte-parole du 1<sup>er</sup> corps serbe. C'est « le corridor de la vie », insiste-t-il, car le sort de la « République serbe de Bosnie » dépend entièrement des approvisionnements acheminés depuis la Serbie (du mazout aux médicaments).

Le général Talić veut « épargner les civils », ce qui explique la lenteur avec laquelle certaines localités sont réduites, comme Gradacac, ville située en bordure du corridor serbe et formant la pointe septentrionale des régions tenues par les forces croato-musulmanes. « Nous ne voulons pas tuer de civils, et cela pose un problème », affirme-t-il. Il n'en a, visiblement, pas moins l'intention de prendre Gradacac, d'une façon ou d'une autre, car cette localité est près de 60 000 habitants, nombreux directement le corridor ; en outre, dit-il, le chemin de Tuzla (ville de plus de 130 000 habitants, au nord de Sarajevo, régulièrement bombardée par les Serbes) « passe par Gradacac ».

Un scénario sérieusement étudié à Banja-Luka consisterait à prendre Gradacac par la force, après quoi

Tuzla rejoindrait volontairement la partie serbe. Selon plusieurs sources « serbes et étrangères », des négociations sont d'ores et déjà engagées entre les Serbes et des personnalités de Tuzla, en vue, selon un officier du général Talić, du rattachement de la ville à la « nouvelle Yougoslavie » (formée de la Serbie et du Monténégro). Cependant, ce scénario ne paraît pas faire l'unanimité à Banja-Luka, principale ville et siège du « Parlement » de la « République serbe de Bosnie ». L'avis du général Talić, quand on évoque devant lui ces négociations sur Tuzla, est que les musulmans cherchent, en fait, à « endormir » l'armée serbe. « Tout est possible », dit-il.

L'importance de Tuzla tient, entre autres, à la grande centrale électrique qui s'y trouve et dont la région de Banja-Luka - qui n'est alimentée en électricité qu'à 15 % selon le major

Milutinović - a un besoin urgent : d'autant que les centrales de Jajce ont été sabotées par les musulmans et les Croates avant que la ville ne tombe aux mains des forces serbes, et qu'il faudrait de trois à quatre mois pour les remettre en état », à en croire le major. Selon lui, cette pénurie d'électricité est notamment causée de ce que l'industrie ne tourne qu'à dix pour cent en « République serbe de Bosnie ».

## Hommage à M. Mitterrand

Quant à décrire les frontières « définitives » de cette « République », le général Talić préfère ne pas le faire et renvoyer la question aux « politiciens ». Reste sa réflexion sur la responsabilité de l'Europe dans le règlement de la crise yougoslave : « L'Europe, estime-t-il, ne doit pas permettre qu'il existe un pays islamique en son sein », à quoi il ajoute que cette même Europe « doit dire aux musulmans qu'il n'y a pas de place pour une paix islamique ». En ce qui concerne les Serbes, ils « ne toléreront jamais d'être transformés en citoyens de deuxième ordre ». « Nous espérons

vivre dans une République démocratique serbe », souhaite-t-il. Tous les Serbes réunis dans une telle République ? « Chaque chose en son temps ».

Un Européen a, aux yeux du général Talić, accompli un geste représentant « un très grand espoir pour la paix dans la région » : le président Mitterrand, lorsqu'il s'est rendu à Sarajevo, le 28 juin dernier. Cette visite, estime-t-il (à l'unisson, d'ailleurs, des musulmans, qui, eux, le déplorent), a empêché une intervention militaire internationale contre les forces serbes. Il le pense à l'époque et persiste à le croire. « Le monde et l'Europe n'auraient rien à gagner d'une telle intervention », juge encore le général Talić, qui assure « croire à l'amitié franco-serbe », après avoir rappelé les paroles du président Mitterrand estimant que les limites de l'amitié étaient celles des intérêts réciproques.

YVES HELLER

Accord de cessez-le-feu entre la Croatie et la « République serbe » de Bosnie. « Un accord sur l'arrêt des hostilités » entre la Croatie et la « République serbe » (autoproclamée sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine), a été signé à Sarajevo, a annoncé, vendredi 27 novembre, l'agence Tanjug. La partie serbe a donné son aval au cours d'une réunion avec le commandant de la FORPRON pour la Bosnie-Herzégovine, le général français Philippe Morillon, à laquelle ont participé le leader des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic, ainsi que le chef d'état-major de l'armée croate, le général Janko Bobetko. Le cessez-le-feu doit entrer en vigueur le 29 novembre à minuit. (AFP.)



## ASIE

CHINE : la vente à Taiwan de F-16 et de Mirage

## Pékin ménage plus les Etats-Unis que la France

Après la vente par la France de soixante Mirage à Taiwan, les relations entre Pékin et Paris se dégradent. Venue en force à la rencontre du marché chinois dans la partie de Chine qui connaît la plus spectaculaire croissance économique du pays, une délégation du patronat français, composée d'une centaine d'hommes d'affaires, et conduite par M. Thierry Courtaigne, directeur du CNPF international, est repartie jeudi 26 novembre sans avoir été reçue par les responsables politiques de Canton.

CANTON

de notre envoyé spécial

Le refus de recevoir les industriels français dérive du contentieux opposant Pékin à Paris à propos de la récente vente de soixante Mirage 2000-5 à Taiwan. Si les autorités provinciales ont boudé l'arrivée des industriels, qui faisaient depuis Hongkong une tournée de trois jours dans le delta de la rivière des Perles, les chefs des municipalités traversées auparavant avaient, eux, feint d'ignorer le différend. Un responsable éco-

nomique leur a même exprimé, indirectement, le regret éprouvé de devant ce nouveau refroidissement entre Paris et Pékin : « Nous avons entendu dire que certains problèmes politiques s'élevaient entre nos deux pays. Cela relève de la coopération diplomatique. Mais la région du Guangdong, quant à elle, souhaite toujours une coopération populaire avec la France » (par « coopération populaire », il faut bien sûr, comprendre : relations d'affaires).

Par ses vexations, et surtout par la récente convocation de l'ambassadeur de France, M. Claude Martin, au ministère des affaires étrangères, la Chine est donc passée à l'offensive. La déclaration de Pékin confirme que le contrat Dassault a bien été signé le 18 novembre, précision que Paris n'a pas fournie. La Chine considère comme un « fait accompli » la signature du contrat. Elle tient Paris pour « entièrement responsable » de ses conséquences éventuelles. Elle juge qu'il s'agit là d'une « grave atteinte à la souveraineté nationale ». Luc au journal télévisé du 26 novembre, la déclaration était reproduite vendredi 27 à la une du *Quotidien du Peuple*.

La fermeté de cette déclaration contraste avec le ton apaisant des Chinois envers les Etats-Unis, et ce malgré la décision américaine de fournir à Taiwan 150 chasseurs F-16.

Interrogé, le porte-parole des affaires étrangères a simplement rappelé que Pékin avait dûment protesté après l'annonce faite par M. Bush, le 2 septembre.

## Mesures de rétorsion

Cependant, depuis l'élection de M. Bill Clinton, la Chine s'efforce visiblement d'arrondir les angles avec la future administration démocrate. Pékin s'est ainsi abstenue de commenter à l'avance la visite que M<sup>rs</sup> Clara Hills, secrétaire au commerce, entamera à Taiwan le 3 décembre. C'est pourtant la première fois qu'un Américain du rang de ministre se rend dans l'île nationaliste depuis la normalisation entre Washington et Pékin en 1979.

D'autre part, en dépit du contentieux avec Washington, la Chine vient d'acheter deux millions de tonnes de blé américain - un geste jugé conciliant envers M. Clinton. En outre, Pékin vient d'annoncer la mise en liberté de M. Bao Zunxin, l'un des dissidents condamnés lors des procès de 1991 pour leur participation à la révolte prodémocratique de 1989 (le *Monde* du 27 novembre). M. Bao s'était vu infliger cinq ans de détention, une peine qui expirait en juin 1994. Sa libération est expliquée par les « regrets » dont il aurait fait preuve durant son incarcération.

Tout cela suggère que, confrontée à des différends simultanés avec trois de ses partenaires au Conseil de sécurité de l'ONU - Paris et Washington, pour les ventes d'armes à Taiwan, et Londres à propos de Hongkong - Pékin pourrait jouer un jeu d'équilibre : très dur envers la France, mais plus conciliant envers les Etats-Unis, de manière à préserver des intérêts commerciaux vitaux.

Parmi les hypothèses de rétorsion envers Paris pourrait figurer, outre le rappel de l'ambassadeur, l'annulation de contrats en négociation avec l'industrie française. L'un des plus importants serait ici, à Canton, le projet de métro pour la métropole méridionale.

Qu'en trouvera-t-on une formule équivalente à celle qui avait été mise au point voici deux ans pour faire accepter à Pékin la vente des frégates de classe *La Fayette* à Taiwan : Pékin avait alors consenti à fermer les yeux en échange d'un effort substantiel d'aide économique de la part de Paris. Le contrat naval, il est vrai, portait officiellement sur des « équipements et non armés », et il était d'un montant nettement inférieur aux quelque 4 milliards de dollars que représenterait pour les exportations françaises la vente à Taïpeh des Mirage équipés de missiles.

FRANCIS DERON

## A TRAVERS LE MONDE

IRLANDE

## Confirmation de la percée du Labour aux législatives

Les résultats, toujours partiels, des élections irlandaises confirment l'échec cuisant enregistré par le Fianna Fail (droite nationaliste), le parti du premier ministre, M. Albert Reynolds, et la percée du Labour (le *Monde* du 28 novembre) qui ferait plus que doubler son nombre d'élus. Si le Fianna Fail reste le premier parti irlandais, il n'est plus en mesure, avec son ancien allié, le Parti démocrate-progressiste, d'obtenir la majorité absolue au Parlement. A l'inverse, le Labour, les démocrates-progressistes et le Fine Gael (droite modérée) peuvent, à eux trois, disposer de la majorité absolue, s'ils décident de former une coalition. (AFP.)

LAOS

## M. Khamtai Sipandone nouveau chef du parti unique

M. Khamtai Sipandone a été nommé chef du PPR (Parti populaire révolutionnaire, communiste) après la mort, le 21 novembre, de l'homme qui avait dirigé cette formation depuis sa fondation en 1955 : l'ex-président Kaysone Phomvihane. Selon les observateurs à Vientiane, le général (à la retraite) Khamtai Sipandone - qui a été ministre de la défense et commandant en chef de 1975 à 1991 - devrait s'imposer, à terme, comme le nouvel homme fort, face à M. Nouthak Phommavanh, qui vient d'être porté à la tête de l'Etat. « Pour l'instant, il y a un partage d'égalité de la succession. Mais, à terme, le général Khamtai Sipandone prendra le pas », estime une source proche des dirigeants laotiens. Le leader historique Kaysone Phomvihane cumulait les deux fonctions.

Selon la source laotienne, M. Khamtai, soixante-neuf ans, gardera ses actuelles fonctions de premier ministre tant que M. Nouthak occupera la magistrature suprême. Par la suite, il pourrait reprendre l'autre fonction attribuée à M. Kaysone : celle de chef de l'Etat. M. Nouthak, en revanche, devrait quitter la présidence de l'Assemblée nationale après les élections législatives, qui auront lieu en décembre. Quoi qu'il en soit, « s'il sera en fait obligé de composer avec le général Khamtai », assure cette même source. (AFP.)

PAYS-BAS

## L'ancien nazi Jacob Luitjens, extradé du Canada, a été incarcéré

Arrivé à Amsterdam, vendredi 27 novembre, en provenance de Vancouver, le criminel de guerre néerlandais Jacob Luitjens a été transféré à la maison d'arrêt de Groningue, où il a commencé de purger, à soixante-trois ans, la peine de prison à vie prononcée contre lui en 1948, par contumace. Membre de la milice néerlandaise (la Landwacht, qui était le bras armé du Mouvement national socialiste, NSB) pendant la guerre, surnommé « la terreur de Roden » en raison de son zèle à dénoncer et à livrer à l'occupant les juifs et les résistants, Jacob Luitjens s'était engagé volontairement dans la police à la libération avant de prendre la fuite au moment de l'épuration, grâce à des amitiés au sein de la communauté mennonite - dont sa famille était membre - d'abord en Allemagne, puis au Paraguay et enfin, en 1961, au Canada où il devait être naturalisé dix ans plus tard, en qualité de professeur de botanique à Vancouver. C'est là que des Néerlandais le démasquèrent en 1981, l'identifiant à sa main gauche déformée. Jacob Luitjens a finalement perdu sa nationalité canadienne et a été extradé, en début de semaine (le

*Monde* du 25 novembre). A son arrivée aux Pays-Bas, il a déposé un recours en grâce. (Corresp.)

Le président autrichien exprime ses regrets pour les crimes de guerre commis aux Pays-Bas. Le président de la République autrichienne, M. Thomas Klestil, a exprimé, vendredi 27 novembre, ses profonds regrets pour les crimes commis par des Autrichiens nazis aux Pays-Bas pendant la deuxième guerre mondiale. « Rien que des centaines de milliers d'Autrichiens aient péri sous ce régime de terreur, nous ne devons pas oublier que les officiers et agents de sécurité nazis les plus cruels qui ont infligé des souffrances sans fin aux citoyens de ce pays étaient autrichiens », a-t-il déclaré dans un discours prononcé devant la reine Beatrix lors d'un déjeuner à La Haye. (AFP.)

RUSSIE

## Le Parlement demande de nouvelles concessions aux réformateurs

Le Parlement conservateur russe a demandé, vendredi 27 novembre, de nouvelles concessions sur le programme de réformes du gouvernement, au lendemain de la présentation d'un plan « anti-crise » par le premier ministre, M. Egor Gaidar.

Dans une résolution adoptée à une majorité écrasante, les députés ont demandé au gouvernement des mesures concrètes garantissant un soutien à l'industrie durant la transition vers l'économie de marché. Ils ont également réclamé des garanties que le niveau de vie de la nation ne se dégraderait pas davantage.

Le Parlement n'a toutefois pas rejeté le nouveau programme du premier ministre. La résolution, demandant que les nouvelles mesures tiennent compte des inquiétudes des députés et de la commission économique parlementaire, a été adoptée après plusieurs heures de vifs débats sur le programme présenté par M. Gaidar, avant le 7<sup>e</sup> congrès des députés, qui doit s'ouvrir le 1<sup>er</sup> décembre.

De son côté, M. Arkadi Volkov, le chef de l'Union civique, mouvement centriste d'opposition, a estimé dans une interview à l'AFP que le départ d'au moins cinq ministres était nécessaire, de même qu'un changement de premier ministre. (AFP.)

TOGO

## La grève générale paralyse une grande partie du pays

Trois personnes ont été tuées et trois autres blessées, le 25 novembre, à Lomé, au cours d'une fusillade entre des policiers et des jeunes gens, a-t-on appris vendredi 27 novembre. Il s'agit du premier acte de violence signalé depuis le déclenchement de la grève générale lancée, il y a treize jours, par les syndicats et l'opposition togolaise. Le mouvement demeurait largement suivi, samedi, à Lomé et dans le sud, où la paralysie quasi totale de l'administration et de l'économie n'a entraîné, jusqu'à présent, que des répercussions limitées pour les habitants.

Les organisateurs du mouvement réclament la proclamation de la neutralité de l'armée, la création d'une force spéciale de maintien de la paix, la formation d'un nouveau gouvernement et le départ du chef de l'Etat, le général Eyadéma. Les partisans de ce dernier ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de bloquer la grève, avec l'appui du Nord (la région d'origine du président) où le mouvement n'est pas suivi. A Lomé, de nouvelles associations et syndicats se créent chaque jour sous l'impulsion du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) et multiplient les appels à la reprise du travail. Pour l'instant, cette stratégie n'est pas parvenue à briser un mouvement qui continue de paralyser l'appareil d'Etat et des pans entiers de l'économie. (AFP.)

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12  
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS  
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez I M P



RS LE MOND

مكتبة

## AFRIQUE

### Afrique du Sud : convergences entre le pouvoir et l'ANC

Après des mois de vive tension, le parti de M. Nelson Mandela a fait d'importantes concessions au président De Klerk pour permettre une relance des négociations

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il y a bien longtemps que le gouvernement de M. Frederik De Klerk et le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela n'avaient été aussi proches l'un de l'autre. Six mois de tensions, de ruptures, d'ultimatums et de mises en garde, auront finalement abouti à d'importantes convergences. Le gouvernement et l'ANC vont reprendre officiellement leurs pourparlers interrompus au mois de juin, après un sérieux blocage et le massacre de Boipatong (le Monde du 17 juin 1992).

Les deux principaux acteurs de la scène politique sud-africaine se retrouveront du 2 au 4 décembre, dans un lieu tenu secret, avant de se réunir de nouveau au début du mois de janvier. Les propositions formulées par le président De Klerk, jeudi 26 novembre, et l'échec qui les accompagne (le Monde du 28 novembre), ne vont pas à contrecourant du texte adopté la veille, à Durban, par le Conseil national exécutif (NCC) de l'ANC. Ce dernier met désormais en avant le « partage du pouvoir » et parle de « gouvernement d'unité nationale ». Certes, l'ANC reproche au gouvernement d'inclure dans le partage du pouvoir le souci de préserver un droit de veto pour la minorité blanche. L'organisation de M. Mandela n'admet pas non plus que le président De Klerk omette subitement le mot « intérimaire » quand il parle de « gouvernement d'unité nationale ». Enfin,

L'ANC rejette les dates proposées par M. De Klerk, jugeant que les élections générales devraient se tenir dans le courant de l'année prochaine, et non pas au cours du premier semestre 1994. L'ANC insiste aussi sur la notion « temporaire » du gouvernement d'unité nationale qui, en aucun cas, ne saurait être pérenniée par la future Constitution, et devrait être composé proportionnellement aux courants politiques issus des futures élections.

Destins liés

Mais, pour être fondamentales, ces divergences ne paraissent pas de nature à bloquer à nouveau les négociations. Depuis la rencontre de M. De Klerk et M. Mandela, les deux parties ont eu cinq réunions, une série de contacts, privés d'initiative politique depuis le mois de mai, le gouvernement tentant désespérément de refaire surface en prenant soin de ne pas donner l'impression de céder aux exigences de l'ANC. Miné par de sombres affaires de corruption et la révélation des activités des services secrets engagés dans des campagnes de déstabilisation de l'ANC, le gouvernement vient d'opérer un spectaculaire réajustement, avec le bienveillant concours de l'organisation de M. Mandela qui n'a pas voulu trop exploiter le scandale.

Depuis deux ans et demi, les destins politiques de M. Mandela et de

M. De Klerk paraissent ainsi inextricablement liés. Les deux hommes ont déployé des trésors d'ingéniosité pour maintenir le dialogue, même au paroxysme de la crise. La publication, à vingt-quatre heures d'intervalle, du texte de la direction de l'ANC et des propositions du président De Klerk n'est pas le fruit du hasard, mais relève plutôt d'une stratégie politique lancée il y a plusieurs semaines. Paradoxalement, c'est l'ennemi numéro un du pouvoir, M. Joe Slovo, président - blanc - du Parti communiste (SACP), qui est à l'origine du ton conciliant adopté par l'ANC et de ce qui peut apparaître à certains comme d'inimaginables concessions.

Dans le nouveau discours de l'ANC, le partage du pouvoir a désormais remplacé le « transfert du pouvoir ». La nuance est de taille et fait grincer bien des dents. Les « durs » de l'ANC ont du mal à se faire à l'idée de gouverner bientôt en double commande avec l'opposant d'hier. D'autant que l'organisation de M. Mandela, au plus haut niveau, a fini par entériner une série de compromis proposés par M. Slovo et destinés à accompagner la transition politique en préservant, pour une période déterminée, certains privilèges de la minorité blanche.

Les fonctionnaires blancs, les militaires et les policiers ont ainsi reçu l'assurance que leur emploi ne serait pas remis en cause par l'accession au pouvoir de la majorité noire. Ces diverses mesures, conjuguées à la

perspective du partage du pouvoir, ont permis aux négociations de trouver leur second souffle, en même temps qu'elles garantissent une relative continuité de l'Etat une fois parvenue au pouvoir l'ANC, qui ne doute pas de remporter les futures élections.

Le premier gouvernement d'une « nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale » ne peut, selon M. Slovo, risquer de s'aliéner les instruments du pouvoir que sont les fonctionnaires blancs. Ses propositions, adoptées après de longs et vifs débats, par la plus haute instance exécutive de l'ANC, ont le triple avantage d'apaiser certaines inquiétudes de la minorité blanche, d'estomper les divergences entre l'ANC et le Parti national de M. De Klerk, et de créer les moins mauvaises conditions possibles pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Les concessions de l'ANC seront, à terme, payantes et, de toute façon, infinitésimales en comparaison de celles que le régime en place sera bientôt contraint de faire. Pour le gouvernement de Frederik De Klerk, il ne s'agit rien de moins que d'accepter l'instauration du suffrage universel : un homme, une voix, selon la formule chère à M. Mandela. Un principe qui signera de manière définitive la fin de la domination de la majorité noire par la minorité blanche.

FREDERIC FRITSCHER

### Somalie : plusieurs scénarios

Suite de la première page

La première formule pose d'emblée un problème politique. S'ils souhaitent un cadre international, une coalition opérant sous les auspices de l'ONU, un peu comme lors de la guerre du Golfe, les Etats-Unis entendent que les forces américaines y participent, sans doute les plus nombreuses, restent sous commandement américain. « Assurément, cela va être un problème, mais personne ne s'y oppose », explique un diplomate occidental, car les Etats-Unis sont les seuls à pouvoir monter une telle opération.

La deuxième formule, celle de l'envoi d'un contingent uniquement américain, lève la difficulté ; on serait dans un cas de figure rappelant la guerre de Corée, celui de troupes et d'un commandement américains agissant, au moins formellement, sous le drapeau de l'ONU.

La troisième « option », peut-être la plus probable, serait une formule d'attente : un projet de résolution, dans le cadre du chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire autorisant le recours à la force et comprenant un ultimatum adressé aux chefs des bandes qui terrorisent la population. En d'autres termes, ce serait une manière de différer quelque peu l'intervention armée, à moins que les « seigneurs de la guerre » locaux ne se laissent impressionner et ne se décident à coopérer enfin avec l'ONUSOM.

Le secrétaire général pourrait aussi proposer un simple renforcement de l'ONUSOM : faire passer cette force de 3 500 hommes à 8 000. C'est une solution improbable, la plupart des pays qui ont promis de participer à l'ONUSOM n'ayant toujours pas envoyé leur contingent (des 3 500 hommes qui devaient se trouver déjà sur place, seuls 650 sont présents).

La portée

d'une opération militaire

Le plus vraisemblable serait un mélange des premières « options » : un ultimatum et la constitution d'une force majoritairement ou essentiellement américaine qui, sauf changement d'attitude des chefs de bande locaux, interviendrait avant Noël. Le président George Bush a chassé ces messages aux dirigeants des quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, France, Grande-Bretagne, Russie) pour solliciter leur contribution. La réaction des Européens est un accord de principe à l'utilisation du chapitre VII : leurs participation dépendra de leurs disponibilités, un pays comme la France ayant déjà plusieurs milliers d'hommes engagés dans des opérations internationales (dans l'ex-Yougoslavie, par exemple).

Les représentants des cinq membres permanents se sont rencontrés vendredi. Selon l'un d'eux, le représentant américain « a écrit quelques indications mais qu'il ne détaille pas les intentions des Etats-Unis ». Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, n'a pas été plus bavard : « Une certaine forme d'intervention militaire est nécessaire en Somalie », a-t-il dit, avant d'ajouter que les Etats-Unis étaient « en consultation avec leurs alliés ».

Déjà, cependant, quelques questions de fond sont posées à Washington comme à l'ONU. La première tourne autour de la portée d'une opération militaire en Somalie destinée à assurer que l'assistance internationale parvienne bien à ses destinataires. Combien de temps la force d'intervention devra-t-elle rester sur place ? Les Etats-Unis parlent d'une démonstration de force de deux à quatre mois, le temps de mettre au pas les « seigneurs de la guerre », avant que les troupes américaines déployées en Somalie ne soient remplacées par des contingents d'autres pays.

Mais après ? Dans un pays ravagé par la guerre civile depuis deux ans, dont l'économie est ruinée, qui n'a plus de gouvernement, l'intervention de l'ONU ne se transforme-t-elle pas en une manière de mise sous tutelle de la Somalie, avec obligation pour les Nations unies de désarmer les différentes factions et d'organiser des élections ? S'il ne s'opposent pas à une intervention humanitaire, nombre de pays du tiers-monde, notamment en Afrique, verraient d'un très mauvais œil cette ingérence de la communauté internationale dans les affaires de l'un d'eux.

La deuxième question est tout aussi politique : la situation dans l'ex-Yougoslavie, et notamment en Bosnie-Herzégovine, où des dizaines de milliers de musulmans sont menacés de mourir de froid, de faim ou sous les bombardements des milices serbes, ne requiert-elle pas la même mobilisation de la communauté internationale ? Les militaires américains auraient fait valoir que les deux situations n'étaient aucunement comparables : en Somalie, il ne s'agit pas de faire la guerre mais de tenir en respect quelques groupes d'adolescents armés, des voyous dont on n'attend à peu près aucune résistance. Les pays musulmans, dont les représentants doivent se réunir le 1<sup>er</sup> décembre à Djeddah, en Arabie saoudite, au sein de l'Organisation de la conférence islamique, n'ont pas moins annoncé qu'ils avaient l'intention, eux, d'établir « la comparabilité ».

AFSANÉ BASSIR POUR ET ALAIN FRACHON

## DROITS DE L'HOMME

Dans son premier rapport annuel

### Médecins sans frontières recense dix pays ou régions où les populations sont « en danger de mort »

Dans son premier rapport annuel (1), présenté le 23 novembre à l'ONU, Médecins sans frontières recense les dix pays ou régions du globe où, à son sens, les populations sont réellement « en danger de mort », soit en raison de conflits ethniques ou religieux, soit pour cause d'épidémies ou de famines.

M. Rony Brauman, le président du conseil international de MSF, estime que c'est au Soudan que revient « la palme de l'horreur ». Face au conflit racial et au « carnage idéologique » qui ont déjà fait des centaines de milliers de victimes dans ce pays, « l'ordre mondial » reste celui de l'indifférence et de la non-assistance à population en voie d'extermination, constate l'organisation.

En Somalie, autre théâtre d'horreurs quotidiennes où la tragédie s'est longtemps déroulée « dans la plus totale indifférence de la communauté internationale », une action humanitaire est possible. Mais il faudrait distribuer au moins 70 000 tonnes de nourriture par mois pour espérer enrayer la famine, le manque de nourriture étant un des moteurs du cycle de la violence, ajoute MSF.

A propos de l'ex-Yougoslavie, Médecins sans frontières déplore que la Communauté européenne ait « laissé le conflit se développer et prendre une proportion inimaginable ». Pour « justifier sa passivité et son refus d'intervenir », la CEE s'est en permanence « défilée sur l'humanitaire et cette illusion d'un enga-

gement européen a servi d'alibi à des responsables politiques fuyant de la punition », accuse encore MSF.

Au Mozambique, accusés à quinze ans de terreur qui ont fait un million de morts et entraîné deux millions de réfugiés dans les pays voisins, l'organisation considère que les pays et organismes donateurs doivent garantir la liberté d'évacuation des populations menacées et le contrôle de l'acheminement des secours, qui constituent « les bases intangibles de ce nouveau droit de l'assistance humanitaire accablément en gestation ».

En Birmanie, de nombreuses firmes américaines et européennes « continuent à entretenir de fausses relations commerciales avec Rangoun (la capitale), permettant à l'un des régimes les plus corrompus et les plus répressifs de la planète de se maintenir au pouvoir », relève l'organisation. Elle condamne par ailleurs « l'horrible mise à la guerre » payée par les populations civiles de Sri-Lanka, où les populations indiennes du Pérou.

MSF évoque également les Tounags, les violences entre Arméniens et Azeris à propos du Haut-Karabakh, et l'Irak, où 3,5 millions de Kurdes ont acquis « une autonomie précaire en principe protégée par un parapluie aérien occidental ».

SERGE MARTI

(1) Populations en danger. Médecins sans frontières. Editions Hachette. Collection « Pluriel », 210 pages.

### LOIN DES CAPITALES

### Dans les ruines du palais impérial de Bokassa 1<sup>er</sup>

BERENGO

de notre envoyé spécial

UNE rangée de cocotiers borde l'altée centrale, sentinelles nonchalantes de ce qui fut, au milieu des années 70, le « palais impérial » de Bokassa, situé à quelques 80 kilomètres de Bangui. L'herbe a tout envahi, prenant joyeusement d'assaut les cours, les jardins, et jusqu'au mirador dont la silhouette rouillée se dresse dans le ciel comme un sceptre inutile. Quatre années ont passé depuis la grotesque cérémonie du sacre, qui vit Jean-Bedel Bokassa, sous les vivats de ses « pairs » africains et occidentaux, se faire couronner empereur, en décembre 1977 (1).

Aujourd'hui, parmi ce fouillis de broussailles, il faudrait un bon guide, ou des talents d'archéologue, pour surprendre les traces du passé, retrouver l'écho des fastes d'autrefois et la plainte étouffée qui montait des cachots. Un plateau aux couleurs effacées indique l'emplacement d'une ancienne « usine à disques », tandis qu'un autre, placardé à l'entrée d'un monde terrain vague, interdit l'accès à toute personne étrangère au parc-auto impérial.

Les bâtiments épars, vagues cubes de béton aux façades moissies, ne paient pas de mine. Celui-ci, nous dit-on, avec sa terrasse déserte et sa pauvre tonnelle, était « la maison de Bokassa ». Quelques vestiges de lampadaires plus loin, surplombant l'ancienne piscine, se dressent les ruines de la résidence impériale : une grosse villa coiffe, dont des hordes de vandales n'ont épargné que les sols de marbre. Au premier étage, des lambeaux de tapisserie de velours écarlate s'accrochent encore au plâtre. Tout a été pillé, jusqu'aux chambranles des portes. Tout sauf ce restant de sommeil : un grand cercle en métal - « l'empereur Bokassa adorait les lits ronds ».

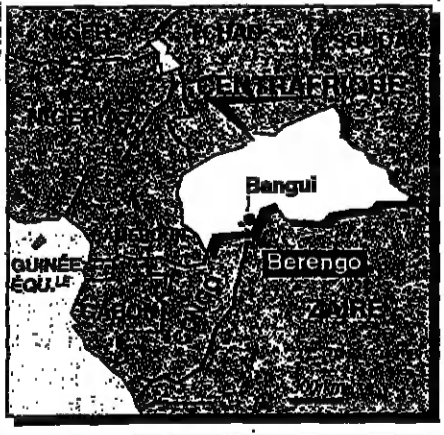
C'est presque par hasard, en longeant les anciennes cuisines, que l'on découvre deux hautes statues de bronze, plantées là, côte à côte, bien droites sous le soleil. Qui les a relevées ? Mystère. Des nuées de pèlerins

virevoltent à leurs pieds. Jean-Bedel Bokassa tient la pose, souriant, martial et coquard au corps, le buste sanglé dans l'uniforme. Certains de ses fidèles - on en croise à Bangui, rêvant, désarmés à haute voix, d'un improbable retour sur le trône du tyran d'autrefois.

« Soixante-troisième apôtre de Jésus-Christ »

« Quand il s'habille en militaire, c'est mauvais signe, c'est toujours quand il est lâché. En général, il préfère le boubox », assure, placide, une des parentes du souverain déchu. Chassé du pouvoir en septembre 1979, l'ancien dictateur, dont la condamnation à mort en juin 1987 avait été commuée, neuf mois plus tard, en « travaux forcés à perpétuité », purge discrètement sa peine dans une cellule du camp Darou, sur une hauteur de la capitale.

En fait de travaux forcés, le prisonnier a surtout découvert la Bible. « Il est capable d'en réciter des passages entiers. Et même, je dois vous dire, il me barbe un peu avec ça ! Mais quand il est lancé, on ne peut plus l'arrêter. Depuis qu'il s'est plongé là-dedans, il se présente comme le soixante-troisième apôtre de Jésus-Christ. Il signe son courrier



comme ça. » Le nouveau mystique de Bangui va même, parfois, jusqu'à « regretter le mal qu'il a fait à certaines de ses épouses ». Et celui infligé à ses compatriotes ? « Non, jamais. Il a son orgueil », expliquent simplement ses proches.

Malgré l'exiguïté de sa cellule - « un cablog de 2 mètres de long et encore ! » - l'ancien empereur, âgé de soixante-dix ans, est bien traité. Les médecins le visitent « une ou deux fois par jour » pour soigner sa goutte et ses maux de dos. Les gardiens lui font faire sa promenade quotidienne - « il a droit à une heure, dans la cour ». Quant aux repas, ils sont rituellement préparés et apportés de l'extérieur par des proches. « Depuis environ deux ans, il a droit aux plats africains. Pour ça, il n'est pas compliqué ! Il aime bien le feu-fou (faute de mieux) et garde un appétit d'ogre. Le beaujolais-village reste son vin préféré.

Outre sa passion pour la Bible et son goût confirmé pour la lecture des « revues militaires », le pensionnaire du camp Darou, qui s'adonne à la lecture de la Bible et de la presse, cultive un amour dévorant pour le courrier. Les lettres qu'il envoie font rarement moins de sept à huit pages. Des lettres ou, plutôt, de longs « billets d'humeur » où l'ancien empereur peut déverser sa bile et rendre ses avis sur la marche du monde.

« Beaucoup de gens continuent à lui écrire pour l'encourager. Certains envoient même de l'argent », assurent ses proches. Personne, toutefois, n'a jamais osé lui montrer de photos de son palais en ruines. Ultime prévenance ? « Bokassa, c'est un papa qui a du style », résume, admiratif, un chauffeur de taxi. Du style, peut-être, et sans nul doute une bonne mémoire : l'ex-protégé de la France, brutalement renversé, n'a jamais été autorisé à recevoir de journalistes.

CATHERINE SIMON

(1) Les images d'archives de ce sacre sont notamment utilisées par le cinéaste allemand Werner Herzog dans son film *Echos d'un sombre empire* (1990).

o ANGOLA : nouveau premier ministre. - Le secrétaire général du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), M. Marcelino Moco, a été nommé, vendredi 27 novembre, premier ministre, par le président Eduardo Dos Santos. M. Moco prévoyait d'offrir quatre postes ministériels à l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA) dirigée par M. Jonas Savimbi, mais cette proposition aurait peu de chance d'être acceptée. Aux dernières élections législatives, l'UNITA a obtenu 34 % des voix et 70 sièges sur 220 contre 53 % pour le MPLA et 129 sièges. M. Moco appartient, comme M. Savimbi, à l'éthnie majoritaire du pays, les Ovimbundu. - (AFP)

nement a été formé au Cameroun, vendredi 27 novembre, par M. Simon Achidi Achu, reconduit dans ses fonctions de premier ministre. Huit membres de l'opposition parlementaire figurent dans la nouvelle équipe qui compte trente ministres. Cependant, le principal opposant camerounais, M. John Ndi, avait été interpellé, la veille, à Bamenda (Nord-Ouest) et interrogé pendant plusieurs heures avant d'être relâché. M. Ndi conteste, depuis le mois de septembre, le résultat de l'élection présidentielle remportée par M. Paul Biya. - (AFP)

o LIBYE : nouvelle mise en garde occidentale. - Pour la première fois depuis l'annonce par l'ONU de sanctions contre la Libye, au mois d'avril dernier,

Tripoli a été mis en demeure, vendredi 27 novembre, par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, de clarifier son rôle dans les attentats commis contre un Boeing 747 de la PanAm, en 1988, en Ecosse, et contre un DC 10 d'UTA, en 1989, au Niger. Dans une déclaration conjointe sur « le terrorisme libyen », ces trois pays se sont dit résolus « à intensifier leurs efforts (...) en vue de rendre encore plus effectives les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité ». - (AFP)

o MADAGASCAR : vers un second tour de l'élection présidentielle. - Bien que les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 25 novembre ne soient pas encore connus, le premier ministre, M. Willy Razanamasy, a

d'ores et déjà annoncé, vendredi 27 novembre, qu'un second tour serait nécessaire en janvier prochain pour départager les deux principaux candidats, M. Didier Ratsiraka, président sortant, et M. Albert Zafy. Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, après dépouillement de près de la moitié des bureaux de vote, M. Zafy, crédité de 46,02 % des suffrages, devance largement M. Ratsiraka, qui n'obtient que 28,67 % des voix. - (Reuters)

o TUNISIE : le quotidien français Libération interdit. - Le quotidien français Libération est désormais interdit de distribution en Tunisie, en raison d'une « campagne hargneuse » contre le pays, a-t-on appris, vendredi 27 novembre, de source proche des milieux gouvernementaux. - (AFP)

Le Monde sur Micro

Tapez IMP



## POLITIQUE

## La préparation des élections législatives

## Bouches-du-Rhône : M. Tapie cherche une voie à gauche

Les socialistes des Bouches-du-Rhône, l'ancien ministre de la justice, M. Bernard Tapie, et le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, sénateur apparenté socialiste, peuvent-ils trouver un terrain d'entente aux élections législatives ? Cette inconnue domine, à gauche, la préparation du scrutin dans le département, tandis que M. Tapie attend les décisions du juge d'instruction après l'accord amiable auquel il est parvenu avec M. Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine.

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

A l'exemple du ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, qui, sur l'antenne de RMC, mardi 24 novembre, a assuré qu'il se représentera « avec le moral », les socialistes des Bouches-du-Rhône ont la foi du charbonnier. Selon le même scénario qu'aux cantonales de mars dernier, qui leur avaient permis de renforcer leurs positions, ils espèrent non seulement conserver leurs six sièges sur seize, mais encore faire progresser la majorité présidentielle dans le département.

M. Tapie est le premier à le proclamer, pour peu, cependant, que ses partenaires veulent bien épouser sa démarche. L'ancien ministre

de la ville, qui n'est « plus lié au business », a repris pied, en effet, dans la politique et rêve, comme avant les régionales, « de faire gagner la gauche ». Le patron de l'OM ne cache pas, au demeurant, que ses choix dépendront aussi d'événements extrapartisans. « Il est évident, observe-t-il, que mon attitude ne sera pas la même selon que l'aurai, ou non, réglé mes affaires. Idem pour mes ennemis judiciaires (la procédure ouverte par une plainte de M. Tranchant, en raison de laquelle M. Tapie reste inculpé malgré un accord à l'amiable passé avec son adversaire). Je ne suis pas comme M. Létour, qui clame partout, depuis trois mois, qu'il bénéficierait d'un non-lieu. Moi, je l'espère, mais je n'ose pas le dire. Le juge d'instruction (M<sup>me</sup> Edith Boizette) attend un rapport des experts qui doit dire si des délits ont été, ou non, commis. Je suis confiant, car les experts ne peuvent pas inventer des trucs qui n'ont pas existé. »

Si les décisions du juge lui donnent raison, quelle sera la stratégie de M. Tapie ? Passer d'abord, au plan national, un accord lui garantissant de prendre place dans un groupe politique « qui pèse à l'Assemblée » — le groupe socialiste ou un groupe ad hoc — car il a mesuré, affirme-t-il, l'incapacité de son statut de non-inscrit au cours de la dernière législature. Il attend, auparavant, qu'on lui dise « ce qu'est la gauche et ce qu'elle veut ».

« A partir de là, dit-il, tout le reste sera facile. » Il utilisera, alors, « la formule la plus efficace », consistant à présenter, en fonction des indications données par les sondages d'opinion, des candidats portant la casaque Energie Sud — la sienne — ou toute autre étiquette de la majorité présidentielle. Le cas échéant, il pourrait même patronner des candidatures « atypiques », susceptibles de fixer des voix baladeuses afin d'aider certains candidats socialistes en difficulté.

## M. Vigouroux prend son temps

La stratégie de M. Tapie vaut, en priorité, pour son département d'élection et pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais il n'exclut pas de l'appliquer « partout où elle serait opportune », ses candidats usant, alors, de l'étiquette Energie France. Quel serait son propre sort ? « J'ai dit, dit-il, j'aurai le sentiment d'être le plus utile. » Il devrait probablement solliciter de nouveaux les suffrages des électeurs de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, dans laquelle il avait été élu en janvier 1989 et où, en cas de triangulaire avec le candidat UDF, M. Guy Teissier, ancien député, et la candidate du Front national, M<sup>me</sup> Michèle Carayon, il aurait des chances de retrouver son siège. Il pourrait, aussi, faire acte de candidature dans une autre circonscrip-

tion marseillaise, soit la troisième, où le député socialiste sortant, M. Philippe Sannarico, ne se représente pas, soit la quatrième, où il affronterait sa « bête noire », M. Guy Hernier, député communiste sortant.

Il n'est pas sûr que les socialistes soient décidés à faciliter la tâche de M. Tapie. Il lui faut compter, en outre, avec M. Vigouroux. Le maire de Marseille, qui nourrit visiblement le désir de se représenter aux élections municipales de 1995, n'entend pas abandonner le terrain à M. Tapie, qu'il considère comme un adversaire et auquel il voue une inimitié non dissimulée. Fidèle à ses principes, il n'abandonnera ses cartes qu'au dernier moment, mais il a déjà averti qu'il sera « présent ». Il pourrait bien accorder le label de son mouvement, la Convention Avenir-Démocratie, à plusieurs de ses fidèles, notamment parmi les maires de secteur.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, M. François Bernardini, veut « avoir, partout, un candidat de la majorité présidentielle, qui recueillerait le soutien de tous ». Les candidats d'Energie Sud soutenus par le PS se compteraient, à première vue, sur les doigts d'une seule main : trois à Marseille et un dans le reste du département. « Tout ne se décide pas en quinze jours », estime M. Tapie, qui n'a, précise-t-il, « ni l'envie ni la prétention de créer un nouveau pôle de gauche ».

GUY PORTE

M. Pierre Médécine renonce à se présenter à Nice. — Après avoir annoncé sa candidature aux élections législatives de mars prochain dans la deuxième circonscription des Alpes Maritimes (Nice IV, V, VI et VII), dont M. Jacques Médécine fut le député de 1967 à 1988 (le Monde du 30 octobre), M. Pierre Médécine, frère de l'ancien maire de Nice, a décidé, vendredi 27 novembre, de se retirer. Directeur artistique de l'Opéra de Nice et membre du RPR, M. Pierre Médécine « approuve » la commission des investitures de son mouvement qui a désigné M. Christian Estrosi, député RPR de la cinquième circonscription, comme candidat dans la deuxième, qui est détenue par M<sup>me</sup> Martine Daugreilh, exclue du mouvement chiracien. Lors de sa candidature, M. Médécine avait estimé que « les valeurs fondamentales du médécisme ne pouvaient en aucun cas être récupérées par les politiques situées aux extrêmes ».

## Le projet d'accord avec le PS ne fait pas l'unanimité au MRG

Le comité directeur du MRG devrait se prononcer le 5 décembre sur l'accord électoral avec le PS qui lui sera soumis par le bureau national. L'accord prévoit que dans trente-huit circonscriptions (dont les dix où un radical de gauche l'avait emporté en 1988) le candidat commun sera MRG, que dans vingt autres la place de suppléant reviendra à ce parti et qu'une demi-douzaine de primaires seront organisées.

La reconduction de l'alliance électorale traditionnelle entre les deux formations montre que le MRG a pris acte des difficultés d'adopter une autre stratégie. Difficultés accrues par l'accord intervenu entre les Verts et Génération Ecologie. Ainsi le projet de « Nouvelle Alliance » des réformistes (le Monde du 11-12 octobre et du 31 octobre), proposé par M. Jean-François Hory, président du MRG, à une vingtaine de personnalités du centre gauche, de la majorité et de l'écologie est-il remis à l'après-législatives.

Dans une déclaration commune, le PS et le MRG indiquent qu'ils « se reconnaissent dans les grandes orientations tracées par le président de la République » et « soutiennent sans réserves l'action du premier

ministre et du gouvernement auquel ils participent ensemble ». Ils précisent que « la campagne des candidats communs MRG-PS sera d'abord centrée sur la présentation, l'illustration et la défense du bilan (...) de la gauche depuis 1981 ».

## Un volet de propositions

La déclaration commune comporte également un volet de propositions (réforme institutionnelle, protection sociale, lutte contre les inégalités, environnement, construction européenne) et affirme que « la morale publique et l'éthique de l'action politique sont au cœur de leur engagement commun ».

L'accord actuel ne fait pas l'unanimité au MRG : d'une part, le nombre de circonscriptions laissées par le PS aux radicaux de gauche est tenu par certains d'entre eux pour nettement insuffisant ; d'autre part, la déclaration politique commune leur apparaît contradictoire avec les objectifs du MRG de se différencier du PS, en faisant entendre une autre voix au sein de la majorité présidentielle.

A. Ch.

## Selon un sondage

## Près des deux tiers des Français jugent négatif le bilan social de la majorité présidentielle

M. Jean Poperen a présenté à la presse, mardi 24 novembre, le numéro 5 de sa revue *Vu de gauche*, consacré, sous le titre « Vive la sociale ! », à la « nouvelle révolution [qu'il se prépare sur la planète : celle des exclus, des déshérités et des sans-travail] ». Ouvert par un article de M. Pierre Bédigoy, qui désigne les « deux nouvelles frontières sociales » que sont, à ses yeux, l'objectif de « changer l'emploi » et celui de « changer la ville », ce numéro comporte les résultats d'un sondage de la SOFRES (mille personnes de dix-huit ans et plus, interrogées du 4 au 7 septembre dernier), d'où il ressort que 60 % des Français jugent « négatif » le bilan de la gauche en matière sociale, 31 % le jugent « positif ».

Le social « va être au cœur de l'actualité » durant la campagne des

élections législatives, estime M. Poperen, qui conseille aux socialistes de ne pas se borner à défendre leur bilan, mais de « montrer qu'il y a quelque chose après [mars 1993], une perspective ».

## « Deux enjeux principaux »

« Au-delà de beaucoup de réformes réalisées, nous n'avons pas tout à fait atteint notre cible » dans le domaine social, a déclaré l'ancien ministre des relations avec le Parlement, en évoquant « les deux enjeux principaux : le creusement des inégalités et l'emploi ». « Les solutions ne sont pas de l'autre côté », a-t-il affirmé, en expliquant que « laisser faire » la droite aurait pour conséquence de « condamner des couches entières de la société ».

## Nouvelle revue du Parti socialiste

## « Vendredi-Idees » radiographie la droite

Le premier numéro de *Vendredi-Idees*, nouvelle publication du Parti socialiste, a été présenté à la presse, le 25 novembre, par M. Laurent Fabius et par le directeur de la rédaction de la revue, M. Henri Weber. « On ne gagne pas des batailles exclusivement avec des appareils, mais avec des idées », a déclaré le premier secrétaire du PS, pour qui les socialistes « doivent être à l'origine d'un grand débat d'idées » afin de « retrouver une énergie qui leur fait parfois défaut ».

Cette énergie, *Vendredi-Idees* la cherche, pour sa première livraison, dans un examen approfondi de la droite, sujet d'un « dossier » d'une cinquantaine de pages. Selon M. Fabius, dans un article qui figure en tête des pages, « la droite présente au moins trois points faibles : sa cacophonie programmatique (...), l'absence d'un

système de régulation face au choc des ambitions personnelles (...), enfin, la droite s'est durcie ». Les auteurs mis à contribution pour cette radiographie de la droite sont des universitaires, comme MM. René Rémond, Jean-François Sirinelli ou Pascal Perrineau, des membres du gouvernement (M<sup>me</sup> Martine Aubry, Elisabeth Guigou, MM. Paul Quilès, Dominique Strauss-Kahn, Bernard Kouchner), des responsables socialistes (MM. Lionel Jospin, Michel Charzat, M<sup>me</sup> Sylvie François), des publicistes comme MM. Jacques Julliard et Jean-François Kahn. *Vendredi-Idees* donne aussi la parole, sur le même sujet, aux deux dirigeants écologistes, MM. Antoine Waechter et Brice Lalonde, et à un communiste, M. Anicet Le Pors.

Très complet et stimulant, cet ensemble renouvelle le genre des

revues politiques, en donnant moins de place aux exposés dogmatiques et davantage à l'analyse et à la diversité des points de vue. La polémique a aussi droit de cité dans *Vendredi-Idees*, qui lui réserve quelques pages en fin de numéro. On y trouve même une tribune de M. Alain Minc invitant les socialistes, sans ménagement, à quitter la scène, sous le titre : « Messieurs, partez ! » Un entretien sur les médias, auquel participent M. Michel Rocard, le sociologue Georges Balandier et un journaliste, Albert Du Roy, ouvre ce premier numéro, tiré à cent quatre-vingt-dix mille exemplaires, d'une publication dont le rythme de parution doit être bimestriel.

P. J.

► *Vendredi-Idees*, n° 1. 72 p., 35 F.

## L'exil de l'ancien maire d'Angoulême

## La « nouvelle raison de vivre » de M. Boucheron

## BUENOS-AIRES

de notre correspondante

S'il aime parler cuisine, il se refuse à tout commentaire sur les poursuites judiciaires dont il fait l'objet ou sur ses anciens amis du Parti socialiste, dont il a été exclu en 1989. « Je n'ai pas fui la justice. Je ne me cache pas. Je n'ai pas non plus d'esprit rancard. Le couperet est tombé. J'essaie maintenant de recommencer ma vie de zéro. »

En polo blanc dans la chaleur de l'été austral, c'est en s'excusant de n'avoir pas eu le temps de se raser que M. Jean-Michel Boucheron accepte d'ouvrir la porte du petit hôtel particulier qu'il loue à Belgrano, dans un des quartiers résidentiels de Buenos-Aires. C'est là que le député de la Charente et ancien maire d'Angoulême accusé de corruption a inauguré, le 6 octobre, un restaurant baptisé « Agnès » en l'honneur de sa femme, qui l'accompagne dans son exil argentin. Le nom de la rue Ciudad de la Paz (la Ville de la paix), semble résumer les nouvelles aspirations du politicien, qui, à quarante-six ans, s'est reconverti en chef cuisinier. « J'ai fait un choix. J'ai quitté la France pour pouvoir vivre en paix tout en assumant mes erreurs. J'ai toujours adoré faire la cuisine et il faut bien que je fasse quelque chose pour gagner ma vie. Je n'ai pas de fortune personnelle ni de trésor caché », dit-il, en précisant qu'avec sa femme ils ont investi

dans l'affaire 150 000 F chacun. Il refuse toutefois qu'on le compare à M. Jacques Médécine, l'ancien maire de Nice poursuivi, lui aussi, par la justice française et qui s'est réfugié, lui aussi, en Amérique du Sud à Punta del Este, en Uruguay. « Cela n'a rien à voir. Je suis l'opposé de M. Médécine. Je ne fais aucun show. Je ne menaçai aucun homme politique. J'ai choisi la discrétion. »

## « Je me suis laissé aller »

Avec des murs peints en rose saumon, une dizaine de tables dont les nappes sont assorties aux assiettes blanc et bleu, M. Boucheron a voulu donner un charme français à son restaurant et « une touche de douceur et de calme », précise-t-il en allumant cigarette sur cigarette. Au menu : le coq au vin, les tripes à la mode de Caen, le pot-au-fau, qu'il mijote lui-même derrière ses fourneaux, sont déjà des succès, comme sa casserole de pommes de terre à la crème. Depuis son arrivée en Argentine, en janvier 1992, il affirme avoir fait quatre ou cinq voyages en France pour répondre aux convocations judiciaires. « Je me suis toujours présenté devant la justice. J'ai reconnu certains faits. Quand on fait des erreurs, on les assume. » Mais il préfère garder le silence quand on lui demande des précisions sur « ses erreurs », qu'il se contente d'attribuer au fait

d'avoir commencé très jeune dans le monde politique. « Je me suis laissé aller. Je croyais que j'allais gagner toujours. » Il n'est pas plus bavard quand on évoque d'autres affaires de corruption. « Le pouvoir est vertigineusement dangereux. » Mais il ajoute, laconique : « A la veille des élections législatives, la société politique a sans doute besoin de victimes expiatoires. »

Menacé d'une levée d'immunité parlementaire, M. Boucheron s'apprête « dans quelques jours » à abandonner son siège de député. « J'ai tiré un trait sur mon passé, une carrière politique foutue. Même si l'exil, ce n'est pas la prison, c'est dur. J'ai laissé ma fille et mon fils en France, mes racines, tout en sachant que je n'ai pas beaucoup de chance de les retrouver. »

L'ancien maire d'Angoulême n'a pas peur. Même si un mandat d'arrêt international était lancé contre lui, il n'existe pas de convention d'extradition entre la France et l'Argentine. A Buenos-Aires, il a obtenu sans difficultés ses papiers de résident étranger. « C'est une ville dont je suis tombé amoureux car elle est en pleine modernisation, en pleine métamorphose. » Pour sa part, M. Boucheron affirme que « la politique n'est plus qu'un hobby » et la cuisine sa « nouvelle raison de vivre ».

CHRISTINE LEGRAND

## Un colloque Sciences Po-le Monde

## L'autorité contestée

Le seul fait de poser une question est souvent une façon d'y répondre. Le cinquième séminaire organisé à Paris, le 25 novembre, par Sciences Po et le Monde, en a fait la démonstration (1). Dernière la question affichée : « Faut-il enterrer l'autorité ? » et son parfum d'utopie presque désuète, s'est dessinée, en réalité, une interrogation, presque une obsession, de la plupart des acteurs sociaux, hommes ou femmes politiques, chefs d'entreprise, préfets ou provinciaux, fonctionnaires d'autorité ou témoins faisant autorité : comment restaurer l'autorité ?

Chacun, en effet, le constate : les modèles anciens qui assuraient les fondements de l'autorité se sont peu à peu défilés depuis deux ou trois décennies. C'est le cas à l'école, où la massification, le consumérisme des parents, la compétition entre établissements ou encore le pouvoir grandissant des collectivités locales ont déstabilisé les mécanismes anciens de légitimité, fondés sur des textes, des rituels et des statuts protecteurs. M<sup>me</sup> Marguerite Genzibittel, proviseur du lycée Fénelon, à Paris, ou le sociologue François Dubet en ont fait l'analyse, avec humour et rigueur. Et Bruno Frappat, directeur de la rédaction du Monde, a élargi le constat à la famille, où, là aussi, l'autorité parentale est à réinventer. Entre l'effacement des schémas anciens et l'incertitude de nouveaux modes de pilotage, « on patouille », devait noter M. Gérard Demuth, président de la Cofrema.

Ce qui est vrai de la sphère privée ou scolaire ne l'est pas moins de la vie publique. Tandis que le préfet de la région Rhône-Alpes, M. Paul Bernard, souligne ce passage nécessaire

de la contrainte à la médiation, de l'exécution à la pédagogie, les responsables politiques présents, avec un bel ensemble, la « démocratie participative, la transparence et l'évaluation » (M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais), le « projet partagé » (M. Gilles de Robien, député de la Somme et maire d'Amiens), ou de la Somme et maire d'Amiens), ou encore le nécessaire équilibre entre débat et arbitrage (M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR).

## Nouvelles légitimités

Quant aux chefs d'entreprise, la forte logique économique à laquelle ils sont soumis paraît dans un premier temps les préserver d'une contestation radicale de leur autorité. Mais tout démontre, depuis le rôle « pédagogique » du patron, souligné par M<sup>me</sup> Rose-Marie Van Lerberghe, directeur général de L'Alsacienne jusqu'au management « participatif » cher à M. Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, qu'ils ont été contraints, eux aussi, de repenser de fond en comble les fondements et l'exercice de leur autorité à cause notamment — Jacques Lesourne, directeur du Monde, devait le souligner en conclusion — de cette « menace de mort » qui pèse constamment sur l'entreprise.

Bref, de la famille aux partis politiques en passant par l'entreprise et l'administration, « le temps est révolu de la contestation radicale de toute autorité », comme l'a noté M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques. Mais ce besoin et cette demande nouvelle d'autorité supposent la

construction de nouvelles légitimités, plus négociées qu'imposées. A défaut de quoi, comme l'a noté M. Yves Mény, chercheur en sciences politiques, on risque de tomber dans un consensus aléatoire, fondé sur des clientélismes éphémères, ou dans la tentation de l'autoritarisme.

La restauration de l'autorité semblerait, dès lors, un enjeu vital pour la démocratie. Tel était bien le message, un peu à rebours des discours consensuels, de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale. A ses yeux, le doute et le scepticisme qui minent la société française résultent de l'absence de règles du jeu claires entre pouvoir et contre-pouvoirs (justice, médias, etc.), et il craint que cette contestation n'affaiblisse plus qu'elle ne vivifie le pouvoir démocratique.

Faut-il autour de l'idée de République rétablir un grand projet de cohérence nationale au risque d'être accusé de tomber dans l'abstraction et l'autoritarisme ? Doit-on se contenter d'associer des autorités partielles autour d'un projet respectueux de toutes les différences en évitant pas le risque d'une sorte de « libanisation » ? Entre ces deux modèles, M. Alain Lanocet, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, tenta en conclusion de cette journée de débats d'esquisser une formule acceptable qui en appellerait à la « raison citoyenne » pour arbitrer entre les aspirations élatées des consommateurs et des producteurs.

GÉRARD COURTOIS

(1) Le Monde des débats de décembre donnera un large compte rendu de ce séminaire.

ملک امنہ انصاری

POUR LA TRAN



مكتبة



*Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les Parlementaires*

**15 300 TITRES DE PRESSE,  
300 000 ÉCRANS PUBLICITAIRES TV ET RADIO...  
ÊTES-VOUS SÛRS QUE  
LES ANNONCEURS N'AIENT PAS BESOIN  
D'UN BON CONSEIL ?**

Notre rôle consiste en effet à connaître sur le bout des doigts l'offre média, nationale et régionale, dans tous ses domaines et au jour le jour, pour en faire la promotion auprès des annonceurs et garantir ainsi une expertise de qualité. Cela requiert des études régulières, un lourd équipement informatique, des services de média-planning, un personnel qualifié et motivé et une gestion rigoureuse.

Les 17 000 annonceurs savent-ils qu'ils vont bientôt devoir étudier 15 300 titres de presse, ou comparer l'audience de plus de 300 000 écrans publicitaires TV

et radio par an, contrôler le nombre d'entrées dans 3 050 salles de cinéma ou choisir parmi 300 000 panneaux d'affichage ?

Mais il est un autre aspect que la loi Sapin ignore totalement, c'est le service rendu aux médias. En effet, les Conseils et Acheteurs assurent aux médias une aide à la commercialisation, un gain de temps (donc d'argent), une garantie de régularité des volumes de commandes, une facilité de gestion et de facturation, une garantie de paiement et la promotion des nouveaux médias.

Or la loi Sapin, si elle est adoptée dans

ses termes actuels, va interdire aux Conseils et Acheteurs Média de facturer aux supports les services qu'ils leur rendent.

Privés d'une contribution financière qui n'est que la juste contrepartie d'une valeur ajoutée, nous serons dans l'impossibilité de remplir notre rôle, nuisant ainsi à l'équilibre du secteur publicitaire.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, amender la loi Sapin, qui restreint la liberté de commercer et interdit la juste rémunération des Centrales par les supports, est une nécessité vitale.

*L'APCAM (Association des Professionnels en Conseil et Achat Média)*

*regroupe 22 sociétés indépendantes représentant un volume d'espace publicitaire de 17 milliards de francs par an.*

**POUR LA TRANSPARENCE ET LA JUSTE RÉMUNÉRATION DES SERVICES RENDUS**



## POLITIQUE

## La session parlementaire

## Les députés ont adopté le projet de loi réformant l'organisation de la transfusion sanguine

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 27 novembre, le projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, présenté par le ministre de la santé et de l'action humanitaire.

Seuls les socialistes ont voté, vendredi soir, au Palais-Bourbon, pour le texte défendu par M. Bernard Kouchner qui avait souhaité, la veille, que l'Etat soit désormais en « état d'urgence permanente » sur tout ce qui touche à la transfusion sanguine. Les groupes UDF et l'UDC se sont abstenus au motif que le nouveau système transfusionnel ne fonctionnera pas, selon eux, dans des « conditions de transparence » satisfaisantes. Le groupe communiste, qui juge que ce projet est « trop centralisateur » et ne met pas le sang humain à l'abri de « la marchandisation », a voté contre. Aucun député RPR n'était présent lors du vote.

Lors de la discussion des articles, les députés ont adopté un amendement prescrivant toute possibilité de prélèvement sur une personne

majeure faisant l'objet d'une mesure de protection légale, alors que le texte initial prévoyait un tel prélèvement « à titre exceptionnel » pour des « motifs liés de l'urgence thérapeutique et de la compatibilité tissulaire ».

L'Assemblée a précisé, en outre, que le sang pourrait être utilisé non seulement à des fins thérapeutiques ou diagnostiques mais aussi à des fins de recherche selon des règles éthiques identiques (consentement, bénévolat, anonymat).

## Bilan dans cinq ans

En matière d'échanges avec l'étranger, les députés ont tenu à mieux encadrer la réglementation. Toute importation de sang et de produit dérivé labile « par quelque organisme que ce soit » — précision qui ne figurait pas dans la version initiale — serait ainsi subordonnée à l'autorisation du ministre de la santé. A la demande du gouvernement, l'Assemblée a précisé que les exportations de sang et de produits dérivés labiles « ne peuvent être effectuées que par des établissements de transfusion sanguine », sous réserve de l'autorisation donnée par l'Agence française du sang.

Sur le volet institutionnel du projet de loi, les députés ont souhaité que ne subsiste aucune ambiguïté.

Aussi ont-ils tenu à préciser que le comité de sécurité transfusionnelle serait institué « auprès du ministre chargé de la santé » et que l'Agence française du sang est un établissement public de l'Etat à caractère administratif « placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé ». A la demande de M. Kouchner, ils ont également précisé qu'une dotation globale de fonctionnement « versée dans les conditions prévues par le code de la sécurité sociale » s'ajoutera à des subventions d'Etat pour assurer le financement de l'Agence française du sang.

Parce qu'ils savent que cette nouvelle organisation de transfusion sanguine en France est perfectible, les députés se sont donné rendez-vous pour en tirer un bilan. Un amendement adopté prévoit que la loi fera l'objet d'un nouvel examen par le Parlement dans un délai de cinq ans après son entrée en vigueur et « au plus tard le 31 décembre 1997 ».

FRÉDÉRIC BOBIN

## Après son adoption par le Sénat

## La polémique se poursuit autour de l'« amendement Charasse »

L'amendement du sénateur Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) visant à créer un « service douanier central de police judiciaire », qui a été adopté dans la nuit du 18 au 19 novembre par le Sénat, a continué de susciter des réactions tranchées. Après celles, défavorables, émanant de syndicats de policiers et de magistrats (le Monde du 21 novembre), des organisations de douaniers et d'avocats ont à leur tour réagi.

Le Syndicat national des cadres de douanes (majoritaire) s'est « félicité » du texte adopté. « Comme les agents de la police et de la gendarmerie, les douaniers officiers de police judiciaire seraient soumis à une double tutelle, celle de leur ministère [de l'économie et des finances] et celle des magistrats », nous a déclaré M. Guy Rouyère, secrétaire général. Selon lui, « l'amendement Charasse prévoit une claire et définitive séparation des pouvoirs qui resteront dévolus aux agents des douanes, de ceux qui seront attribués aux douaniers

officiers de police judiciaire ». Bien que déclarant « se satisfaire » du texte adopté, la CFDT-Douane a insisté, elle, « pour que la séparation des procédures inquisitoires et répressives (qui s'imposeraient aux douaniers) soit confirmée au plan organique afin de préserver les libertés publiques ».

Le conseil de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris a protesté, de son côté, contre le texte adopté par le Sénat. Le code des douanes

accordé déjà aux douaniers des pouvoirs exorbitants dont certains « sont incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'Homme », a déclaré le conseil de l'Ordre. Le barreau de Paris craint que ce texte, s'il devait être adopté par l'Assemblée nationale, qui l'examinera la semaine prochaine, n'attende « gravement au respect des libertés individuelles dont l'autorité judiciaire est le seul garant ».

La commission des lois de l'Assemblée nationale refuse de confier aux douaniers un rôle judiciaire. La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 26 novembre, le projet de réforme de la procédure pénale, qui viendra en discussion en deuxième lecture au Palais-Bourbon le lundi 30 novembre, en rétablissant pour l'essentiel les dispositions supprimées par le Sénat (le Monde des 19, 20 et 21 novembre), en particulier la collégialité de la décision de mise en

détention provisoire, ainsi que la procédure en deux temps (mise en examen, ordonnance de notification de charges) appelée à remplacer l'actuelle procédure d'inculpation. La commission des lois a également supprimé la disposition visant à accorder à certains douaniers la qualité d'officiers de police judiciaire qui, sur proposition de M. Michel Charasse, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, avait été votée à l'unanimité au palais du Luxembourg.

La commission des lois de l'Assemblée nationale refuse de confier aux douaniers un rôle judiciaire. La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 26 novembre, le projet de réforme de la procédure pénale, qui viendra en discussion en deuxième lecture au Palais-Bourbon le lundi 30 novembre, en rétablissant pour l'essentiel les dispositions supprimées par le Sénat (le Monde des 19, 20 et 21 novembre), en particulier la collégialité de la décision de mise en

## Façon de parler

à la médiocrité élocutoire. C'est l'occasion pour lui d'apprécier non seulement les prestations des vedettes de la politique, mais aussi celles des champions de la classe médiatique. Il y a, estime-t-il, les hypo et les hypertendus, les « dupes mollassons » (Yves Mourou) et les « dupes énergiques » (Alain Duhamel). Ceux qui se distinguent par leur aisance dans l'expression orale pêchent souvent à ses yeux par leur présentation physique : c'est, paraît-il, une question de colonne vertébrale.

L'une des causes de cette décadence réside, selon l'auteur, dans l'éducation à la française, qui censure la parole et ne libère pas cet instrument d'expression qu'est le corps humain. D'où la peur du ridicule et le trac paralysant qui, trop souvent, aggravent un autre travers national lié à la surestimation intellectuelle du discours, laquelle nuit à l'improvisation et induit le phénomène de la « pensée décalée » : l'orateur s'embrouille dans une double attitude d'auteur et d'acteur « parce qu'il pense au futur tout en continuant d'agir dans le présent ».

Pour surmonter ces obstacles, il faut, selon notre professeur, s'astreindre à la verticalité, attitude à la fois physique et intellectuelle, porter son regard en avant en embrassant tout l'auditoire, de telle sorte qu'il apparaisse global, travailler sa voix comme on le fait

de la musculature. Le vrai secret, confie-t-il, se situe à l'intérieur du corps. Stéphane André appuie sa démonstration sur de nombreux exemples de débats et de débats de découverte sous un angle entièrement nouveau, puisque ce qui est pris en compte est moins ce qui fut dit que la manière dont ce fut dit. L'un ne va pas sans l'autre, certes, mais, surtout, l'un ne vaut pas sans l'autre. Aussi bien, la connaissance des secrets des orateurs n'est-elle pas inutile à ceux qui les écoutent.

Un autre auteur s'intéresse au « faux parler », c'est-à-dire à la démagogie qui se détecte tant dans le fond que dans la forme du discours. Jean-Luc Porquet a dégagé, après avoir étudié l'ensemble de l'œuvre parlée de Jean-Marie Le Pen, « quinze grandes constantes de la démagogie » parmi lesquelles figurent l'art de piéger les mots, celui de se référer aux classiques, la propension à annoncer l'apocalypse et à voir partout le scandale et la trahison, la flatterie des bas instincts ou l'abus des promesses. Jean-Luc Porquet examine chacune d'entre elles et l'illustre par l'évocation d'un démagogue célèbre : Hitler, Savonarole, le général Boulanger, Mussolini, Evita Peron et, plus près de nous, Pierre Poujade, Ross Perot, le troisième homme de l'élection présidentielle américaine, le dirigeant serbe, Slobodan

ANDRÉ LAURENS

Milosévic. La continuité historique de la démagogie n'est pas à démontrer : il y aura toujours des démagogues.

L'expérience révèle qu'ils prospèrent dès lors qu'ils peuvent exploiter la misère, l'insatisfaction, la peur, quand ils restent les seuls, fautes d'espérances plus crédibles, à promettre, fût-ce abusivement, un avenir meilleur. Dans la mesure où elle privilégie la force et la portée du discours, très au-delà de la valeur réelle de son contenu, la démagogie s'accorde avec la puissance médiatique moderne. C'est dire qu'elle est, jusque dans les sociétés développées, aussi bien, sinon mieux, armée qu'avant.

D'autant mieux, ajoutons-nous, qu'en bonne démocratie, c'est-à-dire sous le règne de la liberté d'expression et d'information, elle ne saurait être arbitrairement bâillonnée. Que faire contre ce poison insidieux ? Le contenir par des moyens légitimes : les uns relèvent de l'action politique et de la crédibilité que les adversaires de la démagogie doivent mériter, les autres d'une certaine exigence de la communication, si l'on veut bien admettre que celle-ci se fonde au moins autant sur la qualité du message que sur son caractère spectaculaire ou son audience. On peut en avoir une autre conception, mais elle rejoint la démagogie.

► Le Secret des orateurs, de Stéphane André. E.S.F., 207 pages, 135 F.

► Le Faux Parler, de Jean-Luc Porquet. Balland, 268 pages, 105 F.

## Dénouant le « laxisme » du gouvernement dans la lutte contre l'antisémitisme

## Un conseiller de M. Pasqua porte plainte contre deux publications d'extrême droite

Y a-t-il ou non une augmentation du « nombre de publications ouvertement antisémites et négationnistes » en France ? En fait-on « ouvertement commerce » alors que la législation réprime ce genre d'activité ? M. Patrick Gaubert, ancien conseiller de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur pendant la cohabitation, répond positivement à ces deux questions. Désormais chargé de mission auprès du président du groupe RPR du Sénat, il dénonce, avec constance, depuis plusieurs mois, « l'apologie du racisme et la négation des crimes contre l'humanité ». Cette attention soutenue lui a attiré les foudres répétées de la presse d'extrême droite.

Dans une note envoyée aux sénateurs en juin au nom de M. Pasqua, M. Gaubert affirmait que la loi réprimant le racisme et le révisionnisme, celle du 13 juillet 1990, dite « loi Gayssot », qui n'avait pas été votée par l'opposition de droite, n'était « lettre morte » et il dénonçait le

« laxisme coupable du gouvernement ». Transmise au ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, cette note avait « particulièrement surpris » M. Paul Quilès, qui, dans une lettre du 10 juillet, avait dressé un bilan de l'action de son administration au terme duquel il concluait : « Je ne peux laisser dire que le ministère de l'Intérieur fait montre de laxisme à l'égard des menées racistes et antisémites, alors que j'en tends continuer à défendre les valeurs républicaines auxquelles nous sommes attachés ».

Selon le ministère, dix-huit demandes de poursuites de publications ont été adressées par ses services au garde des sceaux entre juin 1990 et juin 1992. Sur les onze d'entre elles qui relevaient de la « loi Gayssot », quatre informations sont en cours, précise le ministère. Elles concernent un ouvrage sur les chambres à gaz, un « Manifeste antisémitique » et deux publications périodiques.

M. Gaubert ayant cité dans sa note de juin quelques publications de la sphère léniniste, la presse d'extrême droite s'en était fait l'écho, accompagnant ses articles de références insistantes sur les origines juives de l'intéressé. Au bout du compte, ce dernier a porté plainte contre deux organes de cette mouvance. La première, pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale, vise l'Empire invisible, une publication dont le responsable légal a déjà été condamné pour ce motif et dont un des rédacteurs, présenté comme « prisonnier de guerre français », purge une peine de réduction criminelle à perpétuité pour trois attentats racistes ayant fait un mort et plusieurs blessés. La seconde, pour injures et diffamation, est dirigée contre le mensuel Le Choc du mois qui a consacré à M. Gaubert un article intitulé « Un juif qui fait son boulot ».

D. B.

## M. Mégret estime que les magistrats de Chambéry sont des « militants politiques »

M. Bruno Mégret, député général du Front national, a dénoncé, jeudi 26 novembre, « l'utilisation fallacieuse faite de l'arrêt de la cour d'appel de Chambéry, laissant entendre que Jean-Marie Le Pen aurait été condamné pour antisémitisme et racisme ». Soulignant que les « détracteurs » de M. Le Pen « ont été condamnés pour injures », il s'est indigné de « la teneur des attendus rédigés de façon à permettre la manipulation et la désinformation de l'opinion ». Selon lui, « les juges ont sorti de leur rôle pour se comporter en militants politiques », leur arrêt constitue un « brûlot diffamatoire » et « ce dénouement porte un grave préjudice à la justice française d'autant plus que le texte de la cour, rédigé dans un français approximatif et haineux, révèle l'analphabétisme et le sectarisme de ses auteurs ».

La cour d'appel de Chambéry a condamné M. Gérard Fumez, directeur du Journal, à payer 1 F de dommages-intérêts pour injures, et elle a débouté les plaignants de leur plainte pour diffamation, estimant que M. Le Pen et le Front national sont « antisémites » et « racistes » (le Monde du 27 novembre).

► GARD : le secrétaire départemental du FN se démet de ses fonctions.

— Dans une lettre adressée, jeudi 26 novembre, au président du Front national, M. Lorrain de Saint-Affrique, a annoncé à M. Jean-Marie Le Pen, dont il est l'un des conseillers, sa décision de se démettre, pour « de graves motifs personnels », de ses fonctions de secrétaire départemental du parti d'extrême droite dans le

Gard. « L'avenir te permettra, j'en suis certain, de l'assurer de ma fidélité et de mon amitié », écrit M. de Saint-Affrique à M. Le Pen, qui devait ouvrir à Nîmes, dans quelques jours, la campagne régionale de son mouvement pour les législatives. Invoquant les mêmes raisons personnelles, il s'est également démis de son mandat de conseiller régional du Languedoc-Roussillon.

## La situation en Nouvelle-Calédonie

## Le FLNKS dénonce un « putsch coutumier » sur l'île de Lifou

Le FLNKS a dénoncé, mercredi 25 novembre, le « putsch réalisé au nom de la coutume » contre la mairie de Lifou, occupée par des autorités coutumières qui réclament la destitution du maire indépendantiste, M. Cono Hamu.

Lifou connaît actuellement un affrontement d'une gravité sans précédent entre autorités politiques et chefs coutumiers. Le conflit qui oppose M. Cono Hamu, maire affilié à l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS), et M. Henri Boula, grand chef du district de Lifou, couve, en fait, depuis février 1991, lorsque des incidents avaient éclaté entre deux clans à l'occasion de l'annexion de la zone portuaire de l'île, la plus importante des trois îles Loyauté. M. Cono avait alors essayé des coups de feu qui avaient failli lui coûter la vie puis avait été déclaré persona non grata sur le territoire de sa chefferie. Des cas de son clan avaient également été brûlés.

Alors que le contentieux s'enflait depuis lors, le ton est monté d'un cran, la semaine dernière, avec l'occupation des locaux de la mairie de Lifou par les autorités coutumières de deux districts — Lissi et Gaita — sur les trois qui composent l'île. Rassemblées au sein d'un « comité de coordination coutumière », ces autorités demandent la révocation de M. Hamu et affirment, en attendant, qu'elles assurent « le service minimum de l'eau et de l'électricité ».

Ce durcissement du conflit a soulevé une vive émotion au sein du milieu indépendantiste. Expriment son soutien à M. Hamu, le FLNKS a dénoncé, mercredi, le « putsch » des chefferies de Lifou ainsi que « l'utilisation de la coutume à des fins politiciennes ». La

coalition indépendantiste a également rappelé que la destitution d'un maire ne peut intervenir que selon « des procédures démocratiques et institutionnelles ». La tonalité est identique à l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, qui regroupe les maires de sensibilité indépendantiste, où l'on rappelle que « les communes sont normalement gérées et dirigées par des instances démocratiquement élues ».

## Un malaise latent

Cette affaire de Lifou met en lumière le nouveau dilemme auquel est confronté le FLNKS. S'étant historiquement réclamée de la coutume — à l'exception toutefois dans les années 70 par des étudiants marxistes — la coalition indépendantiste se heurte aujourd'hui à la fronde de certaines chefferies qui récusent toute légitimité universelle. Latente depuis des années, la contradiction éclate au grand jour à l'heure où les accords de Matignon font émerger une nouvelle génération de dirigeants canaques dotés de pouvoirs politiques et économiques que les autorités coutumières perçoivent comme une menace. Le dynamisme municipal de M. Hamu, qui envisageait d'installer des structures hôtelières et portuaires sur son île, a joué le rôle de catalyseur de ce malaise. Il convient toutefois de distinguer la situation des îles Loyauté de celle de la Grande Terre, qui ne connaît pas de conflits de cette acuité. Il est vrai que les chefferies de la Grande Terre, profondément déstabilisées par la colonisation, ont déjà abandonné sans réagir beaucoup de leurs anciennes prérogatives.

F. B.



Après l'inculpation pour corruption du directeur du cabinet de l'ancien ministre

L'énigmatique signature de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix

M. Michel Gagneux a été inculpé, vendredi 27 novembre, par M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, de corruption et de recel d'abus de biens sociaux, et laissé en liberté. Ancien directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1984 à 1986, M. Gagneux est le premier inculpé dans le dossier ouvert par les accusations de l'industriel nantais René Trager selon lesquelles des commissions occultes auraient été reversées à l'entourage de M<sup>me</sup> Dufoix, à l'occasion de mises sur le marché d'appareils de radiologie lourde. Ces accusations avaient conduit le magistrat rennais à se rendre la semaine dernière en Suisse pour une série de perquisitions dans des établissements financiers (le Monde du 21 novembre). Des documents découverts à cette occasion semblent avoir confirmé les accusations de M. Trager.

L'affaire Trager va-t-elle devenir l'affaire Dufoix ? La question est posée, dès lors que M. Van Ruymbeke a montré sa détermination en procédant à sa première inculpation dans ce dossier, une semaine à peine après ses perquisitions opérées en Suisse. Car c'est bien une nouvelle « affaire » qu'il vient de lancer en inculpant celui qui fut le principal collaborateur de M<sup>me</sup> Dufoix de juillet 1984 à mai 1986. Une « affaire » dont les ingrédients de départ sont explosifs : commissions occultes sur des marchés concernant la santé publique, valises contenant de l'argent en liquide...

M. Van Ruymbeke a décidé d'aller vite. Selon des sources judiciaires, il envisageait de « boucler » ce volet des instructions dont il est chargé « en quelques semaines ». Il dispose d'abord de déclarations persistantes de René Trager, l'industriel nantais déjà inculpé dans plusieurs dossiers de financement du PS. Sur procès-verbal, dans un livre récent et lors de rencontres avec des journalistes, ce dernier n'a cessé d'affirmer qu'en 1985, il était allé récupérer en Suisse « pour le compte de Michel Gagneux » une commission prélevée sur l'achat d'un appareil de radiologie lourde de fabrication américaine – un IRMN (Imagerie à résonance magnétique nucléaire) – par l'hôpital de Nîmes, ville où M<sup>me</sup> Dufoix défendait alors les couleurs socialistes. René Trager ajoute qu'après avoir prélevé sa propre commission, il était chargé « de porter les valises et de les remettre à M. Gagneux après avoir

converti l'argent en francs français ».

Depuis son passage à Lausanne, du 17 au 19 novembre, le magistrat dispose de pièces qui semblent corroborer les affirmations de l'homme d'affaires nantais. Il s'agit de lettres portant la signature de M<sup>me</sup> Dufoix, de télex entre les États-Unis et la France, et de reçus provenant, comme l'indique l'expert du 26 novembre, de la Banque vaudoise de crédit. Enfin, le nombre des protagonistes que peut entendre M. Van Ruymbeke est limité, d'autant plus que M<sup>me</sup> Dufoix, ministre au moment des faits, resterait, si l'enquête la mettait en cause, hors de portée du juge, en l'état actuel de la Constitution.

## L'importation d'un deuxième IRMN

Il semble établi que les documents saisis avec l'aide de la justice helvétique font apparaître le lien entre la commission de 2,1 millions de francs touchée par René Trager et les autorisations ministérielles dont il était porteur lors de ses quatre voyages en Suisse, fin 1985 et début 1986. Ces documents officiels, exigés par la partie suisse pour sa comptabilité et par mesure de précaution, conféraient au porteur, en l'occurrence René Trager, une position de courtier. Elles l'habilitaient à percevoir au nom du ministère des affaires sociales, et par extension au nom de l'État français, des commissions prélevées sur des représentants du fabricant américain, la société FONAR, et de l'importateur suisse, la société SAFIGEX de Lausanne.

L'existence de cette commission s'explique par le fait que l'importation et l'installation des IRMN et des scanners était soumise à une autorisation ministérielle de « mise sur le marché ». De plus, les investigations suisses de M. Van Ruymbeke ont permis d'établir que l'importation d'un deuxième IRMN, provenant de la même société américaine et destiné à l'hôpital Foch de Suresnes (Hauts-de-Seine), avait été autorisée par le ministère vers la même époque, dans des conditions apparemment similaires. A cette différence près que René Trager affirme qu'il n'a « pas été impliqué » dans ce second marché.

Il reste à éclaircir deux points, qui sont au cœur de l'enquête : qui a signé les documents habilitant l'industriel nantais et qui a touché l'argent de la commission ? Autrement dit, M<sup>me</sup> Dufoix a-t-elle signé elle-même, en connaissance de cause, les lettres découvertes en Suisse ? Sinon, qui l'a fait à sa place ? De quel droit et à quelles fins ? Par ailleurs, où sont allés les quelque 2 millions livrés par René Trager, une fois prélevée sa dime (entre 400 000 et 500 000 francs) ? Qu'en est-il enfin du second marché ? M<sup>me</sup> Dufoix a dit et répété, depuis une semaine, qu'il lui fallait avant toute chose, « rassembler des lettres et des documents datant

de six ans », qu'il lui faudrait « vérifier si Trager a financé une partie de [sa] campagne et sur quels fonds et qu'elle n'excluait cependant pas « que Trager ait participé » à sa campagne électorale de 1986 qui fut « assez coûteuse » (le Monde daté 22-23 novembre et du 25 novembre).

Cependant, son avocat, M<sup>me</sup> Bernard Cahen, interrogé par *Libération* du 21 novembre, mettait en garde contre les conclusions hâtives : « Il y a une différence entre sa signature [celle de M<sup>me</sup> Dufoix, ministre] et le cachet portant sa signature, qui a pu être utilisé à son insu. »

Or, sur ce point capital, René Trager a en quelque sorte témoigné en faveur de M<sup>me</sup> Dufoix. Dans son procès-verbal d'interrogatoire du 27 août, l'industriel nantais affirmait que les lettres destinées à la SAFIGEX avaient été « signées par M. Gagneux avec le tampon de délégation du ministre ». L'ancien directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix ayant formellement démenti cette version des faits (le Monde du 21 novembre), René Trager nous a affirmé : « Ces documents étaient signés avec le tampon en caoutchouc reproduisant la signature de M<sup>me</sup> Dufoix, pas avec un stylo. La différence apparaît clairement quand on examine les contours de la signature. Reste à trouver qui avait l'usage de ce tampon au ministère. »

## Un paraphe électronique

Interrogé sur ce point, mercredi 25 novembre, deux jours avant son inculpation, M. Gagneux nous avait déclaré que la reproduction de la signature du ministre « n'était en aucun cas faite avec un tampon » mais avec un paraphe électronique commandé par un logiciel. Cet appareil – familièrement surnommé « Georginette » par les collaborateurs de M<sup>me</sup> Dufoix... – se trouvait, toujours selon M. Gagneux, dans le bureau du chef de cabinet, M. Jacques Pinard. Selon l'absence du ministre, ce qui semble avoir été assez fréquent, M<sup>me</sup> Dufoix cumulait ses fonctions ministérielles avec celles de porte-parole du gouvernement de M. Laurent Fabius –, le paraphe servait à expédier les affaires courantes. Le contrôle de M. Gagneux, qui, selon plusieurs témoignages, était le seul à détenir les deux clés nécessaires pour faire fonctionner l'appareil, M. Gagneux disposait, par ailleurs, d'un tampon en caoutchouc reproduisant cette formule consacrée : « Le directeur du cabinet, par délégation », suivi de sa propre signature et non pas de celle de M<sup>me</sup> Dufoix. Cela précisa, M. Michel Gagneux nous a, une nouvelle fois, affirmé qu'il n'a pas signé les lettres découvertes en Suisse.

M. Van Ruymbeke, en commençant par inculper M. Gagneux, veut d'abord éclaircir la contradiction entre les déclarations de René Trager et celles de l'ancien directeur du cabinet. C'est à partir de

cette question de la signature qu'il pourra envisager les rôles des uns et des autres : René Trager se trompe-t-il sciemment pour protéger quelqu'un d'autre ? Michel Gagneux refuse-t-il de « porter le chapeau » d'une décision prise au-dessus de lui ? Restera ensuite à tenter de connaître la destination des fonds, dont l'industriel nantais a toujours laissé entendre qu'ils alimentèrent les campagnes électorales de M<sup>me</sup> Dufoix. C'est ce qu'il fait dans son livre, *L'affaire Trager* (Éditions du Rocher), contre lequel l'ancien ministre a récemment demandé au parquet d'engager des poursuites qui n'ont pas encore été notifiées à l'intéressé.

## La chancellerie et le « principe de réalité »

Dans ses diverses déclarations publiques, M<sup>me</sup> Dufoix a concédé, sans plus de précisions, qu'« il faut bien payer les officiers et les employés publics » et qu'elle n'a pas exclu que René Trager y ait contribué. Ce dernier, pour qui la fausse facturation électorale ne semble pas avoir de secrets, écrit dans son livre : « J'ai été amené à payer les factures de cette campagne électorale [de 1986]. Une campagne conçue, pensée et réalisée par Jacques Séguéla. (...) Je recevais donc des factures de Séguéla, au nom de la société ATAO, répertoriées sous le charmant vocable d'« études pour le lancement du mobilier urbain. »

C'est ainsi que l'Atelier de transformation de l'aluminium de l'Ouest (ATAO), une société de René Trager qui fabriquait en Loire-Atlantique des profilés industriels d'aluminium, s'offrait, sur (fausses) factures, une promotion publicitaire qui, en réalité, ne s'est jamais concrétisée auprès du grand public. En dépit de plusieurs tentatives nous ne sommes pas parvenus à obtenir le point de vue de M. Séguéla sur ces affirmations.

Le magistrat s'efforcera naturellement, dans les semaines à venir, de faire la part du vrai et du faux dans ce dossier à la fois simple et encombré de zones d'ombre. Sa tâche, estimée-on à la chancellerie, où ses méthodes sont devenues familières, devrait consister « à faire ressortir l'environnement » de M<sup>me</sup> Dufoix quand elle était ministre des affaires sociales. Il faut donc s'attendre, dans les prochains jours, à plusieurs convocations de tous ceux dont les noms ont été mentionnés dans cette affaire, qu'il s'agisse de membres du cabinet de l'époque, de fonctionnaires ou de proches de M<sup>me</sup> Dufoix.

Dans l'entourage du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, on assure que la chancellerie s'en tiendra, dans cette affaire, au « principe de réalité ». En d'autres termes qu'elle agira « en fonction des éléments proposés par le juge » et qu'elle « laissera, comme il se doit, la justice suivre son cours ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Roger Maillard condamné à treize ans de prison par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis

## La défaite de l'ancien d'Indochine

Roger Maillard, le meurtier du jeune Khémisi Karar, le 4 octobre 1990, dans une cité de Neuilly-sur-Marne (le Monde du 28 novembre), a été condamné à une peine de treize ans d'emprisonnement, vendredi 27 novembre, par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis. L'avocat général avait requis une peine de douze à quinze ans de réclusion. Les jurés ont reconnu les circonstances atténuantes à cet homme de soixante-deux ans, alcoolique et parfois violent.

Ils étaient là une centaine, à attendre le verdict, alignés sur les bancs de la cour d'assises comme sur les travées d'un stade de football. Des amis de la victime, Khémisi Karar, des garçons et des filles, des « caumes » et des « maufs » comme ils disent en « verlan » (« mec » et « femme »), la dialecte des cités. Quand le président Yves Corneloup est entré dans la salle d'audience, au terme de la délibération, ils se sont tus, respectueux des bonnes manières en ce lieu de sagesse. Puis le magistrat a indiqué que Roger Maillard, soixante-deux ans, passerait les treize prochaines années de sa vie en prison. Alors, les jeunes de Neuilly-sur-Marne ont esquissé quelques applaudissements. Une fois dehors, dans le hall d'un palais de justice placé sous haute surveillance policière, ces applaudissements devinrent des cris de joie et de victoire, des « on-a-gagné » d'après-midi.

Il se sont réjouis, sans retenue aucune, « pour tous les beaux que l'on flingue comme des lapins ». Ils ont rappelé que la « haine » n'avait cessé de monter en eux à partir du 4 octobre 1990, cette soirée où Roger Maillard, retraité alcoolique, avait tué Khémisi Karar, jeune homme sans histoire, d'une balle en plein cœur « à cause du bruit ». Cette « haine », ils l'avaient déjà exprimée – violemment pour certains – lorsque le meurtier a été remis en liberté, le 24 octobre 1991, à la suite d'une erreur de procédure. Mais vendredi, à Bobigny, elle fait place à une euphorie parfois teintée d'indécence.

De ce procès, certains avaient prédit qu'il serait celui du racisme. Il ne l'a pas été. Maillard n'est qu'un « lamentable sniper de banlieue » pour reprendre l'image du requêteur de l'avocat général Dominique Borron – allusion aux franc-tireurs invisibles, cachés dans les ruines de Sarajevo – au cours duquel l'hypothèse de la haine raciale n'a jamais été avancée. Dans la matinée, l'avocat de la

mère de Khémisi, M<sup>me</sup> Fewzia Bouaita, avait bien tenté de plaider, fort maladroitement, le « crime raciste ». Mais à l'entendre multiplier les tirades préfabriquées : « En France, pour un abbé Pierre, il y a mille Maillard » ou les racourcis déconcertants (« Maillard n'est même pas chrétien, il est socialiste »), la salle en était venue à s'interroger sur le bien-fondé de la manœuvre.

L'autre avocat de la famille, M<sup>me</sup> Dominique Tricaud, l'avait bien compris. Intervenant avant sa consœur, il avait brillamment rappelé l'essentiel : les faits, surtout les faits, et toutes les contradictions, les « mensonges » selon lui, de l'accusé. Il avait aussi, mais sans en abuser, parlé des « jeunes issus de l'immigration » qui ont parfois le sentiment d'être confrontés à une « justice à deux vitesses ». Mais s'il a employé le mot de « racisme », c'est uniquement pour évoquer un « racisme anti-jeune », le seul qui ait tué ce gamin dont la mère est venue dire, entre deux sanglots, qu'il avait « des amis de tous les horizons ».

## Le parcours anodin d'un gamin de banlieue

Ses amis, justement, étaient là, attentifs au parcours anodin qui était retracé d'un gamin de banlieue comme eux : la famille nombreuse, les difficultés scolaires, un travail de balayeur à la mairie puis un apprentissage qui lui tenait à cœur, chez un stylistique, à Paris. Les soirées avec les copains, enfin, ces heures passées à discuter, à chahuter, à rigoler, sans trop se soucier des habitants du quartier. Rien que de très banal, chez ce garçon « inconnu des services de police ».

Après un tel portrait, après un réquisitoire implacable de l'avocat général (« Je rejette la thèse de l'« accident tragique » : si Khémisi a été atteint en pleine poitrine, c'est qu'il a été visé en pleine poitrine »), l'avocat de Maillard, M<sup>me</sup> François Sarda, dut tout à la fois prévenir les jurés contre l'influence d'une « affaire récente » (l'acquiescement contesté de la « boulangère de Reims ») et plaider l'homicide involontaire. Dans l'après-midi, Roger Maillard avait dit : « Excusez-moi » à la mère de la victime. A l'annonce du verdict, cet ancien d'Indochine s'est tassé sur lui-même, le regard embué derrière ses lunettes d'éclaire. Dans la salle, les « caumes » et les « maufs » n'avaient plus la « haine », ils étaient sa défaite.

PHILIPPE BROUSSARD

Un rapport de la Cour des comptes suivi d'une démission

## Michel Gagneux et la gestion de la Sonacotra

Diplômé de l'école nationale d'administration en 1980, M. Michel Gagneux, après un passage par l'inspection générale des affaires sociales, a été successivement conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, de 1982 à 1986, sous les ministères de M. Pierre Bérégovoy, puis de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix. Aujourd'hui âgé de quarante ans, M. Gagneux se souvient de la période passée, de 1984 à 1986, au cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix comme de « la plus lourde et la plus difficile » de sa carrière. Il était, dit-il, l'homme à tout faire d'un ministère scabré par les dossiers de la réforme hospitalière et du déficit de la Sécurité sociale, face à un ministre souvent absent avec lequel il lui arrivait de s'opposer fréquemment, notamment sur le thème, cher à M<sup>me</sup> Dufoix, des médecines alternatives.

Ces rapports difficiles n'empêcheront pas le ministre de nommer M. Gagneux, en février 1988, à quelques semaines des élections législatives, au poste de président-directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), une entreprise placée sous la tutelle du ministère des affaires sociales. Près de six ans plus tard, en décembre 1991, un rapport préliminaire de la Cour des

comptes, rendu public par l'Événement du jeudi, jugeait sévèrement sa gestion.

Les enquêteurs de la Cour reprochaient particulièrement à M. Gagneux d'avoir engagé à grands frais la Sonacotra dans une restructuration ne respectant pas son objet social. La Cour épinglait notamment le PDG pour les augmentations de salaires, les primes et les bonus qu'il s'était octroyés ; elle critiquait ses choix « incohérents » et « dispendieux » en matière de communication ; elle stigmatisait la pratique généralisée d'attribution des marchés « sans appel à la concurrence ».

## Modernisation et moralisation

« Révoqué » par ces accusations, M. Gagneux avait véhémentement tenté d'empêcher, par une procédure de référé, la parution de l'article de l'Événement du jeudi dévoilant le rapport de la Cour. Démissionné en janvier dernier, M. Gagneux fut remplacé par M. Michel Rolant (PS) de Valbonne-Saint-Armand (Alpes-Maritimes), assisté d'un directeur général, M. Bertrand Marchéaux, chef de cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Par la suite, M. Gagneux, qui se dit victime de sa politique de modernisation et de moralisation de la Sonacotra, devait contester point

par point les conclusions du rapport préliminaire. Ces jours-ci, il se déclarait satisfait de la version finale du rapport, datée du 1<sup>er</sup> juillet, estimant qu'elle le « blanchit ».

Le texte définitif est, certes, moins accablant que ne l'était la première version. Cependant ses réducteurs, dans un langage prudent, persistent dans leur contestation de la stratégie de M. Gagneux, qui déclinait la Sonacotra de sa finalité originelle qui est de fournir des logements à prix modiques à des travailleurs isolés, notamment immigrés. Tout en affirmant que « les comptes des exercices 1982 à 1990 sont réguliers et sains », la Cour critique les moyens financiers consacrés à la communication, qui, depuis 1988, ont sextuplé pour atteindre 23 millions de francs en 1991, « soit l'équivalent 2,5 fois du montant des redevances encaissées sur les résidents ». Elle estime encore que les procédures de passation des marchés « ne paraissent pas satisfaisantes ». Elle souligne enfin des « anomalies » et « irrégularités » à propos de la rémunération de M. Gagneux, notant que les normes d'augmentation fixées pour les dirigeants d'entreprises publiques ont été dépassées en 1989, 1990 et 1991.

R.-P. P.

Introduite par les avocats de l'homme d'affaires lyonnais

## La demande de mise en liberté de Pierre Botton est mise en délibéré au 4 décembre

LYON

de notre bureau régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a examiné, vendredi 27 novembre, la demande de mise en liberté introduite par les avocats de l'homme d'affaires lyonnais Pierre Botton, placé sous man-

dat de dépôt depuis le 14 novembre. L'audience a huis clos qui s'est tenue deux heures durant sans la présence de l'inculpé – préférant finalement rester dans sa cellule – a permis à M<sup>me</sup> Jean-Marie Chanon, bâtonnier du barreau de Lyon, Véronique Lartigue et François Gibault, de proposer un placement de leur

dient sous contrôle judiciaire assorti d'une caution de 2 millions de francs.

Estimant au contraire que la détention était nécessaire au bon déroulement de l'enquête judiciaire et aux garanties de représentativité, l'avocat général a requis le maintien de cette mesure coercitive. L'arrêt a été mis en délibéré au vendredi 4 décembre. D'ici là, M. Botton, inculpé d'abus de biens sociaux, de « banqueroute » et de « faux en écriture privée de commerce et de banque, et usage », aura été entendu par M. Philippe Courroye, juge d'instruction chargé du dossier.

Du côté des parties civiles, M<sup>me</sup> Yves Reinhard, qui s'était constituée au nom de M. Daniel Boisson (le Monde du 27 novembre) et avait déjà pris connaissance du dossier, a déclaré dans un communiqué : « Soucieux que cette constitution de partie civile n'offre prise à aucune équivoque. (...) mon associé, M<sup>me</sup> André Soulier, m'a demandé, en raison de ses fonctions électives actuelles, de me décharger de la défense des intérêts de M. Boisson. » M<sup>me</sup> Soulier, conseiller municipal de Lyon, et président du Parti républicain du Rhône, est un adversaire politique déclaré de M. Michel Noir, beau-père de Pierre Botton.

R. B.

Au cours de son interrogatoire à la PJ de Lyon

## M. Alain Mérieux aurait fourni des explications sur l'exportation, en 1985, de produits non chauffés

A la suite de son audition, jeudi 26 novembre, en qualité de témoin, par le SRPJ dans le cadre de l'enquête préliminaire ordonnée par le procureur de la République de Lyon (le Monde du 28 novembre), M. Mérieux a apporté, vendredi 27 novembre, quelques précisions sur la nature de cette procédure. Selon le président de l'Institut, l'enquête a été déclenchée par l'enregistrement, au parquet du tribunal de Paris, d'une lettre anonyme demandant des explications sur les exportations, en 1985, de produits sanguins non chauffés à la suite des informations publiées par le Monde. Le parquet général a

ensuite transmis cette demande à Lyon où le procureur de la République a ouvert une enquête. Toujours selon des informations en provenance de l'entreprise, « la chancellerie a alors souhaité que M. Mérieux soit entendu afin qu'il explique, sur le plan scientifique et matériel, l'activité de l'Institut dans le domaine de l'exploitation du facteur VIII et de son exportation. M. Mérieux a donné toutes les précisions à cet égard en soulignant qu'un élément ne permet d'affirmer que la contamination provient d'éléments de facteur VIII antihépatophiliques commercialisés par l'Institut Mérieux.



## SOCIÉTÉ

Le non-lieu pour le massacre de Rillieux-la-Pape a été cassé

## La cour d'appel de Versailles est saisie de l'affaire Touvier

Au terme d'une journée de délibéré, la chambre criminelle de la Cour de cassation a finalement décidé de suivre les réquisitions de l'avocat général : seule la partie de l'arrêt de non-lieu de la chambre d'accusation qui concernait le massacre de Rillieux-la-Pape a été cassée. Les pourvois concernant l'assassinat des époux Basch, la déportation de Jean de Filippis, l'attentat contre la synagogue de Lyon, l'assassinat de Lucien Meyer, la déportation de sa fille et de son petit-fils ont, eux, été rejetés.

La décision sur le massacre de Rillieux-la-Pape était la plus attendue car Paul Touvier a toujours reconnu sa responsabilité dans le choix des sept otages juifs fusillés après l'exécution du secrétaire d'Etat à l'Information de Vichy, Philippe Henriot. La culpabilité de Touvier ne faisant aucun doute, la chambre d'accusation avait été obligée d'examiner longuement la notion même de crimes contre l'humanité. Estimant que le régime de Vichy

n'avait jamais eu « la vocation ni l'occasion d'asseoir une domination quelconque et d'imposer une idéologie conquérante », la chambre d'accusation avait livré dans son arrêt une analyse particulière des quatre années de pouvoir du maréchal Pétain : selon elle, le régime de Vichy ne pouvait, « sauf à falsifier les données les moins contestées de l'histoire, être qualifié d'Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ».

La chambre criminelle de la Cour de cassation a suivi un tout autre chemin. Plutôt que d'analyser la nature du régime de Vichy afin de savoir s'il pratiquait une « politique d'hégémonie idéologique », la Cour s'est référée dans son arrêt au statut du tribunal militaire international de Nuremberg de 1945. Ce texte précise que le tribunal était compétent pour juger et punir « toutes personnes agissant pour le compte des pays européens de l'Axe » ayant commis

« individuellement ou à titre d'organisations » des crimes contre l'humanité. Or Paul Touvier a toujours reconnu avoir désigné les sept juifs après une entrevue de son chef direct avec le chef de la Gestapo locale, le Kommandeur Knab. La Cour de cassation conclut donc : « La chambre d'accusation ne pouvait, sans se contredire, déclarer que les assassinats poursuivis ne constituaient pas des crimes contre l'humanité tout en relevant qu'ils avaient été perpétrés à l'instigation d'un responsable de la Gestapo, organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratiqué une politique d'hégémonie idéologique. » En conséquence, la partie de l'arrêt de non-lieu qui concernait le massacre de Rillieux-la-Pape a été cassée.

Le dossier de Rillieux-la-Pape sera donc confié à de nouveaux magistrats. L'avocat général avait suggéré que la chambre criminelle désigne la chambre d'accusation de Lyon, mais la Cour de

cassation a finalement préféré la cour d'appel de Versailles. Une décision inattendue avait été cassée par la chambre criminelle au tout début de l'affaire, en 1975, et l'usage veut que l'on ne renvoie pas un dossier vers une juridiction dont une décision a été cassée.

En revanche, les pourvois qui concernaient les six autres dossiers (lire l'encadré) ont été rejetés par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Dans son arrêt, la cour suprême, qui n'est pas chargée de rejurer le fond du dossier mais de veiller au respect des règles de droit, se contente de rappeler qu'il appartenait à la chambre d'accusation « d'apprécier la valeur des éléments recueillis par l'information et de se prononcer sur l'existence des charges ». Du coup, le non-lieu prononcé le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris au sujet de ces six affaires est définitif.

ANNE CHEMIN

## Les attendus de la décision

« Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué, que le 28 juin 1944, après l'annonce de la mort de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et à la propagande, membre de la Milice, Paul Touvier aurait, en sa qualité de chef du service régional de la Milice à Lyon, donné des instructions et fourni des moyens pour que sept otages appartenant à la communauté juive soient exécutés par des membres de la Milice ; que les sept cadavres ont été découverts le 29 juin 1944 à Rillieux-la-Pape, munis d'étiquettes qui ont permis l'identification de six d'entre eux, le septième étant demeuré inconnu ;

« Que les juges, après avoir retenu l'existence de charges suffisantes contre Touvier de s'être rendu complice de cet assassinat, ont recherché si celui-ci constituait un crime contre l'humanité au regard de l'article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, et s'il était imprescriptible selon la loi du 26 décembre 1964 ;

« Qu'ils observent qu'outre l'intention criminelle qui doit exister en matière de crime de droit commun, les crimes contre l'humanité doivent entrer dans l'exécution d'un plan concerté, accompli au nom d'un Etat pratiquant de façon systématique une politique d'hégémonie idéologique et être commis contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse ou contre les adversaires de cette politique d'hégémonie idéologique ;

« Attendu que, pour rechercher si les agissements imputés à Touvier entraient dans un tel plan concerté, les juges se livrent, par les motifs rapportés aux moyens, à l'analyse de l'idéologie tant du gouvernement de fait de l'Etat français que de la Milice, organisation créée par l'acte dit loi du 30 janvier 1943 ; que, se fondant particulièrement sur « une considérable bibliographie », ils parviennent à la conclusion que l'Etat vichyssois »

ne pratiquait pas une politique d'hégémonie idéologique, considérant que sa politique de collaboration avec l'Etat national socialiste allemand était essentiellement pragmatique ; que, malgré les mesures antisémites adoptées, « jamais n'avait été proclamé, comme en Allemagne, que le juif était l'ennemi de l'Etat » ; qu'enfin la Milice, l'une des « composantes » de l'Etat français, qui avait des visées hégémoniques et avait parmi ses objectifs la lutte « contre la lèpre juive pour la pureté française », n'était pas parvenue à transformer l'Etat autoritaire en Etat totalitaire ;

« Que, par ailleurs, l'arrêt rapporte les déclarations de Touvier qui, sans contester sa participation à la décision d'exécution des otages, a toujours déclaré que celle-ci avait été prise de concert avec de Bourmont, alors chef

régional de la Milice de Lyon, après une entrevue avec le Kommandeur Knab, chef de la Gestapo locale, qui entendait, à la suite de l'assassinat de Philippe Henriot, exercer des représailles massives sur la population juive ; que de Bourmont et Touvier seraient parvenus à faire réduire le nombre des victimes dont l'inculpé aurait eu la mission de faire assurer l'exécution ;

« Que les juges considéraient cependant que cette exécution est « une réaction à chaud » relativement improvisée » ayant pour cause la mort de Philippe Henriot, écartant l'idée que Touvier se soit fait l'exécuteur d'une décision des Allemands, « même si les intentions qu'il prête aux Allemands ont joué un rôle dans son comportement et dans la décision qu'il reconnaît avoir prise » ;

« Que de l'ensemble de ces

énonciations la chambre d'accusation déduit que l'assassinat en cause ne saurait être qualifié crime contre l'humanité et se trouve dès lors prescrit ;

« Mais attendu qu'en se déterminant de la sorte, et alors qu'aux termes de l'article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, les auteurs ou complices de crimes contre l'humanité ne sont punis que s'ils ont agi pour le compte d'un pays européen de l'Axe, la chambre d'accusation ne pouvait, sans se contredire, déclarer que les assassinats poursuivis ne constituaient pas des crimes contre l'humanité tout en relevant qu'ils avaient été perpétrés à l'instigation d'un responsable de la Gestapo, organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratiqué une politique d'hégémonie idéologique, la cassation est dès lors encourue ».

## L'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg

Nous publions le texte de l'article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg sur lequel l'arrêt de la Cour de cassation est essentiellement fondé.

« Le tribunal établi par l'accord mentionné à l'article premier ci-dessus pour le jugement et le châtiment des grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe sera compétent pour juger et punir toutes personnes qui, agissant pour le compte des pays européens de l'Axe, auront commis, individuellement ou à titre de membres d'organisations, l'un quelconque des crimes suivants :

Les actes suivants, ou l'un quelconque d'entre eux, sont des crimes soumis à la juridiction du tribunal et entraînant une responsabilité individuelle :

a) les crimes contre la paix : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une

guerre d'agression ou d'une guerre de violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté, ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent ;

b) les crimes de guerre : c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages, ou la destruction que ne justifient pas les exigences militaires ;

c) les crimes contre l'humanité :

c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal, ou en liaison avec ce crime.

Les dirigeants, organisateurs, promoteurs ou complices qui ont pris part à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot pour commettre l'un quelconque des crimes ci-dessus définis sont responsables de tous les actes accomplis par toutes personnes, en exécution de ce plan. »

## Le droit sans l'histoire

Suite de la première page

Déguisés en historiens, les juges pouvaient alors conclure que l'Etat français, de 1940 à 1944, n'avait en rien pratiqué une « politique d'hégémonie idéologique » seule susceptible d'offrir un cadre aux crimes, imprescriptibles, contre l'humanité.

La chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Christian Le Guenec s'est bien gardée d'opposer à cette leçon la sienne. Comme si l'exposé laconique de la chambre d'accusation de Paris ne méritait pas réponse. Comme si la mémoire d'un jugement du 8 juillet 1981 rédigé par M. Pierre Drai, aujourd'hui premier président de la Cour de cassation, précisait qu'il ne revient pas aux juges « d'imposer une thèse historique qui aurait valeur d'histoire officielle », suffisait.

Juges de droit, « séduits de la loi », les conseillers de la chambre criminelle ont de même évité de rendre un arrêt à la seule lumière de leurs réflexions de 1985. Cette année-là, la chambre criminelle avait précisé que les crimes contre l'humanité doivent entrer dans l'exécution d'un plan concerté accompli au nom d'un Etat pratiquant, « ne politique d'hégémonie idéologique ».

## Sur ordre de la Gestapo

Loin de s'écarter exclusivement sur sa formule, abondamment citée par toutes les parties, la chambre criminelle se réfère tout autant aux termes de l'article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg pour finalement casser partiellement le non-lieu accordé à Paul Touvier. Ce retour aux origines de la législation du crime contre l'humanité autorise un raisonnement simple et imparabole.

L'analyse porte sur le dossier du massacre de Rillieux-la-Pape où sept juifs furent assassinés le 29 juin 1944 en représailles de l'exécution du secrétaire d'Etat à l'Information, Philippe Henriot. La veille, Paul

Touvier, obéissant aux ordres du chef régional de la Milice et à ceux du Kommandeur Knab, chef de la Gestapo, avait désigné les futures victimes.

La chambre criminelle observe à cette occasion que Paul Touvier, selon ses propres déclarations maintes fois répétées, a agi sur l'ordre de la Gestapo. Constatant que cette dernière est une « organisation déclarée criminelle comme appartenant à un pays ayant pratiqué une politique d'hégémonie idéologique », la chambre criminelle conclut à la cassation en relevant la contradiction de la chambre d'accusation qui refusait de voir en Touvier un « agent de l'Etat allemand », fil-ice ce jour-là.

Au-delà de la rigueur logique de son argumentation, on relèvera tout de même que la chambre criminelle s'abstient de se prononcer sur la nature du régime de Vichy. De même parvient-elle à ne pas qualifier la Milice dans la mesure où son rôle ne l'intéresse que par son lien de subordination et de complicité, le 29 juin 1944, avec la Gestapo.

A l'évidence, le propos des juges de la Cour suprême n'a pas été, vendredi 27 novembre, d'énoncer une nouvelle définition des crimes contre l'humanité pouvant s'appliquer plus précisément aux ressortissants français. Leur arrêt a néanmoins le mérite de renvoyer une partie de l'énorme dossier Touvier devant une nouvelle chambre d'accusation. Ainsi l'ancien chef milicien comparaitra-t-il peut-être, un jour, devant une cour d'assises.

Il reviendrait alors à un jury de juger le collaborateur en étudiant son « milieu » : ce régime de Vichy drapé dans le slogan faussement candide de « Travail, Famille, Patrie » alors même qu'il braillait le pays et son honneur aux nazis ; cette Milice prétendument occupée à défendre les valeurs chrétiennes et en réalité obsédée par la lutte « contre la lèpre juive ».

LAURENT GRELSAMER

## Les réactions

■ M. Michel Noir : l'arrêt de la Cour de cassation permet une « vraie justice ». « Cet arrêt permet qu'une vraie justice soit enfin rendue, a déclaré le maire de Lyon. Il est réconfortant que l'institution judiciaire suprême de notre République vienne effacer ce qui aurait constitué une trahison de la mémoire de la France et des valeurs qui sont celles de la patrie des droits de l'homme ».

■ M. Serge Klarsfeld : un soulagement mitigé. « Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et des filles de déportés juifs de France, s'est déclaré « soulagé » par la décision de la Cour suprême. Mais il déplore le « tour de passe-passe » de la Cour de cassation qui a choisi, dit-il, une « solution de facilité ».

■ Les Fils et Filles des déportés juifs de France (FFDJF) : soulagement. « La FFDJF se déclare « soulagée » que l'arrêt Touvier [soit]

cassé ». Elle déclare : « L'essentiel maintenant est que très prochainement la chambre d'accusation de Paris examinera la réquisitoire du parquet à l'encontre de Bousquet, ancien chef de la police de Vichy. Les magistrats auront alors à déterminer si l'Etat français de Vichy a mené une politique d'hégémonie idéologique à l'encontre des juifs et s'il s'est rendu coupable de crime contre l'humanité ».

■ M. Cheucrey et Lyon-Caen : l'arrêt ne se prononce pas sur Vichy. « L'arrêt ne se prononce pas sur la politique d'hégémonie idéologique conduite par le gouvernement de Vichy », observe M. Charles Choucrey, partie civile. « Il restreint la notion de crime contre l'humanité aux puissances de l'Axe et pendant la deuxième guerre mondiale », note aussi M. Arnaud Lyon-Caen, autre conseil de parties civiles.

■ M. Jacques Trémolet de Villers : « convenable ». « Une cassation dans ces conditions et un renvoi à Versailles, c'est plus que convenable », a déclaré le défenseur de Paul Touvier, M. Trémolet de Villers.

— 1946 : Paul Touvier est condamné à mort par contumace à Lyon.

— 1947 : l'ancien milicien est à nouveau condamné à mort par contumace à Chambéry pour intelligence avec une puissance étrangère ou avec ses agents. Durant vingt ans, il vivra dans la clandestinité en France.

— 1959-1963 : d'innombrables démarches sont entreprises par Touvier et ses proches, notamment Mgr Charles Duquaire, pour bénéficier d'une amnistie ou d'une grâce.

— 1967 : vingt ans après sa seconde condamnation à mort, l'ancien milicien bénéficie de la prescription de ses condamnations criminelles.

— 1971 : le président Georges Pompidou signe un décret de grâce qui annule l'interdiction de séjour dans plusieurs départements et la confiscation de ses biens qui frappait encore Touvier.

— 1972 : l'hebdomadaire l'Express révèle l'existence de cette mesure de grâce et il s'ensuit une grande émotion dans le pays. Touvier disparaît à nouveau avec sa famille sous des identités d'emprunt.

— 1973 : un juge d'instruction de Lyon reçoit les premières plaintes de parties civiles pour

crimes contre l'humanité contre Touvier.

— 1974-1979 : le dossier Touvier est l'objet de blocages de la part du juge d'instruction et des chambres d'accusation de Lyon et de Chambéry jusqu'au 6 février 1975, lorsque la Cour de cassation assainit leurs décisions à un « refus d'information ».

— 1979 : la chambre d'accusation de Paris demande le 17 décembre 1976 au Quai d'Orsay son interprétation de plusieurs conventions internationales évoquant la notion de crime contre l'humanité.

— 1980 : l'enquête de la brigade criminelle pour retrouver l'ancien chef milicien échoue. Mais ce dernier accorde notamment de longues entretiens au *Quotidien de Paris* qui remarque qu'il « devient vague ou muet quand on lui pose des questions précises ».

— 1981 : un mandat d'amener est délivré par le juge d'instruction Martine Anzani contre Touvier.

— 1983 : la famille de Victor Basch dépose plainte. Victor Basch, ancien président de la Ligue

des droits de l'homme, a été assassiné le 10 janvier 1944, ainsi que son épouse.

— 1984 : le quotidien *Le Dauphiné Libéré* publie le 19 septembre l'avis de décès d'un certain Paul Touvier.

— 1988 : le juge d'instruction Claude Grellier retire l'enquête à la police pour la confier à la gendarmerie.

— 1989 : Touvier est arrêté le 24 mai dans l'enceinte du prieuré Saint-François, à Nice. Il est inculpé de crimes contre l'humanité et écroué par le juge d'instruction Jean-Pierre Getti.

— 1990-1991 : la chambre d'accusation de Paris confirme à plusieurs reprises le maintien en détention de Touvier. Les juges considèrent que l'ancien milicien est « impliqué dans quatre affaires très graves, voire d'avoir personnellement participé ».

— 1991 : l'ancien milicien est libéré par la chambre d'accusation, le 11 juillet, au motif principal que sa détention n'est « plus nécessaire à la manifestation de la vérité ».

Le juge Getti clot son instruction au début de l'automne et demande le renvoi de Touvier devant les assises. Du 2 au 13 décembre, la chambre d'accusation entend les avocats des parties civiles et la défense de Touvier.

— 1992 : la commission présidée par l'historien René Rémond remet le 6 janvier son rapport sur « Touvier et l'Eglise » au cardinal Albert Decourtray, à l'origine de cette enquête. Le rapport met l'accent sur les nombreux réseaux ecclésiastiques qui ont protégé Touvier depuis la Libération.

Le 13 avril, la chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Jean-Pierre Henne, rend un arrêt de non-lieu général en faveur de Paul Touvier. Le procureur général de Paris, M. Pierre Truche, forme aussitôt un pourvoi devant la Cour de cassation contre cet arrêt.

Une réprobation générale s'exprime en France, largement relayée par les médias. Le président François Mitterrand, en visite en Turquie, déclare : « Je suis moi aussi surpris. Le mot est modeste ». Le 16 avril, un sondage indique que 73 % des personnes interrogées sont choquées par le non-lieu. Le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drai, fait savoir qu'il comprend l'émotion soulevée par l'arrêt de la chambre d'accusation mais lance un appel au calme. Le premier président indique que le pourvoi sera examiné dans un délai de huit à neuf mois « alors que les passions et les émotions seront apaisées ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
L'ÉCONOMIE







## SPECTACLES

elle Louis-Juvet, 67 (43-54-42-34) ;  
L'Entréop, 14 (45-43-41-63).  
**MORTELLE JEUNESSE** (Fr.) : L'Entrep  
14 (45-43-41-63).  
**MY OWN PRIVATE IDAHO** (A., v.o.) :  
Ciné Beaubourg, 18 (42-71-52-38) ; Stu  
diopolis, 19 (45-42-36-19-08).  
**LES NUITS FAUVES** (Fr.) : Gaumont Li  
1 (40-26-12-12) ; Gaumont 1  
2 (47-42-1-33) ; 14 Juliet Odéon,  
12 (43-58-59-13) ; Gaumont Mangin  
Concorde, 18 (45-42-31-16) ; Ju  
11 (43-57-80-81) ; Les  
12 (43-43-04-67, 36-65-71-33) ;  
mont 1 (ex Favettte), 1  
17 (47-07-58-38) ;  
18 (47-07-58-38) ;  
19 (36-65-75-14) ; 14 Juliet Beaugrenell  
15 (45-75-78-79) ; Wepler 1  
15 (45-42-47-94).  
**OMBRÉ ET BROUILLARD** (A., v.o.) :  
Ciné Beaubourg, 18 (42-71-52-38) ;  
Ciné Logos.  
Louis-Louis-Louvot,  
14 (43-54-42-34).  
**LA PETITE AMIE D'ANTONIO** (Fr.) :  
Studio 18 (43-26-58-00).  
**PORTES OUVERTES** (It., v.o.) :  
Ciné Beaubourg, 18 (42-71-52-38) ;  
Ciné Logos.  
**BOOKS** (Brit.-Hol., v.o.) :  
Ciné Beaubourg, 18 (42-71-52-38) ; De  
lart, 14 (43-21-41-01).  
**DE L'ANGE** (A., v.o.) :  
George V, 15 (45-82-41-4).  
**RESERVOIR DOGS** (A., v.o.) : Ciné Be  
aubourg, 3 (42-71-52-38) ; Lucmaires,  
14 (45-44-57-34) ; Pavlov, 1  
15 (45-44-58-38).  
**RETOUR À HOWARDS END** (Brit., v.o.) :  
Bati, 18 (43-37-57-47).  
**RHENS DU TOUT** (Fr.) : Ciné Beaubour  
3 (42-71-52-38) ;  
12 (43-58-81-63) ; Saint-Laure-Pasqueu  
18 (43-87-36-36, 36-65-71-33) ;  
19 (43-87-36-36, 36-65-71-33) ;  
Saint-François, 9 (47-70-33-59) ; 14 J  
11 (43-87-87-81) ;  
12 (43-43-04-67, 36-65-71-33) ;  
17 (47-07-58-38) ; Favettte,  
18 (47-07-58-38) ;  
36-65-70-14) ; 14 Beaugrenell  
15 (45-75-78-79) ; Blavante Montp  
nasses, 19 (68-68-70-38).  
**SCANDALE SECRET** (Fr., v.o.) :  
Logos 11 (43-54-42-34).  
**LES SEIGNEURS AGNEAUX** (A., v.o.) :  
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ;  
Cinches, 6 (44-33-11-82) ;  
18 (45-42-41-66, 65-70-74) ; Saint-La  
ure, 19 (45-42-41-66) ; v.f. : Paris Cin  
11 (43-87-87-81) ;  
15 (45-75-78-79) ; Blyssat le  
coin, 8 (43-59-36-14) ;  
**SPEYTERS** (Hol., v.o.) :  
14 (43-21-41-01).  
**TALONS AIGUILLES** (Esp., v.o.) : D  
lart, 14 (43-21-41-01).  
**THE COMPANY OF STRANGERS** (A.  
v.o.) : Tralac Braco, 18 (45-81-10-8)  
**THE LONG DAY CLOSÉS** (Fr., v.o.) :  
Reflex Média, Logos telc 15 (45-44-52-34).  
**THE PLAYER** (A., v.o.) : Studio des Un  
15 (43-26-19-08).  
**THE UNBELIEVABLE TRUTH** (A., v.o.) :  
Espace 18 (45-47-07-20-48) ;  
Satellite, 14 (42-71-52-38) ;  
**THEUMA ET LOUISE** (A., m.o.) : C  
Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cinchoc  
18 (43-83-10-82).  
**TONG** (Jr.) (danois) :  
bourg, 6 (48-33-47-77, 36-65-70-43).  
**TOSHI LA MATINEE MONDIE** (Fr.  
Ciné Beaubourg, 18 (42-71-52-38) ;  
Félix Fata, 15 (43-26-58-00) ; Sa  
15 (45-32-31-88).  
**TULLET ME** (v.o.) : 14 Juliet Parness  
15 (43-26-58-00).  
**UN CEUR EN HIVER** (Fr.) : Pathe Im  
18 (42-71-52-38) ;  
12 (45-10-30, 36-65-70-43) ; USC  
Parnassus, 15 (45-74-94-9)  
36-65-70-14) ; Biarritz,  
18 (45-82-20-40, 36-66-70-81) ;  
**UN ÉTÉ**  
**UN ÉTÉ... LES HISTOIRES** (Fr.) :  
L'Entrép, 14 (45-43-41-63).  
**UNE ÉQUIPE ... DU COMMUNI** (Fr.  
v.o.) : Horton, 11 (45-08-57-7)  
36-65-70-83) ; Danter  
12 (42-25-10-30, 36-65-70-83) ;  
18 (45-74-94-9, 36-66-70-81) ;  
George V, 18 (45-62-41-4) ;  
36-65-70-14) ; v.f. : Rex,  
18 (45-74-94-9) ;  
Parnassus, 15 (45-74-94-9) ;  
18 (42-25-10-30, 36-65-70-18) ;  
12 (43-43-01-58),  
Gobbellins, 13 (45-61-84-8)  
36-65-70-45) ; Mistral, 1  
SGO, 18 (45-74-94-9) ;  
15 (45-74-93) ; UCC Convention,  
18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta,  
18 (45-74-93) ;  
18 (45-74-93) ;  
**UNE VIE INDEPENDANTE** (Fr.-Russ  
v.o.) : Rex, 15 (45-87-47-7)  
André-des-Arts 1, 18 (45-74-94-9) ; Lucmaire,  
14 (44-57-34).  
**VALEUSE D'AMOUR** (It., v.o.) : Latine,  
12 (47-48-47-86).  
**VERSAILLES RIVE GAUCHE** :  
18 (45-74-94-9) ;  
André-des-Arts 1, 18 (45-74-94-9) ;  
**WAYNE'S WORLD** (A., v.o.) : George  
8 (45-62-41-48, 36-65-70-74) ; v.f.  
Rex, 2 (42-36-83-93, 36-65-70-83) ;  
USC Montparnasse, 6 (45-74-94-9)  
36-65-70-14).  
**LE ZEBRE** (Fr.) : Grand Pavlov, 1  
15 (45-81-68) ; Saint-Lambert,  
15 (45-32-81-68).

**LES SÉANCES SPÉCIALES :**

**LES AILES DU DESIR** (Fr.-All., v.o.) :  
Grand Pavlov, 15 (45-68-19-09) 18 h  
**ALPHA BRAVO** (A., v.f.) : Cinéma,  
18 (45-08-34-00) 0 h.

**HAKARA** (Fr.-Suïs.-Esp.) : Image d'  
leurs, 15 (45-87-18-09) 18 h 15.

**BLUE VELVET** (A., v.o.) : Beaubour  
17 (42-71-52-38) 0 h 05.

**BIZILLI** (Brit., v.o.) : 3 Galsade,  
18 (45-74-94-9) 18 h.

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS**  
**COSTARD** (A., v.o.) : Studio des Un  
lines, 5 (43-26-19-08) 17 h.

**CHÉRÉE, J'AI RÉTRICÉ LES GOSS**  
**(A., v.f.)** : Saint-Lambert, 15  
15 (45-32-81-68) 16 h.

**CROC-BLANC** (A., v.f.) : Saint-Lam  
15 (45-32-81-68) 18 h 45.

[illegible]







# TÉLÉVISION

## Samedi 28 novembre

**TF 1**  
**00.45** Variétés : *Surprise sur scène*. C. Jérôme, Bernard Hinault, Sapho, Emmanuel, Janot Bergeron, Patrick Chazotte, Sapho, C. Jérôme, Bernard Hinault, Emmanuel, Janot Bergeron.  
**22.25** Magazine : *Ushualta*. L'île des Pâques (2 parties). Deux secondes avec l'impromptu de Frédéric Potier : La France du monde, de Jean-Jacques Lussan, de Jean-Jacques Lussan, de Jean-Jacques Lussan.  
**0.50** Journal : *Journal*.  
**FRANCE 2**  
**10.10** Magazine : *La Nuit des héros*. Présenté par Michel Creton.  
**22.40** Magazine : *Double jeu*. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial : Invités : Amanda Lear, Love Moor, Adèle Hallyday, Sophie Darel, Evelyn Leclercq.  
**0.05** Journal : *Journal*.  
**0.20** Magazine : *La 25<sup>e</sup> Heure*. Présenté par Jacques Perrin. Pourquoi Hanoi ? de Vojtech Jasny.

**JOURNAL OFFICIEL**  
 Sont publiés au Journal officiel du 27 novembre 1992 les modalités d'organisation du concours pour le recrutement d'agents administratifs de la police nationale au titre de l'année 1993 (dactylographes) (femmes et hommes).  
**UNE DÉCISION**  
 - Du 10 novembre 1992 portant agrément de produits explosifs.

### FRANCE 3

**20.45** *Journal* : *Puissance 4*.  
**22.05** *Journal* : *Météo*.  
**22.30** Magazine : *Strip-tease*. De Jean-Louis et Marie-Louise Lamensch. Bisous sur toute la ligne, de Didier Lenoir : Duel d'Amal Carlier : *Strip-tease*.  
**23.15** Magazine : *Strip-tease*. Présenté par Marie-Louise Lamensch. Bisous sur toute la ligne, de Didier Lenoir : Duel d'Amal Carlier : *Strip-tease*.  
**CANAL PLUS**  
**10.10** Spectacle : *La Concours*. En direct du Cirque d'Hiver.  
**11.00** Flash d'Informations.  
**11.00** Divertissement : *Samedi soir* avec les Nouveaux.  
**23.00** Magazine : *Journal*.  
**23.30** Cinéma : *La Concours*. En direct du Cirque d'Hiver.  
**0.00** Cinéma : *La Concours*. En direct du Cirque d'Hiver.  
**0.15** Cinéma : *La Concours*. En direct du Cirque d'Hiver.  
**ARTE**  
**21.15** Documentaire : *La mémoire d'un monstre*. De Michel Schöbel.  
**22.15** Cinéma d'animation : *Action de grâce*, de Ken Wallace ; *Anjam*, film collectif ; *Lupo*, de Butcher, d'Ami Antonucci ; *Dog Brain*, de Mary Newland.  
**22.50** Magazine : *Macadam*. Guitar Legends, de O'Neill et Gavin Taylor.  
**0.20** Série : *Monty Python's Flying Circus* (rediff.).  
**M 6**  
**20.40** *Journal* : *Journal*.  
**23.55** Série : *Journal*.

## Dimanche 29 novembre

### TF 1

**00.40** Cinéma : *Noce blanche*. Film français de Jean-Claude Brisseau (1988). Avec Bruno Cremer, Vanessa Paradis, Lucie Laquière.  
**0.15** *Journal* : *Journal*.  
**FRANCE 2**  
**10.10** Cinéma : *Police Academy 3*. Film américain de Jerry Paris (1986). Avec Steve Guttenberg, Gene Wilder, David Graf.  
**22.15** Magazine : *Bouillonnement*. Présenté par Bernard Blier.  
**23.40** *Journal* : *Journal*.  
**0.00** Magazine : *Musiques au monde*. Luffy.  
**FRANCE 3**  
**21.15** Jeu : *Questions pour un champion*. Présenté par Julien Lepers. Minitel.  
**22.15** Magazine : *Le Divan*. Présenté par Henry Chapier. Invité : Jean Nouvel, architecte.  
**23.05** Cinéma : *Retour à l'oubli*. Film français d'Albert Decoin (1938). Avec Danielle Darrieux, Pierre Dux, Dumesnil.  
**CANAL PLUS**  
**20.35** Cinéma : *Paris s'éveille*. Film français d'Olivier Assayas (1981). Avec Judith

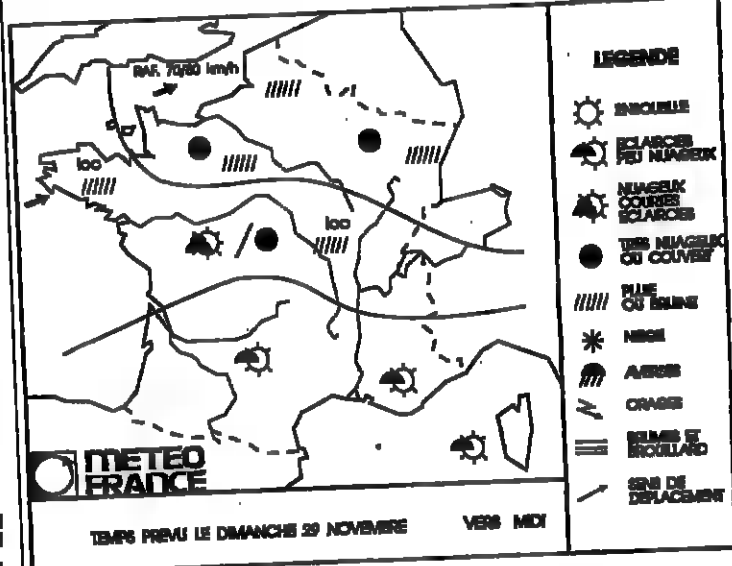
Godrèche, Jean-Pierre Léaud, Thomas Langmann.  
**22.10** Magazine : *L'Équipe du dimanche*. Football ; Boxe.  
**0.40** Cinéma : *La Servante écarlate*. Film américain de Victor Sjöström (1989). Avec Natasha Richardson, Faye Dunaway (v.o.).  
**ARTE**  
**20.10** Soirée thématique : *Science-fiction*.  
**20.11** Documentaire : *Entretien avec Terry Gilliam à propos de Brazil*. De Jean Anestay et Yann N'Guyen Minh.  
**20.35** Cinéma : *Brazil*. Film britannique de Terry Gilliam (1984). Avec Jonathan Pryce, Robert De Niro, Michael Palin (v.o.).  
**23.45** Court métrage : *Le Bunker*. De Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet.  
**0.10** Documentaire : *Science-fiction*.  
**M 6**  
**22.35** Magazine : *Culture pub*.  
**23.05** Cinéma : *Le Manoir aux louves*. Film français de Michel Lemoine (1972). Avec Michel Bouquet, Jeanne Reynaud, Nathalie Zelger.  
**0.40** Informations.  
**0.45** Magazine : *Nouba*.

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 NOVEMBRE ■ 0 HEURE TUC

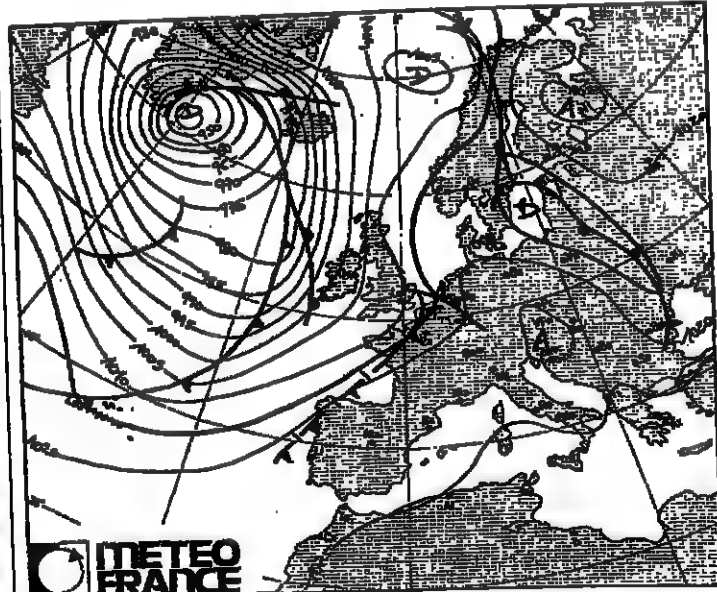


PRÉVISIONS POUR LE 29 NOVEMBRE 1992



Dimanche : ciel nuageux et humide au Nord, soleil au Sud. La journée sera la plus souvent ensoleillée. Les brouillards, notamment dans les vallées de la Garonne, du Massif Central et du Lyonnais, se dissipent en matinée. C'est après-midi. Des modérées touchent le Nord le matin puis se décalent vers les régions du Nord-Est. Les températures minimales seront généralement comprises entre 5 et 10 degrés. Elles monteront rapidement vers 10 à 14 degrés sur la moitié nord. Le Sud, atteignant 13 à 18 degrés, sera le plus ensoleillé.

PRÉVISIONS POUR LE 30 NOVEMBRE 1992 ■ 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-11-92

FRANCE	STASBOURG	LUXEMBOURG	MADRID
ALACANT	13 9 D	17 8 N	16 8 D
BARCELONE	13 10 D	18 8 P	26 8 D
BORDEAUX	12 10 C		19 8 D
BRESCIA	12 10 C		16 - 2 D
CAEN	14 9 C		7 - 1 D
CHERBOURG	12 8 C		2 - 10 -
CHERBOURG-FR	11 8 C		25 12 -
DAKAR	23 24 D		14 7 N
GENÈVE	11 4 N		22 7 N
LAJOLLE	11 4 N		1 - 6 D
LIÉGÈRE	11 4 N		27 21 -
LYON	11 4 N		20 8 B
MARSEILLE	14 4 D		22 7 D
NANCY	10 6 P		30 11 C
NANTES	14 13 P		4 1 C
NICE	18 18 H		25 16 D
PARIS-MONTY	8 8 N		10 4 C
PARIS	8 8 N		23 11 D
PORTO-LYON	11 11 D		6 2 C
RENNES	14 11 D		16 6 D
ST-ETIENNE	11 6 H		11 2 C
ÉTRANGER	STASBOURG	LUXEMBOURG	MADRID
ALGER	23 24 D		14 7 N
AMSTERDAM	9 6 N		22 7 N
ATHÈNES	30 12 N		1 - 6 D
BANGKOK	30 21 D		27 21 -
BARCELONE	13 8 D		20 8 B
BERLIN	12 8 D		22 7 D
BRUXELLES	7 2 C		30 11 C
LE CAIRE	19 10 D		4 1 C
COPENHAGUE	7 4 D		25 16 D
DAKAR	32 24 D		10 4 C
DELHI	22 9 D		23 11 D
GENÈVE	11 4 N		6 2 C
HONGKONG	22 18 -		16 6 D
ISTANBUL	13 7 N		11 2 C
JERUSALEM	11 1 D		
LESBONNE	11 1 D		
LONDRES	11 3 N		
LOS ANGELES	21 11 D		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
 (Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

**Brazil en v.o.**  
 29 novembre à 20h35  
 Le délire du plus dément des Monty Python, Terry Gilliam.  
 Allumés, allumez.

**LAISSEZ VOUS DERANGER PAR ARTE.**

طلة امه لاص







## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 23 AU 27 NOVEMBRE 1992

## PARIS

## Embellie sans vie

Novembre s'est achevé dans le rouge, décembre débute dans le vert. La semaine écoulée aura été celle des contrastes, d'entrée de jeu, un net redressement, ensuite, le sur fond d'échanges plus vifs que d'habitude. L'embellie ressemble à un trompe-l'œil, son relief traduit parfaitement l'incertitude ambiante. Les accords du GATT, les manifestations des agriculteurs, l'agitation monétaire ont troublé les investisseurs qui pour la plupart restent sur la réserve. Quelques interventions sont présentes, l'encombrement du pessimisme ambiant, profitant de la hausse des grandes places internationales pour investir sur le marché français. Ainsi, depuis mardi, premier jour du mois, le boursier de décembre, les n'ont été que hausses (+ 2,74 % jeudi, + 0,02 %, mercredi, + 1,09 % jeudi, + 0,57 % vendredi). Ce raffermissement, dans un marché peu actif, a permis de terminer la semaine sur une note positive (+ 1,47 %) malgré une vive baisse lundi (- 2,87 %). Ce jour-là, le mois de novembre s'est soldé quant à lui par une baisse (- 5,19 %).

Si les transactions ont été faibles, quelques valeurs ont néanmoins été recherchées ou attaquées. L'événement marquant reste sans conteste la modalité de la fusion Matra

Hachette. Lundi, deux groupes ainsi que celle du holding de MMB étaient pendues à l'attente de la réunion des conseils d'administration. Ces derniers ont ratifié la parité d'échange pour 5 Matra à 2,2 Hachette initialement. Sur la griffe la perspective d'une augmentation de capital d'Hachette au 76,30 francs, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport au dernier cours enregistré (69,40 franc).

## Bis, CFI, Guintoli

La réaction fut vive le lendemain à la reprise des échanges. Hachette a incité à l'ouverture en raison de l'absence d'ordres de vente. Le titre, après avoir baissé de 10 %, perdait l'issue de la journée 10,9 % à 62 francs avec 111 000 titres échangés. Les actionnaires réagissent ainsi négativement au prix pour l'augmentation de capital qu'ils jugent trop bas par rapport aux récents cours de Bourse. Mais, la semaine dernière fut quand même importante. L'action perdait 5,5 % à 58 francs avec 100 000 titres échangés. Liée désormais à Hachette en raison de la parité d'échange, cette action tombait à 52 francs, son cours théorique, qui avoisine les 217 francs.

La présentation des modalités de la privatisation de Rhône-Poulenc n'a guère eu d'effet sur le cours du

titre. Et pour l'Etat, si l'Etat a détaillé le déroulement futur de la mise en œuvre des 6 millions de titres, il n'a pas indiqué la date de l'opération - sera le 1<sup>er</sup> février, - ni le prix auquel. Auparavant, les pouvoirs publics doivent transformer les titres émis en CIP (certificats d'investissement) privés. En 1993, les titres (titres participatifs) A émis en 1991 en actions, M. Jean-Pierre Tirofflet, directeur financier du groupe chimique, l'Etat, dans un premier temps, récupérera le privilège attaché à ces titres qui seront évalués à une rémunération supplémentaire de 5 francs par titre. La valeur de ce privilège sera ensuite évaluée dans une fourchette allant de 55 à 60 francs. L'Etat mesurera un certain nombre d'actions émises par Rhône-Poulenc. A l'issue de ces opérations de conversion, la structure du capital de Rhône-Poulenc sera simplifiée. Le groupe aura alors posséder 11 millions d'actions, 12 millions de CIP et 11 millions de TPSA, soit un total de 22 millions d'actions.

Les jugements négatifs d'analystes révisent à la baisse leurs prévisions de cours sur les titres de l'OPA comme le groupe de travail temporaire (- 20 %).

Ces rumeurs, qui ont évoqué une entrée d'Elf dans le SPEP, holding du groupe Schneider, ont provoqué une hausse des cours lundi, se déclinant en enquête de la CCF. A l'inverse,

l'évocation par les dirigeants du Carrefour d'une prochaine opération de 10 % détenus dans le groupe a peu influé sur le titre. Un acquiescement anglais, King Fisher, sur les rangs. D'autre part, la famille Dubois, qui détient avec les autres investisseurs le 22 % du leader européen du bricolage, ne s'est pas augmenté sa participation.

Les conclusions de la BCFI ont été suspendues jeudi pour tout mouvement spéculatif avant la réunion du conseil d'administration du 11 décembre prochain. Ce dernier devrait valider une recapitalisation en raison de l'importance des pertes : 145 millions de francs en 1992 pour un montant de 200 millions de francs propres.

Vendredi, les marchés boursiers annonçaient qu'ils seraient fermés à l'offre publique d'échange sur les titres CFI (Compagnie foncière internationale) proposée par la BCFI. Les investisseurs avaient au lieu pour une éventuelle augmentation de parités proposées, mais n'ont guère réagi.

Enfin, l'Etat pourrait être obligé de lever prochainement une OPA sur Guintoli, car sa filiale Clements Française a été rachetée depuis mars 1990 plus de 33 % du capital de cette firme de construction n'avait pas lancé d'OPA comme l'impose la réglementation. L'Etat a le prix retenu. La cours de Guintoli, à l'époque, était d'environ 1 000 francs, il est aujourd'hui à 720 francs.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

## Espoir de reprise

NYSE DOW JONES

+1,7%

Wall Street a connu une embellie grâce à la publication de statistiques économiques reflétant une accélération de la reprise économique des Etats-Unis. La hausse de l'indice Dow Jones a été de 1,7 % au cours de cette brève session, le marché étant fermé jeudi pour Thanksgiving et ayant terminé deux heures plus tôt vendredi. Les investisseurs ont retrouvé leur optimisme mardi grâce à l'annonce d'un relâchement de la confiance des consommateurs américains en novembre. Cette hausse de confiance devrait entraîner une nette amélioration des ventes de détail durant la période des fêtes de Noël, ce qui bénéficiera à la Bourse. Le revenu individuel a d'ailleurs enregistré en octobre une plus forte augmentation en dix ans (+ 1 %).

Autres bonnes nouvelles, la hausse du produit intérieur brut (PIB) américain au troisième trimestre (+ 3,9 %, un résultat qui a dépassé de près de 1 % les prévisions des experts), l'envolée des ventes de logements en octobre ainsi que la progression des dépenses de consommation, et le recul des commandes hebdomadaires d'allocation chômage à la mi-novembre.

Les intervenants n'ont pas réagi à l'annonce d'un recul des ventes des entreprises américaines au troisième trimestre, purement conjoncturel selon le

département du commerce, qui l'a attribué aux statistiques mensuelles « Andrew » et « Iniki » sur la Floride, la Louisiane et Hawaï. Par ailleurs, les gestionnaires ont reporté leur attention sur l'évolution des taux d'intérêt américains à court terme qui sont récemment remontés. Ils craignent en effet qu'une accélération éventuelle de l'économie américaine débute la présidence de Bill Clinton ne provoque une remontée des taux, rendant Wall Street dépendante, pour sa notation, de la performance des résultats des entreprises américaines, soulignent les analystes.

Indice Dow Jones du 27 novembre : 3 282,20 (c. 3 227,36).

	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
Alcoa	65 3/4	68 5/8
ATT	47 5/8	47 1/4
Boeing	34 3/8	37 7/8
Casey	38 3/8	37 1/4
Casey	46 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	40 3/8	42 3/8
Exxon	40 3/4	40 5/8
Ford	40 1/4	41 3/4
General Electric	80	82 7/8
General Motors	31	31 5/8
Goodyear	21 1/4	21 5/8
IBM	62 1/4	65 7/8
ITT	70 3/4	70 3/4
Johnson & Johnson	62 3/8	60 3/4
Pfizer	79 1/4	78 5/8
Schering-Plough	63	60 3/4
Tesla	60 3/4	60 3/4
UAL Corp. (ex-Allegiant)	118 7/8	120 7/8
Union Carbide	18	15 7/8
United Tech.	48 7/8	48 1/8
Westinghouse	8 3/4	12 3/4
Xerox Corp.	77 1/8	78 1/2

## TOKYO

## Progression dans le calme

NYSE NIKKEI

+2,50%

La Bourse de Tokyo a enregistré une hausse locale, soutenue notamment par les investisseurs étrangers, qui étaient jusqu'à l'écart, ont été plus actifs jeudi. Ils ont adopté une attitude plus prudente, en attendant l'annonce d'un budget supplémentaire de l'économie. La hausse des résultats, des banques et en particulier des entreprises automobiles ont gagné du terrain cette semaine, notamment Nissan et Honda. Les firmes électroniques (Toshiba et Hitachi) ont également été fortes.

Indice Nikkei du 27 novembre : 17 470,61 (c. 17 033,60); Topix 1 307,57 (c. 1 276,91).

	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
Allegiant	1 300	1 380
Bridgestone	1 140	1 150
Canon	1 200	1 230
Fuji Bank	1 780	1 790
Honda Motor	1 240	1 380
Mitsubishi Electric	1 070	1 070
Mitsubishi Heavy	570	580
Sony Corp.	3 940	4 000
Toyota Motor	1 410	1 400

## LONDRES

## Nouveau record + 1 %

La Bourse de Londres a terminé la semaine à un niveau record après deux belles séances de hausse jeudi et vendredi. L'indice Footsie a ainsi dépassé pour la première fois le précédent pic (2 737,8 points) atteint le 11 mai. Encouragés par l'amélioration de la conjoncture américaine et les espoirs de reprise lente de l'économie britannique à partir du printemps, les valeurs ont fortement progressé. Le groupe Tate and Lyle, qui a annoncé la première de ses résultats annuels depuis quatorze ans, a gagné 9 %. Les investisseurs ont apprécié l'annonce de 7 % du dividende de commentaires positifs sur les activités non américaines.

Indices du 27 novembre : 100 valeurs 2 760,1 (c. 2 732,4); valeurs 2 077,5 (c. 2 035,9); fonds d'Etat 93,44 (c. 93,96); Mines d'or 64,1 (c. 64,1).

	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
Allied Lyons	6,54	6,38
BP	2,33	2,31
BTH	5,01	4,98
Caesary	4,91	4,46
De Beers	7,12	7,91
Glen	8,23	7,92
GUS	21,86	21,86
ICI	10,26	9,63
Reckitt	12,91	13,27
RTZ	6,17	6,17
Shell	5,48	5,47
Unilever	10,90	10,68

## FRANCFORT

## Mauvaises nouvelles - 1,38 %

L'ambiance était morose cette semaine à la Bourse de Francfort, chaque journée ou presque apportant une nouvelle déception. Les investisseurs, tant qu'ils ne voient pas les indicateurs économiques qui les résultats des entreprises. Le bilan de la semaine par une baisse de 1,38 % des cours. La WB LB évoque la fragilité persistante de l'économie, ce qui indique pour étayer sa thèse que le redressement observé à la mi-novembre n'a pas permis à la série de mauvaises résultats publiés par la suite. La Bundesbank a annoncé mardi que le de l'Allemagne réunifiée pour octobre par l'évolution moyenne par trimestre de 1991 avait atteint 10,2 % (rythme annuel). Volkswagen a indiqué que bénéfice pour les neuf premiers mois 1992 avait chuté de 12,6 %. Les dividendes pour 1992 sera inférieur à celui de 1991, a précisé la firme automobile.

Indice DAX du 27 novembre : 1 522,93 (c. 1 544,76).

	Cours 20 nov.	Cours 27 nov.
AEG	156,50	158,20
BASF	207,70	205,60
Bayer	280,50	281
Commerzbank	243,80	242
Deutschebank	678,70	688,80
Hoechst	241,50	234,50
Karstadt	521,00	600,20
Maxximus	234,80	223,20
Stemmer	589,70	606,40
Volkswagen	287,50	287

## Agroalimentaire

	27-11-92	Diff.
Bouygues	2 990	+ 5
BSN	957	+ 2
Eridania Béghin	855	+ 22
Frugaparcas Bel	3 260	+ 20
VIMH	3 030	+ 28
Paro-Ricard	394	+ 8,30
Remy-Cot	191	+ 4
Saint-Louis	1 085	+ 13

## Assurances

	27-11-92	Diff.
AGF	418	+ 13
AXA	889	+ 19
GAN	2 668	+ 9
Groupe Victoria	788	+ 2
SCOR SA	320	+ 10
UAP	398,80	+ 18,50

## Bâtiment et matériaux

	27-11-92	Diff.
Bouygues	536	+ 26
Ciments français	267	+ 6
Imatex	748	+ 9
Colson	30,50	+ 2,85
Sartorius	728	+ 40
OTM Entrepôts	319	+ 15
Imatex Phénix	118	+ 8,50
Jean Lefebvre	218	+ 10
Lafarge-Coppée	310	+ 10,50
Poliet	188	+ 4
Saint-Gobain	488	+ 9,30
SGE	180	+ 5
Spie-Batignolles	278	+ 10

## Chimie

	27-11-92	Diff.
Air Liquide	740	+ 18
ELF Sanofi	1 057	+ 3,30
Gasogroup	339	+ 10
Imatex Midieu	6 350	+ 140
Michels	178,10	+ 2,90
Pacac Omium	808	+ 11
Rhône-Poul. CI	511	+ 4
Roussel-Uclaf	408	+ 8
Synthelabo	1 141	+ 18

## Consommation non alimentaire

	27-11-92	Diff.
BIC	923	+ 11
Christian Dior	248	+ 6,50
Caritas	467	+ 2
DMC	273	+ 3,80
SEF	779	+ 23
Exelior	377	+ 3
Groupe André	835	+ 18
L'Oréal	952	+ 22
Moulinex	81,50	+ 1
Salomon	1485	+ 45
SEB	331	+ 14
Sommer-Abbert	1 055	+ 88
Yves Saint Laurent	551	+ 44
Zodiac	1 240	+ 40

## Crédit et banques

	27-11-92	Diff.
Comp. Banque	248,40	+ 28,10
BNP CI	382	+ 5,80
Catelan	883	+ 32
Compt. entr.	221,50	+ 8,50
CFE	201,80	+ 2,50
CLF	328,80	+ 16,80
CPR	226	+ 8
Crédit Lyon. CI	381,20	+ 5,20
Crédit National	1 095	+ 10
Société Générale	545	+ 8
SOVAC	900	+ 7
UFB Localbal	180	+ 10
UIC	420	+ 11
Vie Banque	221	+ 3

## Electricité et électronique

	27-11-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	642	+ 26
CESE	431,10	+ 6,10
Intertechnique	385	+ 11
Labinal	535	+ 8
Legrand	3 180	+ 28
Matra	1 87,50	+ 7,30
Marlin-Gerlin	430	+ 10
Radiorécepteur	280	+ 3
VMH	2 850	+ 81
Schneider	838	+ 18
Sextant Avionique	133,80	+ 0,40
Thomson CSE	121,80	+ 0,40

## Distribution

	27-11-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	1 426	+ 35
VMH	440	+ 28
Carrefour	2 400	+ 10
Castrol	1 444,40	+ 7,80
Castrol	476,50	+ 8
CDME	385	+ 6
Compt. Modernes	1 243	+ 63
Dodis de France	388	+ 10
Géraldis Lafayette	1 728	+ 118
Guyenne Gas	1 930	+ 20
Printemps	680	+ 20
Promoda	869	+ 18
SCOA	16,40	+ 0,50

## Immobilière et foncier

	27-11-92	Diff.
Lucie	240	+ 8,80
Oliver	44	+ 2,88
Safinor	412	+ 4
Sidre	555	+ 28
Simone	438	+ 10
Supertel	638	+ 11
UHF	478,90	+ 2,80

## Investissement et portefeuille

	27-11-92	Diff.
Amstel et Azo	238	+ 3
Boloni	485	+ 3
CEP	80,30	+ 0,10
CGI	913	+ 23
CGI	142	+ 12,8
CGI	1 220	+ 98
Marine-Wendel	272	+ 2
Navigation inter	788	+ 10
Parifair	153	+ 8
Parifair	342	+ 28
Parifair	271	+ 10
Parifair	220	+ 9,30
Parifair	223	+ 8

## Métallurgie, mécanique

	27-11-92	Diff.
Caraculac	184,40	+ 4,40
Desautel Aviation	384,30	+ 23,20
De Dietrich	1 350	+ 40
Pave-Lille	280	+ 2
Imatex	287	+ 3
Louis Industrie	125,80	+ 4,30
Mécatronic	88,50	+ 1
Pachery	288	+ 38
Pachery	37,50	+ 0,30
Pachery SA	824	+ 22
Straker Pacom	681	+ 1
Valco	138	+ 12,80

## Mines d'or, diamants

	27-11-92	Diff.
Anglo-American	94	+ 5,80
Butterfield	24,20	+ 10
De Beers	82,40	+ 4,40
Gencor (I)	27,50	+ 8,20
Gencor (II)	10,80	+ 0,85
Harmony	7,75	+ 0,25
Kimberly	14,30	+ 0,28
Kimberly	20	+ 0,60
Western Deep	88,88	+ 0,88

## Pétrole

	27-11-92	Diff.
BP-France	81,50	+ 3
ELF-Aquitaine	330,20	+ 7,20
Elf-ELF	228	+ 6
Esso	778	+ 37
Geopetrol	875	+ 7
Total	234,50	+ 6,50

## Sicomi ou ex-sicomi

	27-11-92	Diff.
Bail Invest	625	+ 2
Ganefin	280	+ 4,10
Immobobail	310,50	+ 0,50
Immobobail	407	+ 5
Kaplan	500	+ 18
Locidus	733	+ 1,30
Schlesinger	125,20	+ 1,30
Unibail	408	+ 6,50

## Transports, services

	27-11-92	Diff.
Accor	555	+ 8
BIS	113,90	+ 37,10
Canal Plus	1 048	+ 38
Cap Gemini	168	+ 2
CEP Comptable	233,10	+ 5,10
CEP Comptable	256	+ 26
Club Méditerranée	338,90	+ 7,10
Dupleix	152	+ 22
Général des Eaux		











السلامة

# Le Monde

<b>REGIONS</b> Macon : paisibles bords de Saône Loin de Dijon, près de Lyon, la ville a du mal à situer ses limites 26	<b>RAILS</b> Railway découverte dans Paris Des tours documentalistes à l'épreuve de la capitale 22	<b>La voiture électrique se glisse en ville</b> Vingt-deux sites pilotes ont été retenus 24
■ 20 Communication ■ Statistiques ■ Agenda ■ Nominations ■ Contacts ■ Propos ■ 25 Débat ■ Portraits ■ Livres ■ Courrier ■		

## HEURES LOCALES

### COMMUNES EN COMMUN

L'« intercommunalité » est maintenant inscrite dans la loi, mais des élus cherchent seulement à bénéficier d'incitations fiscales.

DEPUIS une dizaine de mois, les maires se posent des questions sur le devenir de leur territoire. La peur des fusions autoritaires, réveillée en 1989 avec les premières moutures de la loi sur l'administration territoriale de la République, a largement disparu. Les élus ont admis que le texte adopté le 12 février 1992 ne cherche pas à faire disparaître des communes. La coopération à laquelle il incite leur apparaît même comme la condition de leur survie.

Les maires ruraux, qui s'étaient montrés les plus inquiets, estiment aujourd'hui que la lutte contre la désertification passe par la mise en commun des objectifs (développement économique, aménagement du territoire) et des moyens. Ils ont manifesté ce nouvel état d'esprit au congrès de l'Association des maires de France (AMF), en ne plébiscitant pas leur candidat, François Peour. Ils lui ont préféré un élu plus ouvert à l'intercommunalité, Jean-Paul Delevoque.

La prise de conscience qui s'est opérée ces derniers mois a été accélérée par la mise en place de commissions départementales de la coopération intercommunale (le Monde daté 5-6 juillet). Ces assemblées, composées d'élus et présidées par les préfets, jouent un rôle d'aiguillon, dans la mesure où elles préparent de nouvelles cartes de la coopération, pour le 6 février 1993. Leurs copies auront, certes, un caractère indicatif. Mais si les schémas sont approuvés par une majorité qualifiée de maires, ils pourront devenir obligatoires.

Par crainte de se voir imposer des décisions, ils ne veulent pas, certains élus ont créé des « projets contre-projets », selon l'AMF, qui vient de présenter un premier bilan des travaux des commissions. Il s'agit surtout de regroupements de communes périphériques autour de leur ville-centre. L'intercommunalité ne doit pas servir à vivre au service de la jeunesse ? De telles tentatives de rapprochement, conduites à la va-vite, paraissent fort éloignées de l'esprit de la loi. Elles risquent même d'animer la nouvelle génération communautaire.

Un certain nombre d'élus ont des motivations purement financières. La plupart des projets en cours sont de nature transformatoire : des syndicats intercommunaux à vocations multiples (SIVOM) ou communautés de communes, créant l'association. Les élus trouvent leur main juridique dans une formule relativement peu contraignante, afin de bénéficier d'incitations fiscales promises par le gouvernement. C'est la loi qui précise pas le détail des compétences obligatoires devant être exercées par les communes.



Il y a parfois des « coquilles » dans la loi. En ouvrant les premières commissions de l'intercommunalité, le 13 novembre à Toulouse, Marc Censi (UDF-PR), président de l'Assemblée des départements de France (ADDF), a invité ses collègues à ne pas céder aux sirènes fiscales. « Une formule de coopération, les maires doivent, estime-t-il, se poser deux questions : « Quel projet l'intercommunalité veut-elle servir ? Quel territoire va-t-elle choisir ? »

#### Instaurer un dialogue entre tous les échelons

Pour cet élu, maire de Rodez et président de la région Midi-Pyrénées, l'intercommunalité possède un périmètre défini : le « bassin de convivialité quotidienne. Celui-ci réunit vingt communes, maximum, autour d'un bourg rural. C'est l'espace à l'intérieur duquel on travaille, on habite, on se déplace ». Ses limites doivent répondre à des besoins géographiques, sociologiques, économiques. Ce point de vue inquiète des conseillers généraux, qui y voient une remise en cause

de l'existence des communes. A l'initiative des commissions départementales de la coopération intercommunale, ces élus défendent les projets qui ont tendance à nier les limites de leur électoral.

Pour Marc Censi, l'intercommunalité doit être soutenue par un projet, un territoire, mais aussi par une force politique. Or, il n'existe pas d'instance territoriale compétente pour animer ce que l'INSEE appelle le « bassin d'emploi », qui, en général, réunit 100 communes autour d'une ville moyenne. Pour Marc Censi, ce périmètre ne convient donc pas à la coopération. « Pour faire vivre le bassin d'emploi, nous ne servons à créer un échelon administratif supplémentaire. Il faut instaurer un dialogue entre le niveau intercommunal, le département et la région », précise-t-il.

La période qui s'ouvre semble particulièrement propice à une telle concertation, estime le président Censi. « Nous sommes en pleine préparation du XI<sup>e</sup> Plan. Nous devons une attention unique au règlement du problème des compétences entre nous, par contrat, sans l'intervention du législateur. Rencontrons-nous et essayons de faire converger nos interventions ! »

L'assemblée des départements accueille depuis peu les nouvelles structures créées par la loi. Mais le bureau ne compte pas encore de représentants des communes. Ces nouvelles entités sont, il est vrai, fort rares. « Il existe peu de communautés de communes », a affirmé Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, le 13 novembre. La direction générale des collectivités locales estime qu'il devrait s'en créer une centaine d'ici à la fin de l'année. La ville de Toulouse pourrait être de la partie.

Mais il n'existe pas, pour l'heure, de communautés de villes. Seuls, dans les agglomérations urbaines ont opté pour leur régime. Il s'agit du Syndicat intercommunal d'aménagement et de développement des coteaux et de la vallée de l'Hérault (Sicoval), qui regroupe 40 000 habitants dans la banlieue toulousaine, et du district de Nanterre (le Monde daté 22-23 novembre). Tout en évitant la formule juridique complexe de la communauté de villes, cette agglomération est la première à s'être dotée des moyens d'instaurer une plus grande justice fiscale entre ses membres.

Raphaëlle Rivais

### La DATAR en émoi

BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE (DATAR). Non pour encourager la décentralisation mais pour la freiner ! C'est la « victime » n'est-elle pas la DATAR ?

Une note officielle de Matignon intime l'ordre à la DATAR, service du premier ministre depuis 1963, de démanteler d'ici à mars 1993 la Plaine-Saint-Denis. Une décision qui s'inscrit dans la logique des mesures de rationalisation administrative annoncées, en 1991, par le gouvernement d'Edith Cresson, que l'Etat-Bérégozov n'a pas tenu en cause.

Les services de la DATAR ne sont pas le principe de l'Etat, même si l'absence d'un splendide hôtel particulier au pied de la tour Eiffel est un crève-cœur pour beaucoup. L'Etat doit donner l'exemple.

En revanche sont vivement critiqués la précipitation de l'opération, le déménagement dans des locaux provisoires de location, le manque de planification. Le transfert était prévu pour la fin 1992, quand on y avait consacré le budget administratif qui doit être édifié en Seine-Saint-Denis.

La délegation interministérielle à la ville, la délégation à l'insertion des jeunes en difficulté, le comité de décentralisation, doivent suivre le même chemin que la DATAR.

Le commissariat du Plan a d'un surcroît, le temps de préparer les horaires de plan Etat-régions, une tâche confiée à la DATAR, de son côté, ne voudrait pas être privée.

Non sans trahissements, la politique de transferts de compétences publiques en matière de province continue. Des conventions seront prochainement signées à l'initiative de la DATAR.

François Grosrichard

### SEINE-ET-MARNE

## DISNEY FAIT PEUR

Les élus des communes voisines du royaume de Mickey ne souhaitent pas devenir une « principauté du loisir ».

SEPT mois après l'ouverture du parc d'attractions dédié à la gloire de Mickey, les relations d'Euro Disney et de ses voisins semblent avoir trouvé leur rythme. Contrairement à ce que redoutaient les habitants des communes environnantes (1), les habitants de la région n'ont pas envahi leur territoire. Parfaitement canalisés, les 7 millions de visiteurs déjà accueillis sur le site n'ont pas cherché à s'éloigner des sentiers qui leur sont destinés.

Dans l'Est lointain, les quartiers-champignons n'ont pas poussé plus. Du moins pas au rythme prévu. Au lieu des 1 000 logements qui devaient

l'origine être construits chaque année aux alentours du parc magique, dans le secteur IV de Marne-la-Vallée, 400 seulement devraient être disponibles en 1994. C'est la conséquence de l'incertitude du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des Fontaines de la Brie. Les élus de Disney ne sont pas en train d'écarter le projet d'intérêt général initial au profit du projet touristique, s'interrogent les élus locaux. Eux qui attendaient un développement cohérent de l'agglomération, des activités propres à une ville nouvelle ne sont pas loin de se fâcher. « Disney ne doit pas être le Mickey de la région IV », disent-ils, transformant en une « princi-

pauté du loisir » en lui imposant les risques de la monoactivité. Charles Boetto, président du SAN des Fontaines de la Brie, choisit les formules qui font passer la d'alerte l'opinion publique. D'ailleurs, à qui d'autre pourrait-il s'adresser ? En 1987, les villages concernés n'ont pas été consultés lorsque l'Etat, la région Ile-de-France et le département de Seine-et-Marne ont signé la convention confiant aux promoteurs de Mickey le soin de l'aménagement du territoire de leurs cinq communes pour trente ans. L'Etat avait regroupé un syndicat, leurs élus ont le sentiment de ne pas être davantage associés aux négocia-

tions en cours, alors que la loi américaine exige d'obtenir du gouvernement une révision de son territoire.

La première phase du chantier, qui vit l'ouverture du parc d'attractions, du thème, du golf, du camping et du commerce appelé Festival Disney, ne devait constituer que la partie immergée d'un iceberg géant. 700 000 mètres carrés de bureaux, 300 hectares de zones d'activités, environ 10 000 logements devaient renforcer l'activité touristique et créer, à terme, un nouveau pôle urbain à l'est de Paris.

Le pari de contrebalancer par un projet la toute-puissance de l'Ouest érigée à l'ombre du parc de la Défense n'avait pas été lancé sans raison. La mise en service de la future gare TGV est prévue en 1994.

Martine Valo

(1) Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre, Seris.

### Le Monde EDITIONS

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE







مكتبة لادبي

NEWS LOCALES

RÉGIONS

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LA DISPARITION D'UN SERVICE PUBLIC EN ZONE RURALE

Dans une petite commune de l'Hérault, le départ de la brigade de gendarmerie a déchaîné les passions et opposé maréchaussée et habitants

**D**IMANCHE matin à Claret. L'église du onzième siècle se vide lentement des paroissiens. Les petits groupes se désagrègent et s'infiltrent dans les ruelles étroites qui bordent la place. Le village de 890 habitants, coincé entre la falaise de l'arrière-pays languedocien et les vignes maraîchères qui prolongent le pic Saint-Loup, goûte au soleil de l'automne. Mais le volume sonore des conversations du café de la place, qui s'emplissent soudainement, laisse comprendre que les habitants ne remettent de quelques semaines.

L'objet de cette animation, ce sont deux motards de la gendarmerie nationale. Ils sont arrivés par surprise fin octobre. Pendant une semaine, toujours visibles, jamais prévisibles, ils ont suscité un véritable point de devenir la même chose que les habitants. Rien n'échappait à leur vigilance. Ni une ceinture de sécurité mal attachée ni un pneu lisse, une ampoule morte ou une plaque d'immatriculation litigieuse. Les agriculteurs eux aussi ont appris qu'on se rendait pas impunément avec un tracteur qui n'est pas en règle.

« Au moment de Claret, la largeur des rues n'excède pas 2,50 m, explique une habitante. On est parfois obligé d'enlever la

voiture pour apercevoir les véhicules qui arrivent en catastrophe. Pour nous, la nuit n'est pas plus sûre. Des mères de famille qui se gardent pour venir chercher leurs enfants à l'école ont aussi été victimes. »

Et des rumeurs de toutes natures ont circulé, amplifiant les faits et gestes de la maréchaussée. Selon les uns, des fillettes qui marchaient avec curiosité vers les motards bottés se sont vu réprimandées et renvoyées sèches dans leurs foyers. Vrai ou faux, dans un village où les ruelles sont des espaces de dialogue et de jeux, on a de toute façon mal vécu cette présence.

Irreductibles Occitans contre Romains

Les traditions étaient, elles, bien vivantes. Les procès-verbaux justifiés. Mais leur déferlement au moment comme une agression par une population habituelle à la quiétude d'une vieillesse paysanne garde où les frontières de la tolérance sont souvent plus floues qu'en zone urbaine. La mairie s'est brusquement empli de gens qui s'inquiétaient de faire régulariser leur carte grise. Une bande d'habitants exprimait le refus de la popula-

tion a circulé. On pouvait y voir un village d'irréductibles Occitans de Claret (Claretus) romains. Des habitants ont organisé une réunion en mairie. Ils ont d'abord envisagé d'instaurer une sirène qui avertirait la population de l'arrivée des motards. Ils ont finalement décidé d'exprimer leurs réactions dans un livre blanc.

Le maire, Christian Jean, a quant à lui écrit au préfet. Et le village s'est demandé s'il ne payait pas subitement le prix de sa lutte contre la suppression de la brigade de gendarmerie. Celle-ci a fermé ses portes au mois de juin. Les six fonctionnaires ne sont plus alors redéployés vers Montpellier et Saint-Mathieu-de-Tréviers, une commune voisine. Une commune plus urbanisée que Claret, où la population a des délits se sont multipliés.

Une dévotion que les « irréductibles Occitans » n'ont jamais admise. Le 17 septembre, les maires du canton l'ont fait savoir bruyamment au préfet lors d'une conférence de presse au cours de laquelle ils ont renvoyé leurs bustes à M. Marianne à Matignon.

Il y a eu depuis la cambriolage de la maison du maire, fin octobre. Les voleurs ont

emporté pour 100 000 francs de meubles. La maison de Gérard Saumade (PS), président du conseil général de l'Hérault et maire de Saint-Mathieu-de-Tréviers, n'a pas été épargnée. Elle a été visitée deux fois, à trois jours d'intervalle. On s'est même mis à parler d'insécurité. Les habitants ont évoqué leur « sérif », ce gendarme bien connu de l'ancienne brigade qui faisait des rondes la nuit dans les rues éteintes sur les chemins pour dissuader les malfaiteurs. Il n'y a eu que deux « sérifs » à Claret, qui sont arrivés.

« J'ai cru qu'il fallait d'utiliser les motards de la gendarmerie, dont la présence est dissuasive, explique le maire Lacroix, commandant le groupement de gendarmerie de l'Hérault. Mais qui un gendarme dit plus de répression. Neuf défais en vingt-cinq mois de novembre, c'est indéfendable. Les motards ont fait leur travail normalement. Ils appliquent la réglementation qu'ils ont à l'extérieur. Mais il est évident que les gens le trouvent plus mal car ils n'y sont pas habitués. Il n'est pas facile de concilier une présence préventive avec le respect de la réglementation. »

Le maire souhaite, pour sa part, que les gendarmes proches de la population aient dissuasifs la nuit. Mais il dénonce cette pré-

sence « coup de poing ». « On paye le prix de la fermeture de la brigade, dit Christian Jean. Nous sommes d'assister à une mesure de diversion. L'essentiel, c'est la sécurité du citoyen dans son lieu de vie quotidien. Or on a exaspéré les gens sur des problèmes superficiels. Il ne suffit pas de dire qu'on va renforcer les services publics en zone rurale, il faut-il le faire. L'espace rural, qui était un espace d'équilibre, contrairement à la ville, est en train de se dénaturer. Lorsqu'il y a un accident à Claret, le motard arrive au bout de cinq minutes, le gendarme trois heures d'heure après. Je ne vois pas pourquoi les habitants se contentent avec le fusil de chasse au pied du lit. »

La gendarmerie s'attend au contraire à recueillir les fruits de ses actions et espère une baisse prochaine des chiffres de la délinquance dans la maréchaussée. Ces chiffres, qui, selon les représentants de la maréchaussée, n'ont pas augmenté ces dernières années. Le commandant Lacroix plaide pour l'apaisement.

Dans le village, le calme est revenu, les passions et les tensions se sont éteintes. Les motards n'y sont plus. Le bruit fait autour de « l'affaire » peut être eu le mérite de poser le nouveau problème de la pérennité des services publics en zone rurale. Et d'associer le nom de Claret à celui des zones de l'ordre.

De quoi troubler pour un temps ceux qui auraient l'idée de s'y rendre pour y commettre quelques délits.

de notre envoyé spécial à Claret Jacques Monin

BASSE-NORMANDIE

Opération « Mathilde »

Les Normands connaissent déjà Mathilde, l'épouse de Guillaume le Conquérant, qui vient de découvrir l'opération « Mathilde ». Dans le cadre de la préparation du troisième plan régional 1994-1999, René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie, veut un débat le plus ouvert possible avant la mise du Plan prévu pour juin 1993.

Il a donc décidé de proposer aux habitants du Calvados, de la Manche et de l'Orne une consultation pour « leur donner la parole ». Baptisée « Mobilisation de tous les habitants » intéressés par le développement économique, d'où le titre de « Mathilde », cette opération repose sur un questionnaire en quatre parties portant sur les priorités pour l'an 2000. Une carte distribuée dans chaque foyer, par l'intermédiaire de la revue du conseil régional, explique cette enquête. Elle doit permettre de mieux connaître les attentes, les rêves, les craintes des Bas-Normands, afin d'orienter, renforcer ou d'infirmer nos choix, explique René Garrec.

LIMOUSIN

Aubusson repoit les Gobelins

Malgré les difficultés initiales du personnel de la manufacture des Gobelins (le Monde daté 28-29 janvier), la décentralisation des ateliers de la tapisserie normande progresse. Huit mois après le transfert du Comité interministériel d'aménagement du territoire de transférer à Aubusson, dans la Creuse, l'atelier du tapisserie normand qui restaure les tapisseries (en termes de métier : la « tapisserie »), des salariés de la tapisserie institution ont pris la route du Limousin.

Sur les quinze fonctionnaires qui devaient se déplacer à Aubusson, six ont finalement enseignés sont allés en place. Leur atelier sera installé provisoirement sur 200 mètres carrés, puis définitivement sur une surface triple, dans l'École nationale des arts et techniques de la tapisserie. Quinze tessiers actuellement sans emploi vont en cours de réaffectation sur place. Dix autres le seront au cours du premier semestre de 1993. Tous seront formés à la restauration des tapis et des tapisseries durant deux à quatre ans. D'autre part, le ministère de la culture va passer des commandes de « restaurations » aux ateliers privés aubussonnais pour un montant de 2 millions de francs.

LOIRE

Saint-Etienne adopte la monétique pour les transports urbains

De nouveaux titres de transport doivent être mis en service l'automne prochain à Saint-Etienne. Selon Marcel Defour, directeur de la Société des transports urbains de l'agglomération (TRAS), le développement de la monétique permettra de mieux adapter l'offre tarifaire à la demande, par la création de tickets « sophistiqués », ou de titres à décompte. Toutes les informations recueillies par les vendeurs, inscrites à l'intérieur des titres et des tramways, seront traitées par un ordinateur.

Cette centralisation des données statistiques doit contribuer à affiner l'analyse de la fréquentation des lignes et à adapter les tarifs aux heures de pointe. En plus de ce projet, de 20 millions de francs, le TRAS prévoit d'offrir de nouveaux services. Ainsi un ticket monétique donnera accès aux parkings, au tramway, au métro, au train. Pour renforcer la multimodalité, le TRAS négocie avec la SNCF pour adopter un titre de transport unique sur les deux réseaux.

AQUITAINE

LIVRES GOURMANDS A PÉRIGUEUX

En Dordogne, des élus ont choisi de valoriser l'art culinaire par un Salon

**I**NSPECTEUR général de l'éducation nationale, directeur d'une collection d'histoire de la littérature chez Hachette, Xavier d'Arcoy n'est pas mécontent d'avoir marié Périgueux, la ville dont il est un des élus, au livre gourmand. La deuxième édition de cette manifestation, qui a lieu le premier week-end de décembre, devrait accueillir 175 éditeurs et 500 auteurs. Ils ne seront peut-être pas tous là, mais les auteurs auront tout de même fait le voyage.

Dans un cadre particulièrement ensoleillé, Périgueux a su trouver une idée nouvelle. En 1990, plus de vingt mille personnes avaient franchi les portes d'un Salon qui a lieu tous les deux ans, histoire de ne pas atteindre trop rapidement le stade d'usure. Ce Salon était à l'engouement pour le livre pratique, l'un des rares domaines où les maisons d'édition affichent des ventes en progrès.

Mais il y avait un inconvénient : la communication, qui assure la promotion du produit à Paris, parvient difficilement à convaincre les éditeurs de venir prendre l'air sur les bords de l'Isle. Il le leur avait fait l'image de marque que jouit la gastronomie périgourdine dans l'opinion publique. Un sondage réalisé il y a quelques années par la SOFRES avait démontré que 44 % des Français de l'Hexagone désignaient le Périgord quand on leur demandait la région où l'on mange le mieux.

C'est ici, entre Vézère et Dordogne, que les Français rêvent de passer le week-end. Ils n'ont cure des « faussaires » de la grande bourgeoisie qui élisent domicile au pays de Jacques le Croquant, dans le sud de Sarlat, qui font honneur, d'ailleurs, aux restaurateurs dignes de ce nom qui ne méritent pas les considérations dédaigneuses de Paul Bocuse, à qui l'on prête une réflexion : « Le Périgord, de beaux produits mais de l'année dernière ! »

Eux parlent d'une terre de bonheur simple, d'une civilisation de l'année dernière.

d'une gastronomie sans clichés et sans portefeuille. A l'image de ses habitants aux truffes, qui figurent dans le menu à 150 francs de l'Hôtel du Midi à Périgueux et à 55 francs au restaurant L'Anémone à Anthiac, à un jet d'arcabète du château de Haute-foire.

Périgueux n'a pas cherché à copier sa voisine du Limousin. La Foire du livre de Brive, elle toute proche, a aussi une succès. Le Salon de Périgueux veut innover sans faire passer le magret sous le livre. Et les multiples conférences et colloques donneront un air sérieux à ces trois jours. Professeur à la Sorbonne, Jean-Robert Piriou doit tenter de répondre à la question : pourquoi les Français sont-ils gourmands ? Pendant que d'autres auteurs vont intervenir sur les pains régionaux, les cuisines de création, le travail du sucre, le miel et les hommes.

Un peu partout dans la ville doivent fleurir des expositions consacrées aux livres gourmands, en collaboration avec le Musée des philatélistes, aux tables sublimes, aux cafetières et chocolatières anciennes, aux portraits de chefs... Le comité régional des instituteurs organise trente-quatre rencontres de cuisine dans les établissements scolaires de l'agglomération périgourdine et prépare différents ateliers d'initiation au goût. C'est sans doute l'une des raisons qui se voient européennes dans une ville dont le maire, Yves Guéna (RPR), a pourtant résolu ment fait campagne contre le label de « capitale ».

Périgueux n'est d'ailleurs pas si paradoxale près. Route de Limoges, dans la banlieue, de grands panneaux annoncent l'ouverture prochaine d'un McDonald. Une ville un peu étonnante dans une ville qui se prétend la « capitale de la gastronomie française ».

de notre correspondant à Périgueux Dominique Richard

RHONE-ALPES

L'ENJEU DES PARKINGS LYONNAIS

Un rapport de la chambre régionale des comptes encourage la ville à mieux surveiller les revenus du stationnement

**L**ES dépenses d'investissement pour la construction de places de stationnement doivent-elles être comptées en faveur de la voiture individuelle ou au bénéfice des transports en commun ? A Lyon, comme dans d'autres métropoles, ce débat est loin d'être clos. Pourtant le maire de la capitale régionale, Michel Noir (en conseil du RPR), affiche depuis deux ans ses choix. Sa politique municipale témoigne d'une volonté de voir les déplacements de la ville de bus s'octroyer une part importante des déplacements urbains (32 % au lieu de 22 % aujourd'hui).

L'enjeu est assez considérable pour que les magistrats de la chambre régionale des comptes se soient penchés sur le bon usage des fonds publics ou plutôt paraplaces dans cette affaire. Le magistrat-enquêteur souligne, dans un rapport, la qualité de l'« outil technique » que représente la société d'économie mixte Lyon-parc auto (LPA), dont la création, en 1969, était l'originalité de la situation financière si bien enviable. Cette entreprise est chargée, d'ici à 1993, de construire 8 000 places de stationnement, représentant un engagement de dépenses de 540 millions de francs. Le premier des parcs de stationnement prévus (580 places sur sept niveaux en sous-sol) a été inauguré vendredi 13 novembre.

Selon les magistrats de la chambre LPA met en œuvre, depuis 1986, une politique tarifaire originale. Lyon est, parmi les grandes villes françaises, celle où le tarif de stationnement sur la voirie est le plus élevé, afin d'inciter le public à recourir aux parcs de stationnement. Malgré cela, la situation de cette forme de stationnement paraît s'être dégradée dans la métropole, avec une augmentation des véhicules stationnés comme les bus et n'évoluant guère. Or, d'après les projections de la chambre d'exploitation, l'autofinancement cumulé de LPA atteindrait 561 millions de

francs sur dix ans (1990-2000), mais avec un taux d'inflation supposé modéré et avec un rendement nettement amélioré du stationnement sur la voirie.

Pas assez de contraventions

Les 100 000 garés le long des trottoirs ont apporté, en 1991, 40,5 millions de francs de recettes sur un total de 128,9 millions. Pour atteindre l'équilibre des financements du programme en cours, il faudrait obtenir un taux de 60 % de contraventions régulièrement les redevances, ce qui représenterait pratiquement une inversion de la situation actuelle, si l'on tient compte des automobilistes dépassant l'horaire de stationnement autorisé. Selon le magistrat, cela suppose une politique extrêmement rigoureuse et constante, dont la mise en place relève de la réglementation établie par la ville de Lyon et des moyens dont elle se dispose pour la faire respecter.

Ce qui signifie qu'il faudrait s'attendre à un déchaînement des forces de la police municipale. Car, en 1990, seulement 4,5 % des automobiles ayant stationné en infraction ont reçu un procès-verbal. En 1991, le nombre des PV infligés par la police municipale pour infraction au stationnement payant (amendes de 75 francs) a diminué de 16 %.

« L'équilibre financier de LPA est conditionné par sa capacité à engendrer un autofinancement suffisant, qui, lui-même, dépend des conditions de l'ex-

ploitation de la voirie et des parcs. L'efficacité ne peut se mesurer au seul critère de la situation financière de l'opérateur », poursuit l'auteur du rapport. Dans une ville où les trois quarts des déplacements motorisés sont effectués en voiture individuelle (1,707 million de déplacements par jour), la mobilité automobile a augmenté de 12 % entre 1977 et 1988.

A propos de la situation urbaine, les magistrats lyonnais observent que la plus forte croissance de la population a atteint la « troisième couronne », c'est-à-dire la grande banlieue. Une zone où les résidents sont les plus tributaires de l'automobile. Le centre de l'agglomération, où prend place la plus grande partie du programme de construction de parkings, a connu une augmentation plus légère, ce qui a entraîné une diminution du peuplement de la banlieue la plus proche.

Les chantiers lyonnais sont donc situés dans la partie de l'agglomération où l'offre de transports en commun est la plus variée. Une agglomération qui ne satisfait pas les adversaires locaux du tout automobile. Un groupe d'habitants d'habitat de la Croix-Rouge vient de diffuser, à des milliers d'exemplaires, un tract invitant à des formes de « terrorisme anti-automobile », allant du clou de tapissier à l'usage des pneumatiques à la pomme de terre glissée dans le pneu d'échappement !

de notre bureau régional à Lyon Gérard Buéas

STRATÉGIE DE MARQUE  
ÉTUDE DE POSITIONNEMENT  
EXPERTISE ET DÉPÔT JURIDIQUE  
CRÉATION DE NOM DE MARQUE  
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE  
LIFTING INSTITUTIONNELLE  
DEVELOPPEMENT DE PRODUITS  
CRÉATION PUBLICITAIRE ET DESIGN  
SEMINAIRES DE FORMATION I.E.M.  
Tél. (1) 40 40 40 92

OVA'O

Stratégie et développement d'image de marque



**Le Musée  
des arts et métiers  
ferme en beauté**

Fermeture en fanfare. C'est l'ouvrage imaginé par la mission "grand public" pour que le public n'oublie pas l'existence du pendant des salons de la modernisation (le 11 décembre 1991, l'établissement, en 1799 par le général Grégoire, renferme 12 trésors : quatre-vingt mille machines et instruments qu'il évoque l'évolution technique. L'architecte italien Bruno A. chargé de rajouter les lieux. Le musée rouvrira en 1994 : moitié moins d'objets exposés, mais un hall d'accueil, un espace d'exposition temporaire, une boutique et un service de documentation.

Avant qu'il ne ferme, Alain Germain y sa troupe y ont donné pendant un an un spectacle. Muni de temps électriques, guidés par les faux gardiens à par fantômes du musée, les spectateurs pu visiter une dernière galerie. Succès total, mais les guichets fermés.

Puis, le 13 décembre, Alain Germain et l'Opéra royal Wallonne interpréteront son fameux endroit les *Dichterliebe*, d'Arnold Schumann.

## DES DOCUMENTALISTES EN HERBE À L'ÉPREUVE DE LA CAPITAL

***Pour familiariser les élèves avec leur futur métier, l'IUT de l'avenue de Versailles organise un rallye-découverte***

**A**LERTÉ au siège du contre-espionnage français, boulevard Mortier. Il Paris. Il y quelques semaines, un commando de jeunes **■** a tenté de pénétrer dans l'institution **■** plus discrète de France et même, comble de l'audace, de la photocopier. La garde **■** repoussa les intrus. Celles-ci n'étaient **■** de naïves étudiantes s'efforçant de répondre à l'une des questions les plus difficiles de leur programme : rentrer : **■** Qu'est-ce que Pichon ? Ces demoiselles venaient d'être admises en première année du département communication de l'UTP de Paris **■** participaient à une singulière **■** trésor, imaginée par quelques professeurs **■** l'établissement (1).

Le capital ne compte pas. Les murs qu'un institut universitaire de technologie, dont les bâtiments dressent avenue des Versaillais, dans le seizième arrondissement. Mille six élèves s'y répartissent entre six départements. Celui de la communication offre, parmi ses filières, celle qui forme des documenta-

■ d'entreprise. Un métier en plein boom, mais ■ le profil a bien changé. « Il s'agit plus de lancer ■ le marché des ■ de collectionneurs d'archives, mais des chasseurs d'informations, curieux, fouineurs ■ d'ingénieurs », expliquent ■ maîtres.

Or les étudiants qui choisissent la spécialité pour la plupart des jeunes filles de banlieue de la province, sont timides. Comment les dynamiser, donner une cohésion à leur groupe, leur faire comprendre qu'ils ont leur travail futur ? Deux professeurs, la psychosociologue Laurence Bardin et la documentaliste Françoise Devé, ont, voici quatre ans, une idée originale : organiser le premier jour un rallye découverte à travers le département. Utiliser les ressources locales, le banc d'essai ou outil pédagogique. Titre évident de la leçon : Paris-tresors.

Avant même d'avoir pu s'asseoir à leur pupitre, les élèves, une trentaine par promotion, sont répartis en six groupes où chacun reçoit une enveloppe. A l'intérieur,

lis trouvent, pour le lendemain, un thème d'investigation, par exemple le chantier de la bibliothèque de la France, le thème de questions dont certains ont déjà rébus et les points de rendez-vous. A midi, on débrouillera pour rapporter non seulement les réponses, mais les preuves qu'ils ont bien été le lieu prescrit. C'est via que : quelques tickets de métro et un certificat de l'IUT. Au programme de la rentrée 1992 : les points de Paris, des itinéraires de quartiers, les représentations diplomatiques, les pays de la CEE, des grands chantiers, les techniques de pointe de la communication.

## Une folle semaine de cavale

**L**undi la surprise, commence alors une folle semaine de cavale à travers Paris. Ces jeunes, dont la plupart ignorent les redoutent la grande ville, pendent au téléphone pour prendre rendez-vous avec les ambassadeurs, s'engouffrent dans le métro, marchent

Il perdent haleine, questionnent, ramassent des documents, photographient, bref explorent Paris avec frénésie. Les pieds meurtris, se nourrissant de sandwiches, braves les intempéries, ils s'initient au travail de groupe, à la chasse aux informations et aux mystères de Paris.

La semaine suivante, point de cours magistraux non plus. Les élèves sont invités à exploiter leur provende. Avec les moyens du bord, chaque groupe prépare des diapositives d'informations, monte un stand d'exposition, imagine un sketch évoquant les aventures vécues.

Ensuite seulement chacun peut soigner ■ ampoules ■ faire le bilan ■ Paris-trésors. **Résumé général :** satisfaction d'avoir réussi ce qui au départ paraissait impossible. Filles ■ garçons, banlieusards ou provinciaux, ■ expriment leur étonnement devant les ■ du gisement parisien.

Fatima, étudiante portugaise de vingt-trois ans, résidant à Massy (Essonne), a été stupéfaite de découvrir les « tribus chinoises » maghrébines à Belleville, une elle ignorait tout. Même Carol, vingt et un ans, qui habite le septième arrondissement depuis six années et que sa grand-mère a installés dans une des maisons de la capitale, a été émerveillée par les hôtels particuliers au Marais.

Les futurs documentalistes ont été impressionnés par l'exceptionnelle densité des sources d'information de la capitale résultant d'un traitement millénaire. Ils ont

compris pourquoi, en dépit de la décentralisation, l'essentiel des décisions demeure à l'ombre de la tour Eiffel. Ils n'en reviennent pas non plus d'avoir été à bien souvent partout. A l'exception des fonctionnaires de la chambre des Français au portier revêché de l'ambassade d'Italie, personne n'a fait grise mine devant les curiosités des enquêteurs de la cuvée 1992. Bien au contraire, toute équipe a été reçue par l'ambassadeur du Luxembourg, telle autre par celui d'Irlande qui a même promis de rendre un jour la visite.

L'opération Paris-trésors en est à sa quatrième édition. Au début, le corps professoral de l'UTout redoutait que les bavures, qui ne manqueraient pas de se produire, n'altèrent le bon renom de leur établissement. Des préventions à celles qui touchaient au côté ludique, voire « sérieux », de l'épreuve sont en train de tomber. Jean-Pierre Marhuende, le directeur du département d'information et de communication, « voit même que l'outil pédagogique ainsi mis au point « pourrait être exploité « plus complètement ». En effet, on peut appliquer la technique des Paris-trésors à des étudiants d'une autre ou des mêmes filières : celle des « universités » d'entreprise.

**Marc Ambroise-Rendu**  
(1) IUT de Paris (Paris V-Des-  
cartes), 143, boulevard de Versailles,  
75016 Paris. Tél. : (16-1) 45-25-20-28.



**Suite de la page 19**

Cette gare pourrait faciliter la ~~route~~ à Marne-la-Vallée d'Européens du Nord et du Sud, des touristes mais aussi ~~des~~ hommes d'affaires. D'autant ~~que cette gare~~ ~~serait~~ ~~une~~ ~~bonne~~ ~~connexion~~ à la ligne RER qui relie la capitale à l'entrée du royaume magique.

Une deuxième station est prévue pour développer le centre d'activités tertiaires. A condition que celui-ci existe un jour, faute de quoi la direction de la RATP risque d'être difficile à convaincre. En fait, s'agit-il d'une ambitieuse opération d'intérêt national ?

**188 millions de francs de perte**

Mettant en avant la « mauvaise situation économique qui prévaut dans tous les secteurs », le ralentissement général de « l'immobilier », la direction d'Eurodisney a fait part officiellement, jeudi 19 novembre, de sa seule intention de « redresser la barre » de la deuxième partie du programme. Seul le secteur du loisir continuerait à développer le parc, étant remis... à plus tard. L'entreprise, qui annonce une perte de 188 millions de francs, ne pourra reprendre les travaux d'ouverture du parc de hôtels, souhaite, en effet, ouvrir plus tard ses studios à production (50 000 mètres carrés au total), conçus comme une nouvelle attraction touristique. Selon Charles Boetto, un responsable commercial au centre de congrès pourraient compléter ces infrastructures. Le président du SAN redoute, en outre la création, non prévue dans la convention, d'un nouveau parc, probablement à vocation technologique, sur le territoire d'Epocot, situé à Orlando.

Or, si le secteur IV finit par ressembler à une grande réserve pour touristes, ■ qui ■ destinés les investissements publics consentis pour l'arrivée de Mickey ■ France? « En 1995, ■ accueilleront

8 500 habitants, selon les prévisions les plus récentes. « Nous en attendons 15 000 », déplore le président. Les élus de Breteuil ont dépensé 3 millions de francs pour agrandir leur mairie, qu'ils pensaient trop petite. Ceux de Magny-le-Hongre ont dépensé 4 millions pour installer leurs services municipaux dans de nouveaux locaux provisoires. Ceux de Couvray en ont dépensé 2 millions pour l'agrandissement de leur

Bien qu'inégalement réparé entre les cinq communes, les ressources fiscales ne font pas défaut. Apparemment, l'argent ne suffit à la satisfaction du président du SAN, qui espère voir le massif IV réussir à attirer des étudiants sociaux, culturels, urbanistiques. Autrement dit, amener « un territoire privé d'identité » se métamorphoser en une véritable ville. Ainsi, depuis six mois, Charles Boetto œuvre pour l'implantation de filiales universitaires. Le principe en a finalement été accepté, affirme-t-il. Mais, « les étudiants ne sont pas à la station », ajoute-t-il, « la proximité, est-elle encore envisageable d'envoyer 10 000 étudiants en pleine nature ? »

Certes, Charles Boetto «comprend» la stratégie de la «logique» américaine, il l'a affirmé à plusieurs reprises. «Mais il y a une conjoncture économique défavorable, le repli de la monnaie dernière sur son savoir-faire traditionnel, le ludique commercial, lui paraît «logique». Aussi en appelle-t-il aujourd'hui aux pouvoirs publics. «Prudence», rétorque le député Larché (UDF), président du conseil général du Seine-et-Marne, qui préfère mais s'exprimer pour le moment. «Sous-lesse», préconise pour lui Michel Giraud (RPR), qui dirige l'assemblée d'Ile-de-France. «Les négociations avec le gouvernement ne font que commencer. Disney n'indéniablement besoin d'un délai, compte tenu de la conjoncture économique. Pourtant, le président du conseil régional, à terme, la convention devra être respectée.»

## Martine Valo

**En France, une métropole s'apprête à recevoir 30 millions de voyageurs par an. Devinez laquelle ?**

millions de voyageurs par an, cela donne une petite idée des échanges qui vont se nouer dans la métropole lilloise. A 2 heures de Londres et Cologne, à 60 minutes de Paris, à 25 minutes de Bruxelles grâce au TGV, c'est une gigantesque plaque tournante Nord Européenne qui est prête à jouer un rôle digne de sa longue histoire marchande. Transfrontalière par excellence avec la Belgique et à proche de l'Angleterre par le tunnel sous la Manche, la métropole lilloise c'est vraiment la métropole qui monte. Jugez plutôt : un nouveau centre

international d'affaires, un eurotéléport, un aéroport international agrandi, une nouvelle gare TGV, deux centres de frêt à grande capacité, **pour** parler du réseau fluvial. Autant de projets destinés à vous offrir des chances déterminantes pour acquérir en Europe une véritable pole position.

Mais plutôt que des mots attendez  
des preuves, alors appelez-nous !  
Contact : agence pour la promotion économique  
de la métropole.

**Tél: 20 74 97 74**

Communaute Urbaine  
de Lille

# Métropole Lilloise

**SIRENE**  
**La Source Sûre**

Le fichier de toutes les entreprises françaises et leurs établissements.  
Une contribution essentielle pour réussir toutes vos opérations de marketing.

## La référence de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE

75 Paris Cedex 14



كلمة اليوم

HEURES LOCALES

I L E - D E - F R A N C E

SEINE-SAINT-DENIS

LE PARC DE VILLEPINTE EXPOSE SA RÉUSSITE

En dix ans, le centre d'expositions, situé près de l'aéroport de Roissy, a largement contribué à la richesse de la région

A l'occasion du dixième anniversaire de sa création, le parc d'expositions de Paris-Nord-Villepinte organise, lundi 30 novembre, un colloque présenté comme un «sommet des expositions». Cette rencontre de responsables venus d'Europe, du Japon et des États-Unis va avoir lieu dans l'agglomération qui démontre la première place mondiale par le nombre et l'importance des salons et congrès organisés chaque année. Cette rencontre devrait être aussi l'occasion pour les responsables de la Société d'exploitation du parc de Villepinte de revendiquer une véritable reconnaissance de leur poids dans l'économie de l'Île-de-France. «Qui connaît l'importance des parcs d'expositions dans le développement de la région? Il a fallu attendre le récent projet de schéma directeur, qui indique combien la communication commerciale est un atout pour l'Île-de-France, pour que notre rôle soit officiellement», disent ainsi Patrick Champetier de Ribes et Jean-José Arroyo, président et directeur général de la société d'exploitation depuis sa création à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCI).

Les retombées de Paris-Nord-Villepinte sont évaluées, pour 1992, à 7 milliards de francs, sur environ 16 milliards pour l'ensemble des lieux d'expositions de l'Île-de-France. Les deux tiers de ses dépenses sont réalisées pour les aménagements des stands, la publicité et l'accueil pendant la durée des manifestations. Le reste, soit 3 milliards, est dépensé dans l'hébergement, la restauration et le transport des exposants et des visiteurs. En dix ans, 8,5 millions d'entrées ont été enregistrées à Villepinte, dont 1,4 millions d'étrangers. Au total, près de 15 000 personnes travaillent directement, dans près de trois cents sociétés implantées en Île-de-France, pour l'aménagement des stands. Pendant une grande manifestation, comme le Salon de l'alimentation, qui vient de réunir 4 600 exposants, 20 000 personnes accueillent les visiteurs sur les 164 000 mètres carrés de surfaces d'exposition répartis dans six halls sur un seul niveau. La capacité hôtelière de Paris-Nord II, la ZAC bordant l'aéroport de Roissy où se trouve le parc d'expositions, a été multipliée par quatre en dix ans. Mais, si Paris-Nord-Villepinte

est un des seuls parcs au monde à être uniquement réservé aux Salons professionnels et internationaux, la concurrence est grande entre les grands parcs d'expositions. Depuis 1980, vingt-deux nouveaux équipements ont été ouverts dans différents pays. Plusieurs doivent être construits dans les prochaines années et des extensions sont en cours à Milan, Francfort, Madrid, Barcelone, Chicago, Tokyo. Cinq mille manifestations sont organisées chaque année, un chiffre qui a augmenté de 130 % en une décennie.

Concurrence étrangère

Les responsables de Villepinte estiment que les conditions financières qui leur sont faites les placent dans une situation difficile face à la concurrence étrangère. «Nous avons investi 1,6 milliard de francs depuis notre création. Le tiers par des fonds propres que nous rémunérons et remboursons à la CCI de Paris, le reste sur emprunts. Nous n'avons bénéficié d'aucune aide publique, alors que dans les autres pays nos concurrents sont largement subventionnés. Ne

dit-on pas qu'une partie de la richesse économique de l'Allemagne est née dans les nombreuses foires-expositions qui y sont organisées.» Le parc de Leipzig, en projet, représente 1,3 milliard de deutschemarks d'investissements : le quart sera payé par l'État fédéral, le reste par le Land et la ville. A Birmingham, le parc a été financé entièrement sur fonds publics (État, comté, ville) et européens. Les pouvoirs publics y ont créé une desserte de l'aéroport en site propre. De plus, la plupart des parcs étrangers ne paient pas d'impôts locaux.

La société d'exploitation du parc contribue au contraire largement au budget de la commune de Villepinte. «C'est vrai que nous avons craint dans un premier temps les nuisances. Mais aujourd'hui nous reconnaissons l'apport du parc au développement de la commune. D'autant que, depuis que nous avons pu faire accoler son nom à la dénomination initiale de «Paris Nord», la notoriété de notre commune s'est considérablement accrue», admet Roger Lefort (RPR), maire de Villepinte. La commune voisine de Tremblay-en-France est candidate pour l'extension du parc sur près d'une centaine d'hectares dans les prochaines années. François Asensi (PC), maire d'une commune qui bénéficie déjà des ressources engendrées par l'aéroport de Roissy, met des conditions à cette arrivée : «Nous avons demandé une protection verte et que de nouvelles infrastructures de dessertes soient créées en même temps.»

Desservi par une autoroute A1 complètement saturée, le

parc de Villepinte connaît, comme l'aéroport de Roissy, d'importantes difficultés d'accès qui pourraient compromettre son développement. La CCI de Paris demande avec insistance que soit décidé le doublement de l'A1 par une autoroute souterraine. Les dirigeants de Villepinte réclament une amélioration de la fréquence des rames RER qui s'arrêtent en bordure du parc : «Il faudrait également faire un effort dans la signalétique et la fonctionnalité des billetteries pour améliorer l'accueil de nos visiteurs étrangers. Nous avons dû mettre des guichets d'information à la gare du Nord», souligne M. Arroyo.

Le projet de schéma directeur vient de préciser que les besoins nouveaux de l'Île-de-France en surfaces d'expositions vont être, au cours du prochain quart de siècle, de 300 000 mètres carrés, dont la moitié à Villepinte. Tous les développements futurs du parc de Paris-Nord sont conditionnés par l'amélioration des transports. Mais, comme ils l'ont fait pour l'aménagement de la gare RER, les échangeurs de l'autoroute et l'élargissement de l'A104, les pouvoirs publics demandent à la société d'exploitation de participer de plus en plus largement aux investissements. «Est-ce normal, alors que nous avons versé 30 millions d'impôts sur les bénéfices l'an dernier, que l'on nous demande de financer des équipements publics?» interroge M. Arroyo. D'autant que nous participons largement à la richesse de la région.

Christophe de Chenay

VAL-DE-MARNE  
Prévisions optimistes pour la ZAC d'Alfort

Le Crédit d'équipement des PME (CEPME) devrait s'implanter sur la ZAC d'Alfort (le Monde du 4 mai) en 1995. Le CEPME, qui emploie deux mille personnes, compte aujourd'hui douze implantations dans le deuxième arrondissement de Paris. Cette société a choisi Maisons-Alfort en raison de sa proximité avec la capitale. En bordure de la Marne, la ZAC d'Alfort est desservie par le métro et l'autoroute A4 ; le RER devrait y arriver en 1995. Selon le maire, M. Michel Herbillon (UDF-PR), la taxe professionnelle y est une des plus faibles des villes de plus de cinquante mille habitants du Val-de-Marne. Le futur bâtiment, construit à l'emplacement de l'usine des Cycles Lejeune, accueillera les services parisiens du siège et ses principales filiales sur 31 000 mètres carrés. Grâce à cette opération, c'est près de la moitié de la surface de bureaux prévue dans la ZAC d'Alfort qui se trouve déjà vendue alors même que le premier coup de pioche n'a pas encore été donné.

YVELINES  
«Ecoville» expérimenté à Maurepas

Un service de diagnostic et d'organisation de la protection de l'environnement va être mis à la disposition des communes urbaines par Gaz de France. Ce programme, appelé «Ecoville», va être expérimenté à Maurepas (20 000 habitants). Il portera sur la collecte sélective des déchets, l'entretien des espaces verts, la révision du plan d'occupation des sols et la gestion du patrimoine. En acceptant de devenir ville-prototype, Maurepas s'assure le concours de GDF, qui réalise un audit personnalisé sur la qualité de son environnement. Une campagne de mesures de l'air et de la pollution atmosphérique vient d'être réalisée. L'analyse du couvert végétal par la satellite Spot sera effectuée avant le fin de l'année.

Convention sur le logement à Elancourt

A l'occasion de la livraison d'une première tranche de logements sociaux dans le nouveau quartier de la Cité de Saint-Pierre (le Monde du 25-26 octobre), la commune d'Elancourt, qui fait partie de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, a signé une «convention d'attribution». Cet accord avec la préfecture, le conseil général, la caisse d'allocation familiales des Yvelines, le syndicat d'agglomération nouvelle, et une demi-douzaine d'organismes HLM, porte sur quatre cent dix logements. Prévisible au «protocole d'occupation du patrimoine social» (POPS) en cours d'élaboration, cette convention a pour but de permettre aux personnes dont la famille habite à Elancourt, ou à celles qui y travaillent, de trouver un logement sur place. Elle prévoit aussi l'attribution d'une partie du parc à des personnes en difficulté, qui risqueraient d'être exclus du logement HLM. «Parfois utilisé de manière protectionniste, le POPS d'Elancourt ne se fera pas aux familles venant de l'extérieur» a assuré le maire, Alain Danet (PS). Après Mantes-la-Jolie en 1990, Elancourt est la seconde commune des Yvelines à élaborer un POPS.

YVELINES

LES MUREAUX EFFACENT LEUR PASSÉ

Métamorphose d'une mosaïque de quartiers avec l'aide de l'Etat

ALAIN ETORÉ (PS) est le maire d'une «ville en miettes». Une cité éclatée entre un centre-ville à l'étroit, un espace désert et cinq quartiers plaqués le long d'une route départementale trop large. «Si vous parlez des Mureaux aux habitants des Musiciens ou de la Vigne-Blanche, ils vous répondront que c'est là-bas, après le pont de chemin de fer», explique-t-il. Les Musiciens, un quartier où les démolisseurs doivent sévir dimanche 29 novembre, comme ils l'ont déjà fait à Mantes-la-Jolie récemment (le Monde du 27-28 septembre).

Les Mureaux comptent 33 089 habitants et surtout 11 000 logements construits dans les années 60 pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des usines automobiles de Flins et de Poissy. Le résultat de cet urbanisme précipité est sans surprise, la moitié des habitants, pour beaucoup d'origine étrangère, vivent dans cinq quartiers classés en développement social urbain (DSU) : les Musiciens, le plus excentré, la Vigne-Blanche et Île-de-France, le long de la départementale, les Bougimonts, un peu en retrait de cet axe, et Bécheville, enclavé à l'est de la ville.

Moderniser le centre-ville

Depuis trois ans, ces quartiers font l'objet d'une réhabilitation et d'un traitement social, des mesures insuffisantes au regard de l'absence d'identification des habitants à leur ville. Ce diagnostic a été établi au terme d'une étude menée par Clément-Noël Douady, l'urbaniste sollicité par Alain Etoré dès son élection en 1989.

Pour rapprocher ces quartiers du centre, l'urbaniste a imaginé un itinéraire piétonnier unissant les quartiers tout en leur donnant un accès rapide à la gare et aux équipements publics. L'allée du Parc a pour objectif de compléter le réaménagement de la route départementale 43 affectée à la circu-

tion automobile mais rythmée de chicanes et de ronds-points. Des contre-allées plantées d'arbres, des constructions, occupées en rez-de-chaussée par des commerces ou des activités tertiaires, doivent achever la transformation de cette saignée routière en avenue urbaine. L'idée est formalisée, reste à la mettre en œuvre. L'allée du Parc fait actuellement l'objet d'un concours d'architecture dont le résultat sera connu en 1993. «Nous avons voulu un concours de haut niveau, le choix du maître d'œuvre devant témoigner de l'exigence de qualité de ce projet de ville», souligne Alain Etoré. La route départementale fait déjà l'objet de travaux. La démolition des tours des Musiciens s'inscrit dans un projet de réhabilitation de cet ensemble de 1 100 logements. Parallèlement seront entrepris la modernisation d'un centre-ville désuet et l'aménagement de cet espace informe qui le sépare des autres quartiers.

«Cette reconquête prendra au moins dix ans à condition de la mener simultanément sur tous les fronts. Mais elle ne sera possible que si le projet de ville est retenu comme une priorité du onzième Plan», estime le maire. La métamorphose de cette mosaïque de quartiers, dont le coût global est en cours d'évaluation, est financièrement insupportable pour la seule commune des Mureaux, malgré les ressources fiscales générées par l'Aéroparc. Alain Etoré compte sur le sou-

tien de la délégation interministérielle à la ville (DIV) pour bénéficier d'un contrat assurant une programmation des travaux sur cinq ans.

«Il s'agit de l'un des cinq sites sur lesquels l'Etat investit le plus dans les Yvelines, au même titre que Chanteloup-les-Vignes, Mantes-la-Jolie, Trappes et Sartrouville», souligne Philippe Yvin, sous-préfet chargé de la politique de la ville dans le département. Plus de 6 millions de francs en deux ans (1991-1992) au titre du développement social urbain et 14,3 millions, sur la même période, consacrés à la réhabilitation des logements. La démolition des deux tours des Musiciens a été financée par la commune, la région, le département et l'Office public interdépartemental Essonne-Val d'Oise-Yvelines, propriétaire du parc social.

Le souhait du sous-préfet est que le projet des Mureaux soit assez avancé en 1993 pour être traité avec d'autres communes proches. Il répondrait alors aux critères du futur contrat de plan qui insiste sur l'intercommunalité et la solidarité pour lutter contre l'exclusion sociale. Tout près des Mureaux, deux autres quartiers sont aussi classés comme sensibles, la Cité du Parc à Ecqueville et la Cité d'Acosta à Aubergenville. La démolition de deux tours des Musiciens n'a pas pour seul objectif de traiter, par la diminution du nombre d'habitants, un quartier sensible. Elle s'inscrit dans un projet de ville ambitieux. A partir du 29 novembre, la voie sera ouverte à l'allée du Parc, le trait d'union qui doit fédérer les quartiers jusqu'aux berges de la Seine, de l'autre côté du centre-ville. Pour que, dans dix ans, les jeunes des Musiciens répondent : «Les Mureaux c'est ici.»

Pascale Sauvage

HAUTS-DE-SEINE

L'AVENIR DE LA MJC DE COURBEVOIE

Animateurs et adhérents se mobilisent pour sauver le théâtre de la démolition

UN four à pain, un saule pleureur, une maison bourgeoise entourée de verdure, depuis qu'elle a élu domicile au bout du passage du Pourquoi-Fus?, la Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Courbevoie jouit d'un cadre idyllique. Mais, même si ses six cents adhérents ne laissent rien paraître, la doyenne des MJC porte le deuil. Le 30 septembre à l'aube, la mairie de Courbevoie a fait démolir le «pavillon du Jardinier», l'un des trois bâtiments de la MJC, siège du Minuscule Théâtre, ainsi nommé parce qu'il ne disposait que de 25 places. Exécution d'une décision de justice rendue le 3 juillet par la cour d'appel de Versailles, qui a ordonné l'expulsion de la MJC des locaux municipaux. Une décision assortie d'un délai d'un mois pour le théâtre et d'un an pour le bâtiment principal et l'annexe cinéma.

La destruction du pavillon n'est que le dernier épisode d'un conflit qui oppose, depuis une vingtaine d'années, la municipalité à la MJC. C'est en 1968 que Charles Deprez (UDF), maire de Courbevoie, ouvre les hostilités contre un équipement qu'il qualifie alors de «repère de gauchistes». Dès lors, les subventions municipales sont supprimées. La bataille juridique s'engage en 1972, à l'expiration du bail de la MJC, que le conseil municipal refuse de renouveler. Grâce à la loi de 1948, dont un article prévoit que les associations ont droit au maintien dans les lieux, la MJC obtient gain de cause auprès de la cour d'appel de Versailles en 1980. Las, la loi Méhaignerie abroge le précieux article et le maire entame une nouvelle procédure qui aboutit à l'arrêt d'expulsion.

Dans la ville, la démolition du théâtre a ému une partie de la population, qui juge que «les bénévoles de la MJC font un travail extraordinaire car il se passe peu de choses à Courbevoie». La commune n'offre à ses 65 000 habitants ni salle de cinéma ni activité théâtrale permanente, en dehors des programmes de la MJC. Pour remédier au «sous-développement

culturel» dénoncé par Yves Sutter, le jeune président de la MJC, la municipalité a ouvert l'an dernier l'espace Carpeaux, une salle de 450 places.

Le maire estimait récemment, sur les ondes d'une radio régionale, que «peu de personnes» suivaient les activités de la MJC. Les défenseurs de la Maison évoquent le cinéma La Lanterne, une salle classée art et essai (40 000 entrées par an) qui pratique une programmation éclectique, ou citent la troupe du Minuscule Théâtre dirigée par Daniel Lacroix. Jean-Yves Haby (UDF-PR), premier adjoint et député des Hauts-de-Seine, constate que «la justice a donné droit au maire de récupérer ses locaux, même si cela pose le problème de voir mourir le seul cinéma de Courbevoie». Pour justifier l'expulsion, le maire explique que l'espace libéré par la MJC permettra de créer une salle de conférences pour le musée attenant et surtout d'agrandir la cour de l'école maternelle contiguë. «C'est un prétexte!», répliquent les responsables de la MJC. Ils rappellent qu'aucune proposition de relogement n'a été faite. «Preuve manifeste que la récupération des locaux n'est qu'un moyen de nous étouffer».

Privée de subventions municipales depuis 1969, la MJC a appris à gérer son budget au plus près. Aujourd'hui, 85 % des dépenses sont financées par des frais de participation, alors que les subventions du Centre national de la cinématographie et de la direction régionale des affaires culturelles aident à boucler les fins de mois.

Pour M. Sutter la survie de la MJC s'apparente «au refus des banlieues mortes dès 20 heures le soir». Seule certitude, Courbevoie ne sera pas une «banlieue morte» samedi 28 et dimanche 29 novembre, puisque la MJC organise sa vingt-troisième Foire aux livres et aux disques. Quant au Minuscule Théâtre, réfugié au sous-sol du bâtiment principal, on y joue La Raison du plus fou.

Philippe Baverel

Le Monde ÉDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

EN VENTE EN LIBRAIRIE





## BRETAGNE

## Une faculté dans le centre de Brest

La nouvelle faculté des lettres de l'université de Bretagne occidentale (UBO) doit ouvrir à la rentrée 1993 en plein cœur de Brest. D'autres sites étaient possibles, mais le conseil municipal et le conseil des communautés urbaines ont choisi cet emplacement pour dynamiser le centre-ville, où, depuis l'abandon du projet de tramway en 1990, le besoin d'un souffle nouveau était perceptible.

Cette faculté va permettre de réduire le nombre d'étudiants de l'actuel campus, situé dans un quartier excentré. Construit selon les plans de l'architecte italien Maximiliano Fuksas, cet équipement est estimé à 110 millions de francs, financés par l'Etat, la région, la ville de Brest et sa communauté urbaine.

## LORRAINE

## Epidémie de démissions de maires

Une curieuse épidémie de démissions se propage en ce moment parmi les maires des communes de Meurthe-et-Moselle. Il s'agit souvent de « démissions-reconductions », destinées à remodeler des bureaux municipaux divisés. La technique a été inaugurée il y a un an par le maire de Tomblaine, Job Durupt (PS), désireux de se séparer de son premier adjoint, Jean-Paul Lacroix, également socialiste. Il a depuis été imité par le maire de Bény, Guy Vattier (UDF-PR), en désaccord avec deux adjoints RPR, puis par celui de Ville-en-Vermois, André Costerlinck (divers gauche), dont le premier adjoint a « objectivement » rejoint l'opposition RPR. Le dernier recours en date est celui du maire de Frouard, Claude Wild (PC), désireux d'éviter l'accession du meneur local de Génération Ecologie, Philippe Loui, au poste de premier adjoint. Le principe est simple. Le premier magistrat démissionne de son mandat de maire, ce qui entraîne la démission obligatoire de tous ses adjoints. Il ne lui reste plus qu'à se faire réélire par le seul conseil municipal, sans se représenter devant les électeurs, en choisissant de nouveaux adjoints. Seul le préfet peut bloquer la machine en refusant la démission du maire, ce qui compliquerait considérablement le dispositif. Pour l'instant, le préfet de Meurthe-et-Moselle a avalisé l'ensemble de ces remodelages « imposés ».

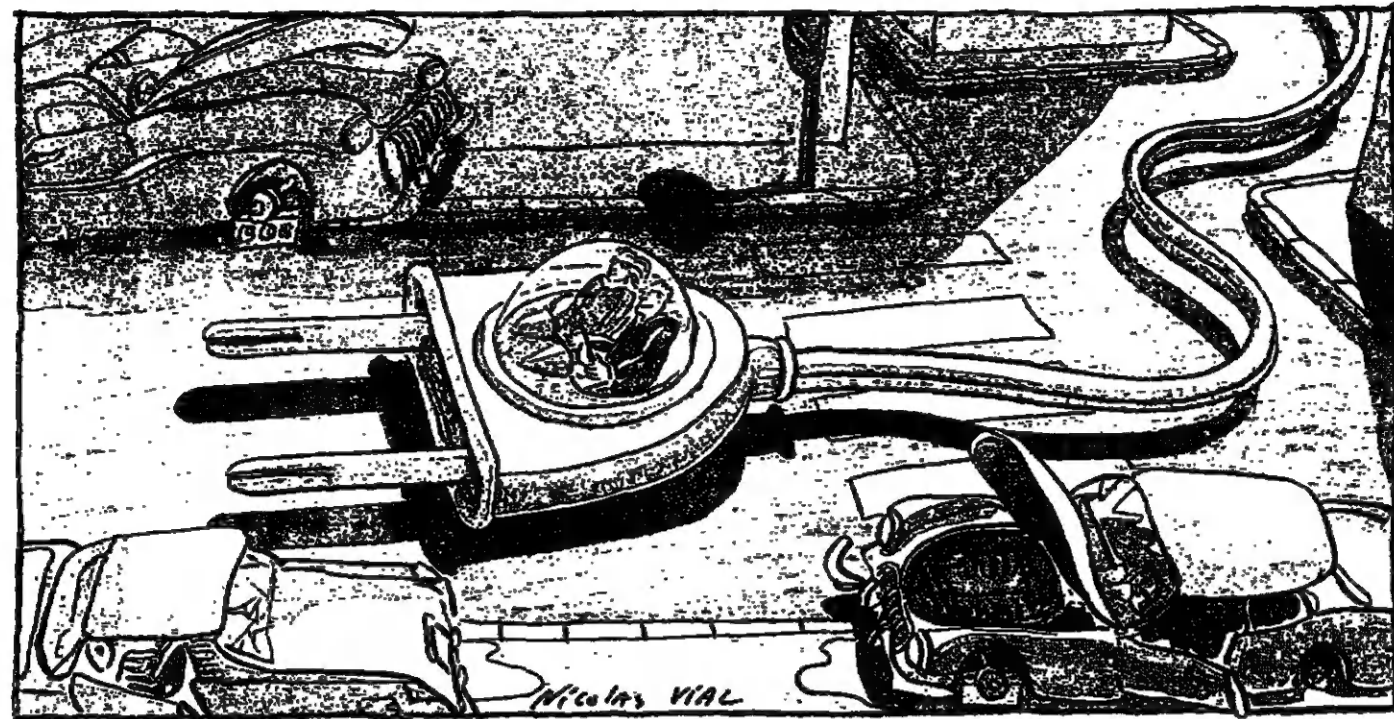
## PICARDIE

## L'avenir de l'Oise en questions

En collaboration avec l'IFOP, le conseil général du département de l'Oise a ouvert une enquête auprès des habitants pour savoir comment ils voyaient l'avenir de leur département. Interrogés sur l'afflux de population venant de la région parisienne, mais aussi sur le cadre de vie, la formation, les transports ou l'emploi, les habitants montrent un sentiment d'appartenance à une même entité territoriale. Le taux de participation est particulièrement élevé : sur les 220 000 questionnaires diffusés, 55 000 ont été retournés. Une famille sur quatre a donc pris part à la consultation. Les résultats doivent alimenter les travaux de la Conférence permanente du développement de l'Oise, créée au début de l'année par le conseil général. Cette structure comprend des élus, des chefs d'entreprise, des responsables d'associations, des enseignants, etc. Elle a pour mission d'élaborer une charte départementale de développement baptisée « l'Oise de nos enfants ».

# LA VOITURE ÉLECTRIQUE SE GLISSE DANS LA VILLE

Vingt-deux sites pilotes ont été retenus pour la mise en place d'un réseau urbain de véhicules non polluants, mais rien ne sera opérationnel avant 1995



« Tout dépend des municipalités : si elles collaborent, il y aura un effet multiplicateur. Sinon... », observait au Salon de la voiture électrique de Florence, en septembre, le sénateur Pierre Laffitte (RDE), ancien directeur de l'Ecole des mines et membre influent de l'Office parlementaire des choix technologiques. De fait, si l'introduction de la voiture électrique pose des problèmes techniques pour la motorisation et les batteries, elle rencontre surtout des difficultés pratiques de mise en place et d'usage.

Dans la phase expérimentale, il n'est pas prévu d'encourager la vente de véhicules électriques aux particuliers. On se limite aux « flottes captives », comme par exemple les véhicules de liaison utilisés par EDF (environ deux cents actuellement en service) ou par les municipalités (moins de six cents). « Pour moi, le véhicule électrique est un moyen de déplacement de proximité, une sorte d'appendice du transport en commun », affirme Georges Le Roy, chargé de mission à la direction commerciale d'Electricité de France.

On s'efforce donc d'associer les collectivités locales, qui ont la maîtrise du terrain. Le premier accord a été conclu au mois

de décembre 1991 entre la ville de La Rochelle, le groupe automobile Peugeot-Citroën (PSA) et l'entreprise publique. Pourquoi La Rochelle ? Parce que la ville de Michel Crépeau, ancien ministre de l'environnement, s'est toujours voulue en pointe sur ce plan. Elle gère déjà une flotte de trois cents cinquante vélos publics, répartis dans une dizaine de points de la ville. Ces vélos gratuits, échangés contre une pièce d'identité, servent de véhicules de ville aux automobilistes ayant laissé leur voiture dans un parc de stationnement. Le principe est donc là. Il suffit d'installer maintenant des bornes de rechargement des batteries pour compléter le dispositif « vélos » par un nouveau véhicule, tout aussi silencieux et non polluant : la voiture électrique.

Autre coïncidence : depuis 1991, une société rochelaise fabrique justement un véhicule électrique. Cette fourgonnette légère, appelée « l'électromobile Volta », a une carrosserie en polyester directement inspirée de la coque des bateaux de plaisance - tradition locale - et d'un moteur - Leroy-Somer - également régional. Le tout est monté dans une ancienne usine Simca devenu Ford. Plus d'une centaine de Volta ont déjà été vendues à ce

jour aux administrations et collectivités.

L'accord tripartite prévoit que, en septembre 1993, cinquante voitures Peugeot 106 et Citroën AX, dotées de moteurs électriques, seront confiées pour l'année à cinquante volontaires de La Rochelle, moyennant une faible participation financière. EDF, pour sa part, installera une centaine de bornes de recharge lente, lorsque la voiture est au garage, et quelques bornes de recharge rapide (pour la panne « sèche »).

## A La Rochelle, cinquante volontaires vont bénéficier d'électromobiles

Ces bornes de secours seront installées dans les stations-service de la société pétrolière Total (elle aussi partenaire de l'opération) et dans les aires de stationnement public. Car un minimum de précaution s'impose. Il est en effet difficile de laisser à la discrétion d'un public non averti le maniement d'un câble lourd qui charrie des milliers de volts...

Ainsi, le constructeur fournit les véhicules, l'électricien installe les bornes et la ville assure les services d'entretien et de gestion du parc. Si l'expérience s'avère concluante, trois cents véhicules pourraient être mis à la disposition des Rochelais dès 1994.

La ville de Tours prévoit de se lancer dans la même aventure en 1994. Châtelleraut, qui utilise des véhicules Renault depuis 1986 (Master et Express), va installer des bornes pour le public, comme aussi la ville de Paris. D'autres, qui testent déjà leurs propres véhicules électriques (Dijon, Dunkerque, Fréjus, Monaco, Montpellier, Metz, Nantes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg), pourraient à terme se rallier à la formule.

Des expériences plus limitées visent à tester les différents aspects du véhicule électrique en ville. A Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine, une flotte de vingt-cinq Citroën C 15 électriques circule depuis le début de l'année pour le compte du service clientèle d'EDF. Si l'expérience de circulation en milieu urbain dense donne satisfaction, la ville s'équipera à son tour de véhicules électriques pour la flotte de ses services.

A Toulouse, quatre Volta ont été ajoutées au parc des voitures classiques EDF, afin de tester l'intégration de véhicules électriques dans un parc de voitures banalisées, gérées par ordinateur. L'agent utilise indifféremment, selon les nécessités du service, des voitures thermiques ou électriques. A Lyon, la ville va tester la recharge des batteries en stationnement souterrain avec le parc EDF (trente-cinq véhicules) et une première flotte de dix véhicules électriques municipaux, qui vont être prochainement mis en service.

On s'achemine donc dans les villes de France vers deux modes d'utilisation des voitures électriques. La première, mise en route actuellement, privilégie la voiture libre-service. A l'aide d'une carte magnétique ad hoc, on emprunte le véhicule sur un parking public et on le restitue dans un autre, où il sera mis en recharge. C'est le « transport en commun individuel ». L'autre mode, qui devrait se développer ensuite, c'est la voiture électrique privée, que chaque propriétaire recharge la nuit dans son garage ou au parc de stationnement.

Dans les deux cas, cependant, de redoutables obstacles restent à surmonter. La voiture libre-service devra être finement gérée pour que chaque utilisateur soit satisfait. Comment garantir, par exemple, que les voitures disponibles seront toujours en charge et prêtes à l'emploi ? Sinon, elles risquent d'être aban-

données sur place en cas de panne, voire vandalisées sur l'aire de stationnement... Quant au propriétaire privé, il devra acheter ses batteries en leasing, car la restitution au fournisseur de la batterie usagée est le seul moyen de pouvoir recycler le cadmium et le nickel. Sa « deuxième voiture » sera donc toujours plus captive que l'autre.

Les constructeurs, cependant, restent confiants. « On sera les premiers au monde, en 1995, à vendre trois mille voitures de ville », dit-on chez Peugeot. Car la voiture électrique, à terme, sera « forcément moins chère que la voiture thermique, vu les techniques employées ». Pour Jean-Pierre Bourdier, le « Monsieur environnement » d'EDF, « une voiture électrique n'est qu'un chauffe-eau sans eau qui consomme en moyenne 2500 kWh par an ». Autrement dit, un appareil ultra-simple et peu coûteux à l'usage. Actuellement, la recharge d'une batterie revient à payer 1,20 franc le « litre » de carburant électrique. Et c'est un carburant qu'on ne consomme qu'en roulant, à la différence des moteurs à explosion, qui continuent à tourner dans les embouteillages lorsque la voiture est à l'arrêt.

Roger Cans

## Cités élues

Les ministres de l'environnement et de l'industrie avaient prévu à l'origine de réaliser « en vraie grandeur dix opérations pilotes de véhicules électriques dans dix villes ». Mais, devant le nombre de cités candidates au partenariat avec l'Etat, près d'une cinquantaine, le nombre de sites tests a augmenté. « L'originalité des propositions, la diversité des partenariats locaux mis en œuvre, l'association des centres d'enseignement et de recherche, des industriels, des différentes perspectives ont conduit le gouvernement à désigner finalement vingt-deux sites pilotes », précise un communiqué commun, publié jeudi 12 novembre par les ministres de l'environnement, de l'industrie et de l'énergie.

Une désignation qui s'est effectuée sur la base de critères précis, affirment les ministres, qui évoquent la maîtrise de l'énergie ou les moyens dont les collectivités doivent se doter. Trois villes et deux sites ont un rôle de pionnier : Châtelleraut, La Rochelle, Tours, Saint-Palais (Belle-Ile) et Sophia-Antipolis.

En plus des cinq pionniers, les autres villes sont : Avignon ; Bordeaux ; Cherbourg ; Douai ; Grenoble ; Le Havre ; La Roche-sur-Yon ; Lyon ; Montigny-lès-Corbeil ; Montreuil ; Nanterre ; Nantes ; Nevers ; Rouen (Sivom de) ; Saint-Quentin-en-Yvelines (sites associés) ; Versailles, plateau de Saclay ; site de Billancourt ; Strasbourg. Les critères qui ont présidé à ces choix ne semblent pas seulement objectifs ou scientifiques. Ainsi en est-il du triangle Peugeot de Montbéliard, Belfort et Héricourt, choisi sans doute pour faire plaisir au constructeur automobile. Quant à la désignation du Sivom de l'agglomération rouennaise, et non de la ville de Rouen, le nom du président de la structure intercommunale, Laurent Fabius, a dû peser au moment décisif.

## Limoges et ses trolleybus

La gare des Bénédictins et sa coupole de cuivre, l'hôtel de ville et ses clochetons pointus, ne sont pas seuls à donner à Limoges un charme particulier. Les véhicules blancs et rouges, aux longues perches baladeuses, intriquent les visiteurs de passage. Aux étrangers, aux enfants, on explique le fonctionnement et l'intérêt économique de ces trolleybus, ces véhicules de transport en commun aux « bras articulés » captant l'énergie électrique sur des fils tendus entre les façades des rues, qui donnent à la ville un air rétro. Le trolleybus arrêté, le conducteur debout à l'arrière pour orienter avec peine une perche récalcitrante rappelle des souvenirs.

Mais aujourd'hui le débat sur les nuisances en milieu urbain redonne un air de jeunesse à un réseau de fils et de véhicules silencieux qui doit fêter l'an prochain son demi-siècle d'existence. Les trolleybus, non polluants, économes en énergie et en bruit, prennent place dans les réflexions sur l'avenir de la circulation citadine. La preuve : la capitale du Limousin a reçu au mois de juillet une délégation d'élus et de techniciens de Mexico, l'une

des villes les plus polluées du monde, ammenée par la société GEC-Alsthom pour étudier in situ les avantages du réseau électrifié limogéais.

Dans les années 50, vingt-cinq villes françaises étaient équipées en trolleybus. Aujourd'hui, il ne reste que quatre agglomérations à en garder quelques lignes - Lyon, Grenoble, Marseille, Saint-Etienne - et Limoges est la seule à avoir préservé l'ensemble de son réseau urbain. Elle l'a même accru en 1979 de 1 kilomètre de ligne supplémentaire entre la ville et des zones industrielles. La municipalité ne se contente pas de gérer le passé, elle tente de le moderniser. L'automatisation des trois sous-stations d'alimentation électrique a été effectuée au mois de février, une nouvelle génération de matériel roulant, le trolley RVI ER100H à alimentation mixte électricité-diesel, a été mise en service, enfin l'utilisation du diesel de colza dans la consommation en hydrocarbure a été testée.

« Mais ce mode de desserte urbaine, souligne un responsable de la Société des transports en commun de Limoges (TCL), la société d'économie mixte qui

gère le réseau, a aussi ses inconvénients : coût d'exploitation élevé, itinéraires contraignants, manque de souplesse d'évolution. » Et surtout coût prohibitif des infrastructures nécessaires à la création de nouvelles lignes électrifiées. C'est pourquoi la part de ce réseau tend à baisser, en valeur relative, dans les extensions rendues nécessaires par les quartiers neufs, la construction des banlieues et des zones industrielles.

Avec 25,5 kilomètres de lignes, les trolleybus de Limoges ne représentent plus que 20 % du réseau en longueur, mais 36 % du nombre des kilomètres parcourus journalièrement et 45 % du total des voyageurs transportés (5,7 millions sur un ensemble de 12 millions en 1991). Ils restent les rois du centre-ville, et TCL va signer une convention avec l'Agence départementale pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour poursuivre la réflexion commune sur l'avenir de la traction électrique en milieu urbain.

de notre correspondant à Limoges  
Georges Chatain

**HOTEL DU RHONE**  
GENÈVE

Parce que  
votre succès est  
notre affaire.

The "Business" Hotels of the World.  
TEL: (41 22) 731 98 31  
FAX: (41 22) 732 45 58



هناك من لا يرى

REGARDS

PORTRAIT

Jean-Paul Delevoye :  
des racines rurales

Village massif, large cou planté sur un buste immense, Jean-Paul Delevoye possède la robustesse d'un enfant de la campagne. Le nouveau président de l'Association des maires de France, l'AMF, est, il est vrai, né dans une commune rurale du Pas-de-Calais, Bapaume, qui compte aujourd'hui 3 500 habitants et dont il est le premier magistrat. Il exerce un métier proche du monde paysan, puisqu'il est négociant en grains et céréales.

Cet homme dit « aimer la terre » et revendique un « bon sens paysan ». Alors, il est difficile d'imaginer l'adolescent tourmenté, élevé chez les jésuites, qui a rompu avec sa famille vers l'âge de dix-sept ans. Considéré, raconte-t-il avec un sourire de décalage, comme « l'intellectuel » d'une famille de quatre enfants, le jeune élève, en avance de deux ans sur l'âge scolaire, est envoyé dans un collège religieux, La Providence à Amiens. Il y apprend, entre autres, le latin et le grec, et se pénètre d'une conviction : « C'est le doute qui fait avancer les choses. Il faut avoir l'humilité de reconnaître ses erreurs ».

Alors que ses parents divorcent, Jean-Paul Delevoye rate son bac, devient « pion ». Il repasse l'examen « tout seul », le réussit, et entre à l'Institut supérieur d'agriculture de Lille, mais n'y termine pas ses études. Quelques années plus tard, il réintègre le giron paternel, reprend le métier de son père, et même, à la demande des fournisseurs, l'entreprise en difficulté. Il affirme avoir pensé, en 1988, un peu de temps « aux côtés des révoltés », réclamant « une société plus juste ».

Mais, très vite, son analyse des événements diverge. Comme sa famille, de tradition gaulliste, il estime que le pays a besoin d'une autorité forte et consentie. « Il faut que le chef de l'Etat montre une direction, des objectifs, et qu'il donne envie d'y adhérer. C'est précisément ce qui manque aujourd'hui. Notre société est une juxtaposition d'intérêts égoïstes : corporatismes, régionalismes, nationalismes », déclare-t-il.

En 1980, Jean-Paul Delevoye est élu conseiller général du canton de Bapaume, avec le soutien du RPR. Il adhère à ce parti en 1981 et, sous son étiquette, remporte plusieurs mandats : maire de Bapaume, conseiller général, député entre 1986 et 1988, et sénateur, en septembre 1992. Il est élu « un maire droit, à son échelle, à l'ordre d'une éducation collective ». A-t-il œuvré dans ce sens, depuis dix ans ? « J'ai installé une entreprise d'insertion pour les chômeurs de longue durée et les jeunes. J'ai mis en place un atelier de dons de vêtements ».

Après avoir été, pendant plusieurs années, président de la commission des finances de l'AMF, il a accepté d'en briser la présidence. Pau charismatique, le nouvel élu semble posséder une revanche une réelle capacité d'écoute. Et il a su trouver le ton juste pour se présenter à ses collègues, au cours du dernier congrès (le Monde daté 22-23 novembre). Il estime que son « jeune » âge (quarante-cinq ans) est un atout pour mener à bien la difficile mission qui est la sienne : préserver l'unité de l'AMF, tout en faisant valoir les intérêts du monde rural.

R. R.

LIVRES

LE XXI<sup>e</sup>  
ARRONDISSEMENT

BOULOGNE-BILLANCOURT, VILLE DES TEMPS MODERNES  
Culot et de Bruno Foucart  
Institut français d'architecture/Mardaga, coll. « Villes »  
408 pages, 557 F.

EN 1922, après le déclassement de l'enceinte qui mure Paris, deux conseillers municipaux de la capitale reprennent une vieille idée du baron Haussmann et réclament la transformation de Boulogne-Billancourt en un arrondissement, le XXI<sup>e</sup>, « au nom de l'hygiène et de la gestion moderne de l'agglomération ». La jeune garde « boulognoise » installée dans les communes de la petite couronne mène une vigoureuse contre-offensive : à sa tête André Morizet, sénateur et maire socialiste de Boulogne. Ce dernier assure finalement son indépendance au prix de quelques terrains cédés du côté des fortifications, mais scelle l'union définitive de Boulogne et de Billancourt.

Une exposition (1) et un livre dressent la brève histoire de cette ville qui croît au rythme des vagues industrielles qui se succèdent sur son territoire. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Boulogne est un hameau rural assoupi dans une boucle de la Seine et Billancourt, qui relève de la municipalité d'Anteuil, une ferme. Cent ans plus tard, la soudure entre les deux entités est loin d'être faite. Boulogne, plus bourgeoise, en dépit de ses blanchisseries, regarde vers le bois tandis que Billancourt, accueillie des industries d'avant-garde : images et machines volantes. Etienne-Jules Marrey, précurseur du cinématographe, installe en 1882, à la porte des Princes, l'anneau circulaire de

sa « station physiologique » où il tente de capter le mouvement, grâce à son « fusil à images ». En 1912, Sarah Bernhardt interprète la Reine Elizabeth, film de Louis Mercanton, dans le studio-usine Eclipse, près du vélodrome du Parc des Princes. D'autres studios lui succèdent, bientôt flanqués, au Point du Jour, de laboratoires cinématographiques.

La bataille du plus léger et du plus lourd que l'air se règle au tournant du siècle. Billancourt est l'un des hauts lieux de cette compétition. Les dirigeants de la société Astra-Surcouf cèdent bientôt le terrain aux avions de Voisin, Esnault-Pelterie et Farman. Mais une autre industrie devient hégémonique, au lendemain de la première guerre mondiale : l'automobile. L'empire Renault avale, morceau après morceau, près d'un dixième de la commune.

La forteresse ouvrière

Trois photographes ont, dans les années 30, fixé des images de l'entreprise alors triomphante. Robert Doisneau a saisi des ateliers archaïques, enfumés, où les ouvriers ont encore des gestes d'artisan. Au même moment, Pierre Jahan capte l'énergie et la technique d'une usine moderne, tandis que Pierre Boucher est sensible à l'esthétique des toiles empilées et aux voiles courbes des bâtiments de béton.

Mais la « forteresse ouvrière » ferme ses portes. L'île Seguin devrait être arasée à la fin de l'année 1993. Du coup, l'urbanisme de la ville risque d'être modifié aussi radicalement qu'à l'époque où le maire, André Morizet, imaginait de grands axes pour désenclaver sa commune et demandait à l'ar-

chitecte Tony Garnier de lui construire une nouvelle mairie, « cathédrale-usine municipale », transparente, qui retrouve aujourd'hui sa rigueur et son élégance originelles grâce à une rénovation soignée.

Qualité que l'on reconnaît dans les constructions laissées par la génération des architectes liés au mouvement moderne : Le Corbusier et Jeanneret, Faure-Dujarric (l'auteur du magasin des grands boulevards, les Trois Quartiers, aujourd'hui défiguré), Mallet-Stevens, Patout ou les frères Perret. Les « trente glorieuses » furent moins heureuses et on attend avec un rien d'inquiétude l'opération qui, après le départ des usines Renault, doit remodeler 650 000 mètres carrés d'un coup (55 hectares sur le seul territoire de Boulogne). Pour l'heure, préfet, fonctionnaires du ministère de l'équipement et édiles municipaux jouent une partie de bras de fer pour imposer leurs points de vue en matière d'urbanisme. Un urbanisme qui sera, on l'espère, à la hauteur de ce XXI<sup>e</sup> arrondissement.

Emmanuel de Roux

(1) « Boulogne, ville en mouvement. 150 ans de photographie ». Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (92100). Tél. : 47-12-77-95. Jusqu'au 20 décembre.

EN GASCOGNE  
de Jean-Roger Bourrec.  
Privat, collection « Pays et villes de France », 220 p., 150 F.

Pour évoquer cette terre aux accents rocailleux que l'on appelle la Gascogne, les éditions Privat viennent de publier un joli livre. Parfumé à l'arnégas, les chemins après de ce pays balayé par les vents d'ouest et d'autan gardent le souvenir de ces fines lames qui ont nom d'Artagnan, Jean Lannes et Blaise de Montluc. Cette Gascogne à la pointe de l'épée ne saurait oublier la vie quotidienne des hommes d'aujourd'hui qui vivent entre Gers et Hautes-Pyrénées. Là où la Lomagne frôle l'Agenais, « se promène dans les environs de Lectoure, descend jusqu'à Florence et, à l'est, se tourne vers le toulousain ». L'arbre et l'arbuste, l'oie et l'eau-de-vie marquent les bornes d'une province qui cache des pierres étonnantes comme celles, méconnues, de l'abbaye cistercienne de Flaran.

Une fois la lecture achevée, on regrette qu'entre les photographies qui illustrent ce livre, les auteurs n'aient glissé aucune carte pour faciliter le voyage dans ce Sud-Ouest qui a été un des fleurons de l'Occitanie. Enfin, sur l'ensemble du volume, seules quatre lignes sont réservées à la tauromanie. Un ostracisme qui oublie que le Gers, un des départements les plus attachés de la Gascogne, possède, avec Vic-Fezensac, un des temples français de la corrida.

Ici, à la Pentecôte, dans ce bourg de trois mille cinq cents habitants, loin de Nîmes envahi par le parisianisme, on célèbre avec passion le culte du toro de combat. Quel aficionado n'a pas pris un jour la route de ces arènes de Gascogne pour participer à la feria organisée par des bénévoles ?

Est-ce pour faire pardonner cet « oubli » que les premières pages du livre offrent une superbe photo du monument dressé devant les arènes de Vic et représentant un taureau aux cornes impressionnantes, comme on n'en voit plus guère dans les plazas du sud de la Loire, s'écroulant au pied du matador ?

J. P.

COURRIER

La fin  
du socialisme utopique

A propos des cités-jardins du Plessis-Robinson (le Monde daté 4-5 octobre), il faut rappeler que l'office d'HLM des Hauts-de-Seine, né en 1962 du dépeçage de l'Office de la Seine, et donc dirigé par le RPR, n'a jamais pu s'entendre avec la municipalité du Plessis-Robinson, communiste jusqu'en 1989. Non entretenus, les bâtiments se sont délabrés. La cité, qui se trouve à 10 kilomètres de la porte de Châtillon, était presque à la campagne en 1930. Elle est presque à Paris aujourd'hui. Le temps n'est donc plus au socialisme, qu'il soit utopique ou pragmatique, mais à la rentabilité. Le but n'étant plus le même, il est clair que l'urbanisme sera différent. Il ne peut donc s'agir de réhabiliter l'ancien, ni de réaliser une « nouvelle génération de cités-jardins ». A moins que l'on considère l'ensemble de Parly II comme une cité-jardin, mais ce n'est plus de l'euphémisme !

BERNARD MARREY

Paris

L'action  
des associations  
à Bordeaux

Ce sont les associations qui ont les premières émis des critiques sur le VAL (le Monde daté 15-16 novembre). Dès 1987, Aquitaine Alternatives a diffusé un dossier contre ce projet. Pour élargir cette action et toucher un public plus vaste, une nouvelle association, TransCUB, regroupant au départ des écologistes et des usagers des transports, s'est créée en 1989. Elle consacre depuis cette date toutes ses actions aux transports en commun dans la communauté urbaine. Les partis ont mis très longtemps à s'intéresser au dossier. Il a fallu que les associations introduisent des actions en justice, manifestent sur la voie publique, leur écrivent à plusieurs reprises pour que certains élus osent enfin contester un projet du maire de Bordeaux.

Il est rare que les associations réussissent à mobiliser la population (600 personnes dans la rue le 14 novembre à Bordeaux) et à faire évoluer un projet, surtout face à des groupes industriels aussi puissants que Matra et à un devis de 6 milliards de francs. Alors qu'on évoque si souvent le déclin de la citoyenneté et le repli sur l'individualisme, il est réconfortant de voir des citoyens se mobiliser sur des sujets d'intérêt général et revendiquer plus de démocratie locale. Les présenter comme des contribuables ou des chefs d'entreprise soucieux de leurs intérêts particuliers, accorder une si large place aux politiques, me semble une approche réductrice, de la réalité.

DOMINIQUE PROST  
La Bouscat (Gironde)

Le coût des travaux

Bravo pour ce supplément « Heures locales » nouvelle manière. D'autant que le ton, les informations, tantôt brèves, tantôt plus consistantes, permettent aux élus comme aux citoyens d'obtenir des nouvelles régionales que le parisianisme embrume quelque peu.

Puis-je me permettre de vous suggérer un sujet d'enquête qui intéresse élus et citoyens ? Pourquoi les coûts des travaux publics réalisés par les collectivités territoriales sont-ils plus élevés que ceux effectués pour des particuliers ou des entreprises privées ? Question « naïve » qui mériterait une réponse pour le moins « explosive » ! Mais n'ai-je point entendu souvent dire que la transparence était un des fondements de la démocratie ?

GERARD PLANTEROSE  
Saint-Léger-du-Bourg-Denis  
(Seine-Maritime)

DÉBAT

NOUVEL ÉLAN POUR LA DÉCENTRALISATION

par Pierre Richard

LES idées, ces dernières années, ont été comme dépeçées par les événements. Il faut, pour en prendre toute la mesure, faire un point sérieux de la situation, tirer les conséquences de ce qui s'est passé et se projeter vers l'avenir. La décentralisation est une bonne illustration des grandes mutations qu'a connues notre pays depuis quinze ans. Elle est aujourd'hui à la recherche d'un nouveau équilibre. Si nul ne sait ce qui se passera exactement dans les deux ou trois années qui viennent, il est possible de se fixer un objectif à long terme, et imaginer ce qui paraît souhaitable d'ici douze à quinze ans dans la répartition des pouvoirs entre les collectivités publiques. La vision étant alors définie, on peut se mettre en marche et progresser pas à pas.

C'est l'appel très fort que formulent aujourd'hui nos citoyens et nos élus locaux : la décentralisation, c'est-à-dire l'application du principe de subsidiarité, qui d'accord. Mais pour quoi faire, avec qui et comment ?

Le fonds de recherche sur la décentralisation, créé à l'initiative du Crédit local de France en association avec la Caisse des dépôts, veut contribuer à formuler des réponses concrètes à ces interrogations fondamentales. Il permettra de lancer des études approfondies conduites par des experts, des praticiens et des universitaires, qui travailleront en toute indépendance. Une commission de la décentralisation guidera ces travaux. Elle proposera les axes de recherche et débatera sur les propositions des experts. Un Livre blanc, *Décentralisation 2005*, conclura les travaux à l'horizon 1994.

Préside par Jacques Chaban-Delmas, la commission comprendra de hautes personnalités du monde politique, économique et social. On renoue en quelque sorte avec la méthode de la commission Guichard. Celle-ci proposait, dans son rapport « Vivre ensemble » de 1976, un « modèle de développement » avec un cheminement sur le moyen.

Chacun sent que la décentralisation est aujourd'hui au milieu du gué. L'attente pour des objectifs clairs et des solutions concrètes est très forte.

Un regard rétrospectif sur les dix

années déjà écoulées sera très utile. La décentralisation des années 80 a été surtout une réforme institutionnelle : huit cent dix-neuf lois et décrets d'application en dix ans. Elle a, pour l'essentiel, rebattu les cartes des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales et a permis l'émergence d'un véritable pouvoir local. C'était nécessaire pour débloquer le système, la France étant historiquement et culturellement un pays très centralisé, trop centré sur Paris et les ministères.

La récente loi de février 1992 sur l'administration territoriale de la République marque une deuxième étape de la décentralisation : une réforme « applicative » qui introduit des dispositifs souples et dynamiques dans la gestion du territoire : par exemple, une meilleure coopération entre les différentes collectivités publiques, y compris l'Etat. Il ne s'agit plus avec cette loi de transférer ou de partager de pouvoirs, mais de solidarité et d'actions concertées.

Coopération Etat-collectivités

La troisième étape, celle des années 90, avec application définitive au-delà de l'an 2000, pourrait concerner deux nouveaux champs de réforme.

Premier enjeu : la décentralisation n'a de sens pour le citoyen que si elle a un impact réel sur le cadre de vie quotidien, et en particulier sur l'aménagement du territoire.

L'essouffissement depuis plus de quinze ans de la politique d'aménagement du territoire tient au fait que l'on n'a pas su inventer une méthode capable de se substituer au volontarisme étatique des années 60, qui a notamment délocalisé les industries vers l'Ouest. L'Etat n'a plus la capacité aujourd'hui d'imposer une politique technocratique. Il doit composer avec un corps d'élus locaux puissants, organisés, capables de parler haut et fort. L'aménagement du territoire se fera avec les élus ou ne se fera pas.

Cette nouvelle étape pourrait être celle d'une coopération exemplaire entre l'Etat et les collectivités locales pour co-gérer le territoire. Les contrats de plan Etat-régions indiquent la voie mais sont insuffisants. Il faut que l'Etat apporte du « grain à moudre », et ce grain n'est pas nécessairement budg-

taire. Les crédits budgétaires seront toujours insuffisants ! Il faut que l'Etat intervienne par les leviers économiques qu'il maîtrise lui-même. Ils sont nombreux. Pensons aux emplois publics (plus de 4 millions d'emplois contrôlés par l'Etat sur 22 millions d'actifs), aux grands services publics, tant des secteurs concurrentiels que non concurrentiels, aux réseaux de la recherche et des universités.

Le deuxième enjeu de cette nouvelle étape porte sur la démocratie locale. La décentralisation porte encore trop le marque des experts. Elle n'est pas suffisamment l'affaire des citoyens. Pour que la décentralisation devienne synonyme de démocratie locale, il faut mettre en œuvre le principe de transparence. Le contrôle démocratique doit s'exercer sur des structures, des organisations lisibles et simples à comprendre. L'objectif de simplification du dispositif actuel doit l'emporter sur tous les autres, même sur l'objectif d'égalité. Un système idéal de péréquation risquerait d'être une véritable « usine à gaz » financière. Celle-ci serait donc contestée à peine construite. Mieux vaut un système plus fruste, imparfait mais lisible.

Cet effort de clarté et de lisibilité doit se décliner sur le long terme. Fixons l'objectif souhaitable. En ce sens, la spécialisation des recettes fiscales par nature de collectivités locales, la clarification des compétences par blocs faciliteraient grandement la compréhension du système.

La commission de la décentralisation, qui démarre ses travaux le 9 décembre, aura du pain sur la planche. Elle ne pourra pas ne pas évoquer la question du rôle de l'Etat dans un pays centralisé, de l'organisation de la solidarité entre les collectivités, du nombre de niveaux d'administration de notre pays à l'heure de la construction de l'Europe, du statut des fonctionnaires locaux. En faisant volontairement un saut de douze ou quinze ans, on rend la réflexion plus sereine, chacun sentant qu'il n'est pas menacé dans l'immédiat. L'évolution est alors possible vers une société plus responsable et plus conviviale.

Pierre Richard est directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et président du directoire du Crédit local de France.

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevillères gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39



# MÂCON

## Paisibles bords de Saône

« **C**ETTE ville est trop heureuse. » Jean-Pierre Labruyère ne voit pas d'autre explication à l'indolente langueur qui baigne la préfecture de Saône-et-Loire. Homme d'affaires dont le groupe prospère dans la distribution, ce notable de vieille souche mâconnaise a pris un coup de sang, au mois de juin dernier, en agitant au nez d'une assemblée geignarde de la chambre de commerce et d'industrie le spectre du déclin : « Si nous ne faisons rien, je crains que Mâcon ne soit reléguée à un rôle de sous-préfecture rurale. » Une si sombre prophétie, de la part d'un homme si éminent, a fait tanguer la ville, peu habituée aux esclandres. Ici, la vie coule, aussi lisse et paisible que la Saône.

« Les gens ont la culture du statut, de la sécurité et du bien-être », explique Jean-Pierre Worms (PS), député de la circonscription. Ces valeurs hautement républicaines s'épanouissent sur le terrain d'une ville de tradition administrative, où le service public emploie encore 8 000 personnes. Le tertiaire privé, le négoce du vin et un tissu équilibré de PME sont les autres boucliers de Mâcon face à la récession (moins de 9 % de chômage). Pourtant, la morosité commence à descendre des coteaux voisins, où les AOC n'échappent pas à l'atonie du marché vinicole. La perte récente des deux cents emplois de la SEITA a été la première saignée vraiment douloureuse dans l'économie locale. Plus inquiétant pour l'avenir a été le départ, coup sur coup cette année, de trois sièges sociaux de banques vers Chalon-sur-Saône et Bourg-en-Bresse.

Une crise en pente douce, mais une crise tout de même, qui laisse la ville bourguignonne incrédule. Jusque-là, Mâcon se laissait vivre. La création en 1981 d'un arrêt du TGV Paris-Lyon sur son territoire n'a pas provoqué de déclin. Onze ans plus tard, la zone d'activités autour de Loché reste un quasi-désert. « C'est une gare de western », dit Jean-Pierre Worms. Les autres zones industrielles de l'agglomération sont certes plus vaillantes, mais l'économie mâconnaise s'est davantage nourrie du développement d'activités existantes que d'implantations nouvelles. Président de la chambre de commerce et d'industrie, Jacques Bayardon estime que l'apport du TGV n'est pas quantifiable.

Il reconnaît qu'« attirer des entreprises nouvelles n'a pas fait l'objet d'une action spécifique ». A quoi bon sonner le tocsin quand on échappe aux sinistres qui ravagent le bassin minier voisin du Creusot, voire la région chalonnaise ? Pendant toutes ces années, Mâcon s'en est remis au hasard et aux circonstances.

Ses atouts naturels devaient suffire à sa promotion : qui ignore que la ville est à la croisée des autoroutes A6 Lyon-Paris et A40 vers Genève, et prochainement de la route Centre-Europe-Atlantique ; que la Saône, grâce au canal de dérivation fraîchement creusé, y est au gabarit européen ; que le TGV met la capitale à 1 h 40 ; que Lyon est à 60 kilomètres ; que la table y est bonne et le stress inconnu ? La « sortie » récente de Jean-Pierre Labruyère n'était rien d'autre qu'un appel à la mobilisation : « Il est temps d'entendre l'hymne « Mâcon, réveille-toi ! », insiste-t-il aujourd'hui. Depuis quinze ans qu'il est le locataire de l'hôtel de ville, derrière la façade rutilante de fleurs de l'ancienne demeure des comtes de Montreuil, Michel-Antoine Rognard a eu, il est vrai, d'autres priorités que le développement économique. Le nouveau maire socialiste avait hérité des dettes de son prédécesseur, le bouillonnant Louis Escande. Les chantiers inachevés de ce bâtisseur, qui rêvait tout haut d'un Grand Mâcon de 100 000 habitants, avaient laissé les finances locales exsangues. Après les ZUP construites à cadence forcée au nord et au sud de l'agglomération, puis les larges avenues tracées au cordeau sur le modèle américain, les bulldozers avaient entrepris d'éventrer le vieux Mâcon. Même la maison natale de Lamartine, rue des Ursulines, a fait partie des victimes de l'époque.

**Incertaine de ses limites, la ville hésite toujours entre Lyon et Dijon.**

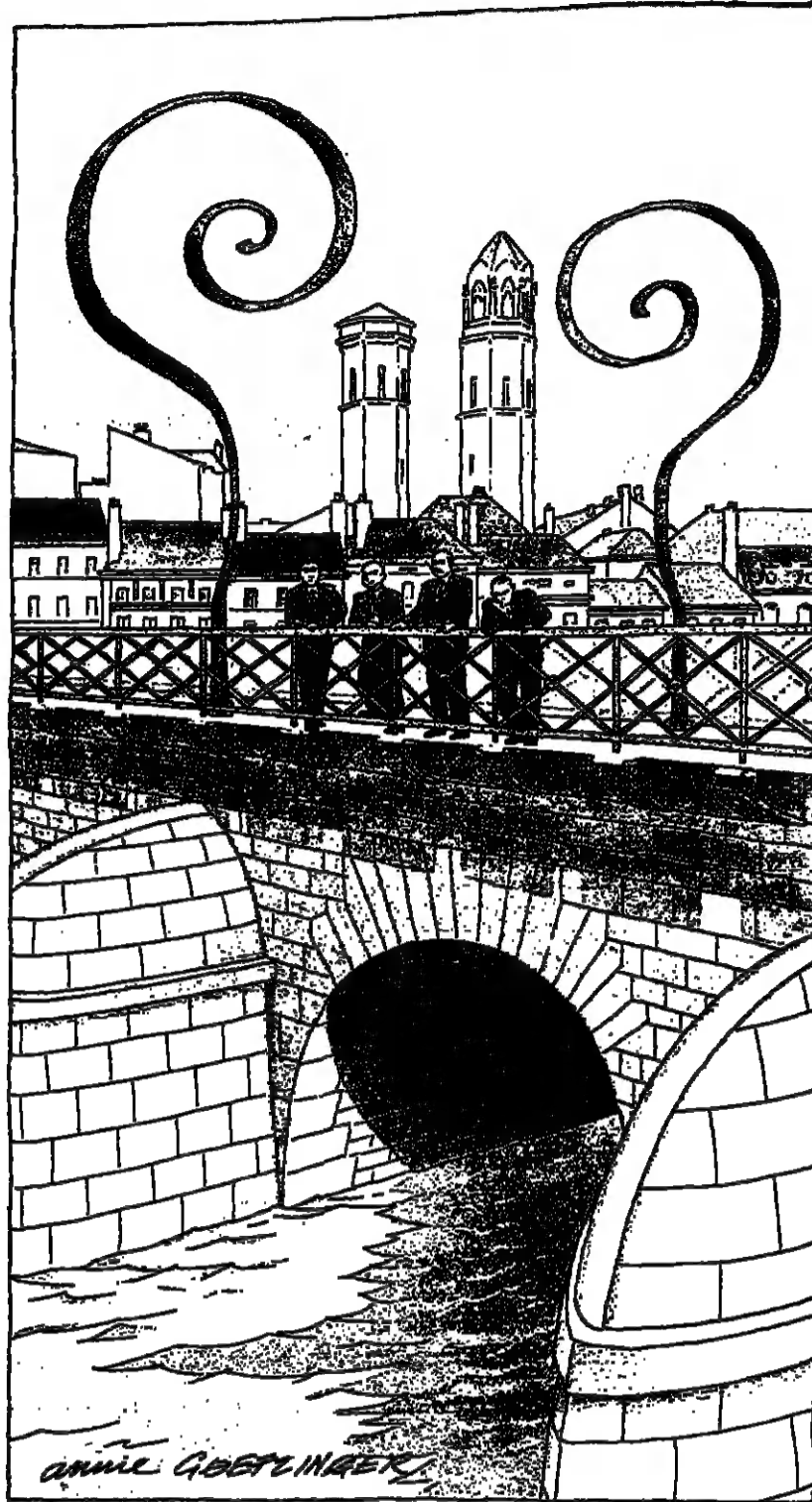
Non sans fierté, Michel-Antoine Rognard peut aujourd'hui se vanter d'avoir « reconstitué le centre-ville », quand d'autres maires se contentaient de sauvegarder le leur. La plus méridionale des cités bourguignonnes a peu à peu retrouvé ses couleurs italiennes. Mais, derrière l'ocre des façades et sous les tuiles romanes, ce n'est pas un quartier-musée que la municipalité a voulu resusciter. Grâce aux nombreuses acquisitions de l'ancienne équipe, puis au droit de préemption exercé systématiquement depuis 1977, la rénovation a été conduite avec un souci constant du logement social : à Mâcon, la moitié de la population habite en HLM. Derrière le quai Lamartine, l'entrelacs des ruelles résonne ainsi d'une vie authentique. De la place aux Herbes, qui accueille un marché aux fleurs presque provençal, jusqu'au square de la Paix,

Mâcon vaque à ses occupations quotidiennes dans un cadre historique sans ostentation. La Maison de bois, ce « gigantesque bahut », selon les frères Goncourt, que les mâconnais ne devaient regarder qu'en « échappade » en raison des sculptures grivoises qui ornent ses façades, pourrait n'être qu'un lieu touristique. De même que le musée Lamartine, la chapelle Saint-Vincent-de-Paul — curieusement ovale — à l'intérieur de la résidence Soufflot, ou encore les tours dépareillées du vieux Saint-Vincent. Mais la ville ne vend pas ses charmes au premier touriste de passage. Comme si, par un excès de pudeur, elle réservait le meilleur d'elle-même à ses propres habitants.

La cité ne manque de rien en matière d'équipements sportifs et culturels, que certains jugent même surdimensionnés. Une telle politique de cadre de vie a son prix. L'endettement de l'après-Escande n'a guère diminué, même si Michel-Antoine Rognard assure : « Nous avons rétabli les grands équilibres. La situation de nos finances est tendue mais saine. » Pour s'attaquer désormais au développement économique — en particulier pour commercialiser la zone de Mâcon-Loché — la ville se trouve pénalisée par son taux de taxe professionnelle (18,25 % contre une moyenne départementale de 5,25 %). Mais elle souffre aussi de sa situation géographique.

Étirée sur un douzaine de kilomètres le long de la rive droite de la Saône, Mâcon est bloquée à l'ouest par les premiers vignobles du Mâconnais. A l'est, sur l'autre berge, c'est un autre département, l'Ain, et une autre région administrative, Rhône-Alpes. Même impasse au sud, où l'on bute sur le département du Rhône. Au nord, les possibilités de développement ont été explorées, mais se heurtent à la concurrence de Tournus et de Chalon. A-t-on déjà vu un chef-lieu de département aussi excentré ? Malade de ses limites administratives, l'agglomération n'a, de surcroît, jamais eu de stratégie claire entre Dijon et Lyon.

Le choix des industriels semble pourtant fait : « La Bourgogne est une fausse région, et Dijon une fausse capitale », plaide Jean-Pierre Labruyère. Mâcon a toujours été attirée par Lyon : son développement économique doit être recherché en liaison avec Rhône-Alpes. Pour Michel-Antoine Rognard, la ville peut devenir, sans quitter le giron administratif bourguignon, « une tête de pont vers Rhône-Alpes ». Il appelle de ses vœux une délocalisation des universités lyonnaises, l'environnement d'enseignement supérieur faisant gravement défaut. Mais, avant de loger au loin, l'agglomération devra se



dépêtrer d'un lancinant imbroglio local. La loi sur l'administration territoriale de la République a réveillé ici d'ancestrales rivalités de clocher. Ville-centre, Mâcon a tout naturellement proposé un projet de communauté de communes englobant ses cinq voisines les plus proches, extensibles à cinq communes de la rive gauche. Réaction immédiate dans l'Ain, où Michel Voisin, député UDF et maire de Replonges, a réussi le tour de force de réunir, en quelques semaines, dans le même projet de district, trente-quatre communes rurales. « Cela compte », dit-il, tout en refusant qu'on y voie une « machine de guerre ». « On sait qu'on doit travailler avec Mâcon, on le veut, mais dans un partenariat librement consenti. »

Dans le bureau du maire de Mâcon, le courant à l'air de mieux passer avec lui qu'avec son cousin germain : Gérard Voisin, maire PR de Charnay-lès-Mâcon (6 000 habitants) et candidat déclaré de l'UDF aux législatives. Celui-ci a rassemblé une dizaine de communes contiguës, encore sous le traumatisme de la loi Marcellin et des tentatives d'annexion du Grand Mâcon, pour réfléchir à la « coopération intercommunale autour de l'agglomération mâconnaise ». Une intercommunalité sans la ville-centre ? « Les pourparlers ne sont pas rompus avec Mâcon », nous rassure Gérard Voisin, mais la période électorale qui s'annonce augure mal de la suite.

Toutes étiquettes confondues, les décideurs économiques défendent le projet de Mâcon comme le seul cohérent, et dénoncent « la guerre des écharpes ». Conseiller régional RPR, Jacques Bayardon est pessimiste : « Malheureusement, la politique ne cède pas le pas au bon sens. On va installer une intercommunalité de quartiers préjudiciable à l'intérêt général. » Sur son impulsion, la CCI vient d'annoncer la création d'une structure de développement

économique pour le Mâconnais-Val-de-Saône qui transcende les fœdalités politiques et les frontières administratives. Si Mâcon rate l'intercommunalité comme d'autres échecances du passé récent, c'est, pense Jacques Bayardon, « parce qu'il n'y a pas d'homme qui ait la tête au-dessus de la mêlée ».

Ce sentiment qu'il faut une personnalité d'envergure à la tête de la ville pour imposer Mâcon est de plus en plus partagé. La grande erreur du maire, selon « Jacky » Bayardon, est de n'avoir pas cumulé son mandat avec celui de député. Aujourd'hui, il trace un portrait-robot très « clintonien » du chef qu'il faut à sa ville : « Un homme entre quarante et cinquante ans, qui ait une grande ambition. » Mais, surtout, ne lui demandez pas de nom. Dans la pratique politique mâconnaise, ce serait une faute de goût : hormis Jean-Pierre Worms, élu depuis 1981 mais toujours considéré comme un parachuté, la classe politique locale a usé ses fonds de culotte sur les mêmes bancs d'école, joué au rugby et vieilli ensemble. « Nous sommes des amis de trente ans », disent aussi bien le RPR Bayardon que le PR Voisin du socialiste Rognard. Et vice-versa.

Un nom pourtant revient souvent dans les conversations. Celui de Dominique

Perben, le maire RPR de Chalon, dont le dynamisme est cité en exemple à tout propos. Avec lui, l'éternelle rivalité de Mâcon a reconquis une image nationale, et son charisme a mis sous l'éteignoir les querelles locales. Le Mâconnais recèle-t-il un homme politique de sa trempe, ou, mieux encore, un autre Alphonse de Lamartine ? Libre de tout engagement politique, Jean-Pierre Labruyère répond à sa manière, par une question : « Ne faudrait-il pas un homme nouveau, venu d'ailleurs ? » La greffe serait assurément délicate avec une ville qu'on ne conquiert pas, mais qui vous coopte. On ne saurait trop conseiller au postulant un temps de méditation sur la roche de Solutré toute proche. François Mitterrand n'expliquait-il pas dans la Paille et le Grain : « De là, j'aperçois mieux ce qui va, ce qui vient et surtout ce qui ne bouge pas. »

De notre envoyé spécial  
Jean-Jacques Bozonnet

Prochain article :  
FERMIER

• Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre), Saint-Malo (daté 22-23 novembre).

### Le pont de la concorde

Dans la Guerre des Gaules, Jules César s'irritait de devoir en scruter les flots pendant des heures pour savoir de quel côté elle coulait. La Saône est une rivière immobile, aux crues lentes et amples. L'est, son plan d'eau étale est le terrain de jeu favori des mâconnais, pour qui les plaisirs de l'eau valent ceux du vin.

Toutefois, cette rivière aux manières bonhommes reste une redoutable frontière, comme au temps où elle marquait la séparation entre le Royaume et l'Empire. Dans les esprits subsiste une solide méfiance entre les deux rives. Le Bressan ressasse le « serment de suprématie » prêté au Mâconnais, lequel semble ignorer la vaste plaine fertile dont les confins se noient

dans la brume. Entre ces deux mondes, un unique pont de pierre, étroit et singulier. Édifié au XI<sup>e</sup> siècle, fortifié au XII<sup>e</sup>, allongé au XV<sup>e</sup>, surélevé au XIX<sup>e</sup>, rescapé des bombardements de la seconde guerre mondiale, c'est le même unique pont de pierre qui absorbe le trafic urbain. Rafistolé en permanence, le vieux pont Saint-Laurent est toujours debout. Le supplice de l'embouteillage y a remplacé le peigne du fouet. Les automobilistes pressés l'abordent avec angoisse, comme jadis les prisonniers huguenots que le gouverneur de Mâcon faisait précipiter dans la Saône.

Les embarras de circulation le seront prochainement, avec la création d'un second pont

urbain, légèrement plus au sud. Son financement est bouclé. Le défilé a été le creusement du canal de dérivation de la Saône, sur lequel Ain et Saône-et-Loire se déchiraient depuis trente ans. Désormais en eau, ce contournement par l'est fait émerger une « île » de 35 hectares, hors d'atteinte des inondations. Les projets d'aménagement de ce site foisonnent.

Le nouvel ouvrage d'art sera, selon le maire, « le pont de la concorde ». Faisant allusion au climat du dialogue renoué par-dessus la Saône, son confrère de Replonges confirme : « Nous avons réalisé en trois ans ce qui ne s'était pas fait en cinq siècles. »

J.-J. B.

### Chiffres

- Préfecture du département de Saône-et-Loire. Mâcon compte 37 275 habitants.
- Résultats des élections municipales du 14 mars 1989 : l. 20 677 ; V. 12 602 ; A. 39,05 % ; E. 12,85 % ; Union gauche (Rognard, PS, maire), 6 610 (54,23 %) ; 31 élus (6 PC, 18 PS, 2 MRG, 5 Maj. P.) ; Union droite (Decroix, UDF-PR), 4 650 (38,22 %) ; 7 élus (2 RPR, 3 UDF-PR, 2 div. d.) ; FN (Martin), 905 (7,43 %), 1 élu.
- Résultats du référendum sur l'union européenne du 20 septembre 1992 : l. 20 197 ; V. 12 570 ; A. 37,76 % ; E. 12,14 % ; Oui ..... 7 188 (59,17 %) ; Non ..... 4 958 (40,82 %).